

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

RÈGLEMENT
DE
L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

A LA
VICTIME D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
ROLE ET UTILITÉ DU MÉDECIN

Lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 29 octobre 1910, à 8 heures 1/2

PAR

R. BOUSIGUES

Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants : } MM. DESCHAMPS, professeur.
 } PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

RÈGLEMENT
DE
L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

A LA
VICTIME D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL

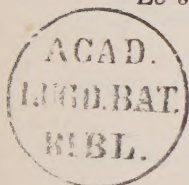
ROLE ET UTILITÉ DU MÉDECIN

Lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 29 octobre 1910, à 8 heures 1/2



PAR

R. BOUSIGUES

Président : M. CAUWÈS, professeur.
Suffragants : } MM. DESCHAMPS, professeur.
PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ABIANE. — Le risque professionnel et la responsabilité en cas d'accident (Warnier, 1888).
- BELLOM. — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger.
— L'assurance contre la maladie (Rousseau, 1892).
- BELLOM. — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger.
— L'assurance contre les accidents (Rousseau, 6 vol. 1895, 1896, 1900, 1901, 1903, 1904).
- Bulletin* du comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales.
- DALLOZ. — Code des accidents du travail.
- D^r DESBORDES. — Le médecin et la loi sur les accidents du travail (Thèse Paris, 1908).
- DUCHAUFFOUR. — Les accidents du travail. Manuel des conciliations (Baillière, 1906).
- GRILLET. — La législation des accidents du travail (Gauthier Villars-Masson, 1905).
- JAY. — La protection légale des travailleurs (Larose, 1904).
- LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel (Chevalier-Marescq, 1899).
- OLLIVE ET LE MEIGNEN. — Précis des accidents du travail. Médecine légale. Jurisprudence (de Rudeval, 1905).
- Moniteur du Commerce et de l'Industrie.*
- Recueil de Documents* sur les accidents de travail réunis par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (Berger-Levrault).
- Lois, règlements et circulaires (février 1910).

- Maladies professionnelles (1904).
- Décisions de jurisprudence (décembre 1908).
- DAGUIN. — Répertoire bibliographique (Berger-Levrault, 1906).
- Recueil de Documents* sur la prévoyance sociale (Berger-Levrault).
- Rapports aux congrès internationaux (1909).
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail (Larose, 1900).

Législation

- France.* — Lois du 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905. — Loi du 30 juin 1899. — Loi du 12 avril 1906. — Décrets du 28 février 1899. — Arrêté ministériel du 30 septembre 1905.
- Allemagne.* — Loi du 15 juin 1883 sur l'assurance contre la maladie modifiée par celle du 10 avril 1892.
- Loi du 6 juillet 1884 sur les accidents modifiée par celle du 30 juin 1900.
- Angleterre.* — Loi du 6 août 1897 modifiée par celle du 21 décembre 1906.
- Belgique.* — Loi du 24 décembre 1903.
- Espagne.* — Loi du 30 juin 1900.
- Italie.* — Loi du 17 mars 1898 modifiée par celle du 29 juin 1903.
- Luxembourg.* — Loi du 5 avril 1902.
- Norvège.* — Loi du 12 juin 1906 modifiant celles des 23 juillet 1894 et 23 décembre 1899.
- Pays-Bas.* — Loi du 2 janvier 1901.
- Suisse.* — Loi fédérale du 25 juin 1881.

RÈGLEMENT DE L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

A LA VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL

ROLE ET UTILITÉ DU MÉDECIN

Lois du 9 avril 1898 et du 21 mars 1905

INTRODUCTION

Une des œuvres les plus considérables faites au cours de ces dernières années pour l'amélioration du sort des travailleurs est sans contredit la loi dite « des accidents du travail » du 9 avril 1898, modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, étendue aux professions commerciales par la loi du 12 avril 1906.

Cette loi de 1898 a modifié profondément l'état de choses antérieur et, en imposant, il est vrai, une charge considérable à l'industrie française, a mis du moins l'ouvrier à l'abri de la misère s'il vient à être blessé au cours de son travail et est par suite obligé de chômer.

Avant la loi du 9 avril 1898, c'était l'ouvrier qui devait, s'appuyant sur l'article 1382 du Code civil, faire la preuve de la faute de son patron pour réclamer des dommages-intérêts. Pour faire cette preuve l'ouvrier se heurtait à mille difficultés : l'ouvrier avait d'abord contre lui son manque d'instruction qui lui rendait la pratique de la procédure presque impossible. Il aurait dû s'adresser à un avocat ou à un avoué, mais presque toujours il n'avait pas les fonds nécessaires !

Ensuite comment établir la responsabilité du patron dans une explosion, dans un éclatement de machine, dans un incendie ?

D'autre part, l'ouvrier blessé avait contre lui la Compagnie d'assurances qui se substituait au patron assuré ; la compagnie ayant un contentieux parfaitement organisé chicanait, trouvait mille prétextes pour refuser toute indemnité, tant et si bien que l'ouvrier lassé par toutes ces difficultés, acculé à la nécessité d'avoir un peu d'argent pour payer les dettes faites pendant son incapacité de travail, acceptait de transiger dans des conditions fort désavantageuses pour lui.

Beaucoup de protestations s'élevèrent et l'on se préoccupa un peu du sort fait aux travailleurs de l'industrie en cas d'accidents.

La condition des ouvriers était en effet misérable et d'après une statistique citée par M. Tolain dans

son rapport au Sénat aucune réparation n'était due à l'ouvrier blessé, dans 88 % des cas : dans 68 % des cas, l'accident était dû à un cas de force majeure ; dans 20 % des cas, il y avait faute de l'ouvrier et dans 12 % des cas seulement, il y avait faute du patron.

Des industriels, des patrons, des parlementaires se mirent à la tête du mouvement et c'est alors que fut déposée en 1880 et 1881 la proposition Martin Nadaud.

Cette proposition s'inspirait du système belge inauguré par Saintelette et appliqué partiellement depuis quelque temps par les tribunaux ; ceux-ci transformaient la responsabilité délictuelle en responsabilité contractuelle et faisaient naître la source de la responsabilité dans le contrat de louage, de telle sorte que renversant le fardeau de la preuve ils obligeaient le patron à prouver que l'accident n'était pas dû à une faute de sa part.

Mais ce système présentait trop d'inconvénients et en 1883 Félix Faure fit une nouvelle proposition dans laquelle commence à apparaître la théorie du risque professionnel ainsi que cela résulte du passage suivant du discours prononcé le 9 mars 1883 à la Chambre des députés par Félix Faure :

« De même, disait-il, qu'une exploitation supporte
« l'usure et la destruction de son matériel, l'amortis-
« sement de son outillage, de même qu'elle supporte
« les risques d'incendie, de responsabilité civile et

« tant d'autres, de même une exploitation doit sup-
« porter les conséquences des accidents qui se pro-
« duisent à son profit... »

Nous voyons poindre la théorie du risque profes-
sionnel qui a son fondement dans l'article 1384 du
Code civil : « On est responsable non seulement du
« dommage que l'on cause par son propre fait, mais
« encore de celui qui est causé par le fait des person-
« nes dont on doit répondre ou des choses que l'on
« a sous sa garde. »

C'est en interprétant cet article du Code civil et en
en généralisant les termes que l'on est arrivé à établir
une théorie objective, à créer le risque profession-
nel : le dommage causé est à la charge du proprié-
taire de l'objet par lequel le préjudice a été éprouvé,
sans qu'il y ait besoin de prouver une faute. Et le
tribunal de Bourgoin dans un attendu cité par M. Sa-
chet justifie cette théorie en déclarant que : « Entre
le propriétaire de la chose et la victime, il est juste
que le premier supporte les conséquences de l'acci-
dent plutôt que celle-ci qui n'a rien à se reprocher. »

Le texte du projet était ainsi conçu :

« Qu'est-ce que le risque professionnel ? c'est-à-
« dire le cas fortuit ou de force majeure se produi-
« sant dans des entreprises où les forces élémen-
« taires formidables sont enchaînées au service de
« l'homme, mais toujours prêtes à manifester leur
« aveugle puissance, qu'est-ce que l'imprévu dans le

« fonctionnement des appareils destinés à utiliser ces
« forces redoutables ; qu'est-ce que la négligence
« même de l'ouvrier amené par une habitude cons-
« tante à ne plus tenir compte du danger spécial dans
« un milieu particulier ; qu'est-ce que tout cela si ce
« n'est le fait des choses que le chef d'entreprise a
« sous sa garde. »

Et M. Abiane qui cite ce texte de conclure ainsi :

« Mais le fait des choses que l'on a sous sa garde
« se compose d'après la définition des trois éléments :
« 1° Le cas fortuit ou de force majeure provenant
« des forces élémentaires employées dans l'entreprise ;
« 2° L'imprévu dans le fonctionnement des appa-
« reils.

« 3° La négligence même de l'ouvrier. »

En résumé, même le cas fortuit est à la charge du propriétaire de la chose ! A la suite de la proposition Faure, l'idée du risque professionnel avait acquis une certaine force, si bien que le texte voté le 10 juillet 1888 par la Chambre des députés est une application absolue de la théorie objective.

Mais, ce texte fut repoussé par le Sénat qui maintenait le droit commun en cas de faute lourde du patron ou de la victime et qui en outre ne visait que les industries dangereuses.

Le projet de loi revint donc devant la Chambre, mais pendant ce temps d'autres idées s'étaient fait jour et à la suite de travaux de M. Ricard, la Cham-

bre vota le 10 juin 1893 un texte consacrant l'assurance obligatoire, maintenant la théorie du risque professionnel, mais en admettant que l'indemnité pourra être diminuée en cas de faute lourde de l'ouvrier ou majorée en cas de faute lourde du patron.

Soumis au Sénat, ce projet fut encore modifié à la suite des rapports de MM. Trarieux et Poirrier : l'assurance obligatoire est repoussée, mais formation aux frais de l'industrie française d'une caisse de garantie contre les insolvabilités, caisse qui serait alimentée par chaque industriel proportionnellement au danger de sa profession et à l'importance de sa situation.

D'autre part le Sénat maintenait le droit commun en cas de faute inexcusable.

Mais la Chambre maintient son système du risque professionnel et enfin, après certaines modifications qui furent l'œuvre du Sénat concernant spécialement le fonds de garantie et la caisse nationale d'assurance, la loi sur les accidents du travail proclamant le risque professionnel fut votée le 9 avril 1898.

Cette loi consacre officiellement la responsabilité du propriétaire de la chose même en cas de faute lourde de la victime ; c'est tout au plus si, dans son article 20, elle admet quelque atténuation au principe en cas de faute inexcusable soit de la victime, soit du patron. Et cette atténuation au principe du risque professionnel en cas de faute inexcusable ne

pourra se produire que très rarement si nous nous en rapportons à ce que disait M. Paulet au Congrès International de Paris 1900 :

« En substituant, dans le texte final, à la formule
« classique de faute lourde la formule nouvelle de
« faute inexcusable, le législateur a certainement
« voulu, malgré l'apparente et inévitable synonymie
« des mots, indiquer au juge une restriction plus
« grande. Pour qu'il y ait faute vraiment inexcusa-
« ble, au terme de la loi il ne suffit pas que le pa-
« tron ait transgressé des prescriptions légales ou
« administratives, omis des précautions possibles,
« manqué, même gravement, de prévoyance ou de
« diligence. Il ne suffit pas davantage que l'ouvrier
« ait été maladroit, inattentif, imprudent, intempé-
« rant, qu'il ait empreint un ordre ou un règlement.
« Il faut que, de la part du patron ou de l'ouvrier,
« il y ait quelque chose de plus qu'une faute passive
« si grave, si lourde, si grossière soit-elle; il faut
« qu'il y ait un acte conscient allant jusqu'au mau-
« vais vouloir, confinant au dol, et, pour tout dire,
« se rapprochant de la faute intentionnelle et ten-
« dant à se confondre avec elle... »

C'est pourquoi, d'autre part, en considérant les travaux qui ont précédé la loi de 1898, travaux qui n'ont eu pour but que de développer une interprétation de l'article 1384 et d'en régler l'application, nous ne saurions partager l'avis de M. Grillet lors-

qu'il dit : « Il est nécessaire dans l'étude de toute
« question se rattachant à la loi de 1898 de ne pas
« oublier que cette loi n'a aucun fondement dans
« notre droit ancien, dans notre droit civil qui en
« découle, qu'elle trouve sa seule raison d'être dans
« les transformations de la technique industrielle et
« le développement de la grande industrie qui se
« sont produits dans la deuxième moitié du siècle
« dernier ; il serait donc contraire à l'esprit de la
« législation de vouloir l'interpréter avec les mêmes
« règles que celles qui servent à interpréter les con-
« ventions. »

M. Serre, commentant la loi sur les accidents de travail, s'exprime ainsi :

« Le contrat de travail entraîne entre les parties
« des droits et des obligations réciproques. L'ou-
« vrier fournit son travail et doit restituer la ma-
« tière qui lui a été donnée pour être façonnée. De
« son côté le patron s'oblige à payer le salaire con-
« venu et à préserver la santé et la vie de l'ouvrier.
« Comme dit M. Sauzet, il doit conserver l'ouvrier
« sain et sauf au cours de l'exécution du travail qu'il
« lui confie et qu'il dirige ; il doit à chaque instant
« pouvoir le restituer, le rendre à lui-même, valide
« comme il l'a reçu. »

D'autre part M. Cheysson, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, s'exprime ainsi sur le risque professionnel :

« Malgré les précautions prises, il se produira tous
« jours des accidents, sans que la plupart d'entre
« eux résultent d'aucune faute. C'est par une fiction
« humanitaire que les tribunaux s'ingénient à trouver
« une faute, à la créer là même où elle n'existe pas,
« pour indemniser les victimes. Du moment où l'in-
« dustrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier
« ne doit ni ne peut les supporter ; aujourd'hui moins
« que jamais en présence de l'outillage moderne et
« des forces qui l'actionnent. Quand le terrassier
« travaille avec sa bêche ou avec sa pioche, le bû-
« cheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est
« que le prolongement de ses propres organes et l'on
« peut admettre à la rigueur qu'il soit responsable.
« Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un
« haut fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de
« ces métaux en fusion, de ces appareils formidables,
« de ces forces irrésistibles dont le moindre attou-
« chement est mortel ! L'ouvrier n'a plus le choix de
« ses outils, il les subit. C'est au maître qu'incombe
« la responsabilité de la machine qui tire, qui blesse ;
« la machine sienne, n'en doit-il pas répondre au
« même titre qu'il entretient ses outils et ses ma-
« chines en faisant entrer le risque professionnel
« dans le prix de revient. »

La loi sur les accidents de travail répondait donc à une véritable nécessité, car on ne pouvait laisser plus longtemps à l'ouvrier le soin de faire la preuve

d'une faute du patron, et, en posant en principe la théorie du risque professionnel, la loi faisait œuvre de justice. Ce n'est pas sans difficulté que la loi du 9 avril 1898 a admis la théorie du risque professionnel même en cas de faute lourde, mais il semble que c'est avec raison qu'on a accordé à l'ouvrier une indemnité, même en cas de faute lourde de sa part, car on ne peut guère lui reprocher une inobservation de certains règlements d'usine, par suite de son accoutumance aux machines qu'il emploie et de l'habitude qu'il a prise de faire son travail en quelque sorte machinalement.

La loi anglaise du 21 décembre 1906 sur les accidents de travail contient une disposition particulière qu'il est intéressant de signaler : c'est celle aux termes de laquelle « l'ouvrier peut à son choix, soit réclamer une indemnité par application de la présente loi, soit intenter l'action qui lui était ouverte avant « l'entrée en vigueur de la présente loi » lorsque l'accident est dû soit à la négligence personnelle, soit à un acte volontaire du patron. Dans ce cas la loi sur les accidents de travail ne touchera en rien à la responsabilité civile du patron. (Article 1, alinéa 2-*b*.)

Et même l'article 3 prévoit le cas où le patron pourra adopter un système différent de celui prévu par la loi, pourvu qu'il soit aussi avantageux !

La loi du 9 avril 1898, dans le début de son application, révéla certaines imperfections et elle fut suc-

cessivement modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905.

D'autre part le bénéfice de cette loi qui ne s'appliquait tout d'abord qu'à certaines industries déterminées, énumérées dans l'article 1, fut étendu aux accidents causés dans les exploitations agricoles, par l'emploi des machines, par la loi du 30 juin 1899 et étendu ensuite aux exploitations commerciales par la loi du 12 avril 1906, de telle sorte qu'à l'heure actuelle il n'y a plus que les ouvriers des champs et les domestiques qui, traités comme des parias, n'ont pas droit aux avantages de la loi du 9 avril 1898 !

Cette loi, depuis qu'elle a été votée, a donc été l'objet de modifications tant par suite du vote de nouvelles lois, que par l'apparition de nombreux décrets en réglementant l'application.

Malgré cela il semble qu'il y ait encore beaucoup à faire, car nombreux sont les malentendus qui continuent à se produire entre le patron et l'ouvrier. Souvent en effet la pratique donne des résultats différents de ceux que l'on prévoyait dans la théorie !

Ce que nous chercherons donc dans les pages qui vont suivre c'est de savoir si toutes les précautions ont bien été prises pour protéger l'ouvrier contre le patron, mais aussi pour protéger le patron contre l'ouvrier. Il faut, en effet, que les deux plateaux de la balance soient en équilibre et nous examinerons si dans la pratique certains faits ne viennent pas

rompre cet équilibre et s'il n'y aurait pas des remèdes à apporter.

C'est nécessairement lorsque l'ouvrier vient d'être blessé ou prétend avoir été victime d'un accident de travail que les malentendus se produisent entre l'ouvrier et le patron ou la compagnie d'assurances qui le représente : c'est la matérialité de l'accident qui est contestée, c'est la nature de la lésion qui est discutée ! Interviennent ensuite des discussions sur des questions de salaires, sur la nécessité de tels ou tels soins, sur la durée de ceux-ci ou sur le paiement des honoraires médicaux de telle sorte que le médecin joue un rôle important dans toutes ces questions, car c'est lui en quelque sorte qui en est l'arbitre.

Bref, on s'irrite de part et d'autre et lorsqu'en cas d'infirmité permanente l'affaire vient en conciliation devant le Président du tribunal civil, c'est un procès-verbal de non conciliation qui est signé ! Personne ne veut plus faire aucune concession.

Nous rechercherons donc la cause des malentendus qui peuvent se produire avant la comparution en audience de conciliation, c'est-à-dire pendant la période d'incapacité temporaire, et nous serons ainsi amenés à étudier le rôle du médecin et son utilité dans la législation des accidents du travail. Nous verrons s'il n'y a pas certains abus, et s'il n'y aurait pas moyen de les faire disparaître de façon que seule la bonne foi préside aux rapports entre le patron et l'ouvrier.

CHAPITRE PREMIER

Constatation de l'accident de travail

Avec la théorie du « Risque professionnel » l'ouvrier blessé dans son travail n'a plus à faire la preuve de la faute du patron pour obtenir une indemnité en cas d'accident de travail. Aussi la loi du 9 avril 1898 dans son article 1^{er} s'exprime-t-elle ainsi :

« Les accidents survenus par le fait du travail ou
« à l'occasion du travail
« *donnent droit* au profit de la victime ou de ses
« représentants à une indemnité »

L'« accidenté du travail », pour employer une locution devenue usuelle, a donc droit à prétendre à une indemnité, mais à côté de ce droit, l'ouvrier blessé conserve un devoir.

En effet, si l'ouvrier n'a plus à prouver la faute du patron, il doit du moins prouver que l'accident dont il prétend avoir été victime est bien un accident de travail.

Le vieil adage « Onus probandi incumbit ei qui dicit » s'applique à l'ouvrier blessé car que dit-il ? il

prétend avoir eu un accident au cours de son travail et dit avoir droit à une indemnité. Il lui appartient donc de prouver qu'il y a bien eu accident de travail.

Mais cette preuve n'est pas toujours facile à faire, et cependant elle a d'autant plus d'importance que la plupart du temps, pour ne pas dire toujours, l'ouvrier se trouve en présence d'une compagnie d'assurances qui, bien qu'il s'agisse de l'application d'une loi humanitaire, n'oublie pas qu'elle est, elle, une société financière ! et oppose une fin de non recevoir formelle à l'ouvrier blessé dont l'accident n'est pas nettement établi.

Or, un accident ne se produit pas toujours à l'atelier et ne consiste pas uniquement en une fracture de jambe, un œil crevé, etc., où il est toujours facile de trouver des personnes ayant été témoins de l'accident.

Il arrive, au contraire, souvent qu'un accident se produit alors que l'ouvrier se trouve seul et consiste au début en une lésion insignifiante.

Supposons un charretier que son patron a envoyé faire une livraison :

En déchargeant une caisse, ce charretier se pique le doigt avec un clou. Il ne prête aucune attention à cette piqûre, continue à travailler et ne dit rien à personne.

Mais, au bout de quelques jours, un panaris se déclare, et notre charretier est obligé de cesser son travail.

Que va-t-il se produire ?

Le charretier prétendra avoir été victime d'un accident de travail, mais il lui sera impossible de le prouver, car, comment pourra-t-il établir qu'il s'est piqué avec un clou comme il le prétend?...

Si l'incapacité n'est que temporaire et ne dure que quelques jours, il n'y aura pas de sérieuses difficultés : ou bien le patron — du moins la Compagnie d'assurances — pour éviter des ennuis, acceptera l'accident à « titre gracieux » ou bien c'est l'ouvrier lui-même qui consentira à supporter la charge de son incapacité temporaire de travail plutôt que d'intenter une action à son patron, à la suite de laquelle il risquerait de perdre sa place.

Malgré tout, il se sera produit un malentendu entre l'ouvrier et le patron : celui-ci conservera l'idée que son charretier a voulu le tromper, tandis que l'employé prétendra que son employeur a été dur à son égard et n'a pas agi avec humanité.

Au contraire, si l'incapacité temporaire a été de longue durée, si par exemple le panaris a dégénéré en phlegmon, la compagnie d'assurances maintiendra son refus de reconnaître l'accident tandis que le charretier acculé à la nécessité par suite du préjudice sérieux éprouvé par lui, s'obstinera à réclamer une indemnité pour un accident, qu'il sait lui être survenu dans son travail, bien qu'il ne puisse pas le prouver.

Il y aura donc procès.

On ne saurait évidemment pas blâmer le patron de son attitude, car s'il accueillait la réclamation d'un ouvrier qui prétend avoir été victime d'un accident de travail, sur sa simple déclaration, cela donnerait lieu à beaucoup d'abus. En effet si la majorité des ouvriers sont honnêtes et sérieux, il y en a cependant qui n'ont pas beaucoup de scrupules, et qui déclareraient à tort avoir été victimes d'un accident du travail. Le patron doit donc refuser tout accident qui n'est pas prouvé dans l'intérêt de sa sécurité et du bon ordre de son entreprise.

Par contre l'ouvrier a le moyen d'établir des présomptions en sa faveur, si l'accident dont il prétend avoir été victime lui est survenu alors qu'il était seul, comme dans l'exemple que nous prenions précédemment : en déchargeant une caisse, un charretier se pique avec un clou.

Qui empêche ce charretier de dire au client chez lequel il fait la livraison qu'il vient de se piquer au besoin même de lui faire constater la piqûre, si c'est possible. De même en rentrant chez son patron, ce charretier peut lui dire qu'il s'est piqué à tel doigt au moment où il faisait une livraison chez tel client.

Si, au bout de quatre ou cinq jours, un panaris se déclare, le charretier pourra rappeler à son patron qu'il lui avait dit s'être précisément piqué à ce doigt. Il pourra également appeler en témoignage

le client auquel il avait fait une déclaration analogue.

D'autre part, le médecin que le charretier ira consulter pourra déclarer, dans son certificat, si le panaris est la conséquence d'une piqûre récente ou ancienne ou a une cause toute différente.

Le blessé aura donc des présomptions en sa faveur, et en cas de procès, le juge tirant argument de l'article 1353 du Code civil qui dit que « les présomptions..... sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes..... » pourra lui donner gain de cause.

Mais la plupart du temps, l'administration de la preuve de l'accident de travail par l'ouvrier est facile : il se blesse, en effet, à l'atelier, au milieu de ses camarades ! ceux-ci voient l'accident se produire et peuvent ensuite en attester la matérialité. D'autre part, s'il ne s'agit que d'une lésion insignifiante, passée inaperçue, rien n'empêche cependant le blessé d'aller se faire faire un pansement soit chez le pharmacien lui-même, soit à l'usine même où il y a généralement une boîte de pansements. Il reste trace de ce pansement, et les droits le l'ouvrier sont réservés pour l'avenir dans le cas où une complication imprévue surviendrait.

Si l'ouvrier néglige de faire constater un accident qui lui surviendrait à l'atelier même, il est inexcusable, et si plus tard, il vient à réclamer une indemnité

pour un prétendu accident de travail, le refus qui lui est alors opposé est complètement justifié.

A côté de ces présomptions et de ces preuves matérielles de l'accident dont nous venons de parler et qui sont indispensables, il y a la constatation officielle de l'accident de travail par le certificat médical.

C'est la seule façon que possède en effet l'ouvrier de prouver à son patron qu'il est dans l'impossibilité de travailler ; c'est la seule façon aussi de fixer le départ de l'incapacité de travail et par conséquent de l'indemnité qui devra être allouée à l'ouvrier.

En effet, l'ouvrier qui prétend avoir été victime d'un accident de travail peut avoir été réellement victime dudit accident, mais la lésion subie peut être si insignifiante qu'elle ne nécessite pas une interruption de travail, et ne doit pas obliger le patron à payer l'indemnité due seulement aux ouvriers qui ne peuvent plus travailler à la suite d'un traumatisme.

L'ouvrier qui prétend réclamer une indemnité à son patron doit donc prouver qu'il est incapable de travailler, et par conséquent produire un certificat médical à l'appui de ses dires. Il ne doit donc y avoir rien de changé aux règles du droit commun : *Onus probandi incumbit ei qui dicit*.

Aussi nous ne nous expliquons pas du tout les termes de l'article 11, alinéa 3 de la loi du 9 avril 1898 qui dit..... : « le chef d'entreprise doit déposer à la

« mairie qui lui en délivre immédiatement récépissé
« un certificat du médecin indiquant..... »

Et nous comprenons encore moins la circulaire ministérielle du 23 mars 1902 aux termes de laquelle
« les chefs d'industrie sont responsables de la régularité des certificats médicaux exigibles à l'appui de
« leurs déclarations, et ils n'échappent pas aux sanctions de l'article 14 lorsque ces certificats ne répondent pas aux prescriptions du troisième alinéa
« de l'article 11 ».

Au contraire, l'alinéa 4 de ce même article 11 se borne à dire que « la déclaration pourra être faite
« dans les mêmes conditions par la victime ou ses
« représentants ».

L'obligation imposée au patron aurait dû être imposée à l'ouvrier, et la faculté qui est accordée à la victime aurait dû être laissée au patron.

En effet, voici un patron qui ignore un accident arrivé à l'un de ses ouvriers, ou qui en conteste la matérialité soit que l'accident à son avis ne se soit pas produit ou ait eu lieu dans des circonstances particulières, il doit néanmoins produire un certificat médical !

Est-ce que la production de ce certificat médical ne sera pas considérée comme une reconnaissance de l'accident de travail ? Les avis sont partagés sur cette question. Un jugement du tribunal de Lyon du 8 décembre 1900, un arrêt de la Chambre des

requêtes de 1902 se prononcent pour la négative ; au contraire, pour l'affirmative, nous trouvons un arrêt de la cour de Paris de 1900 et la Chambre des requêtes du 22 juin 1905.

Et cependant si le chef d'industrie ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 11, il est passible des sanctions de l'article 14 !

Il y a là quelque chose de choquant, car c'est en quelque sorte le défendeur qui doit faire la preuve, qui doit être à la charge du demandeur, en l'espèce, l'ouvrier.

D'autre part, si l'ouvrier a le libre choix du médecin, ainsi que nous le verrons plus loin, comment le patron fera-t-il pour faire examiner son ouvrier blessé ? Il faudrait tout d'abord qu'il connaisse le médecin choisi par celui-ci, car le médecin qu'il enverrait risquerait de n'être point reçu.

L'obligation imposée au patron de fournir un certificat médical ne pourrait guère se comprendre à la rigueur que pour les accidents graves où il y a eu nécessité de faire venir un médecin sur le lieu même de l'accident : dans ce cas, en effet, le patron ne peut prétendre qu'il ignore ou qu'il conteste l'accident.

En dehors de ce cas spécial qui empêcherait l'ouvrier de réclamer à son médecin un certificat médical en double expédition dont l'une serait adressée au patron, et l'autre à la mairie ?

C'est, d'ailleurs, devons-nous ajouter, ce qui se fait à peu de choses près, dans la pratique, les compagnies d'assurances font remettre aux médecins des livrets contenant des formules de certificats en blanc, l'une des formules est destinée à la mairie, l'autre au patron.

Quoi qu'il en soit, la nécessité du certificat médical constatant officiellement l'accident, et appelé par suite *certificat d'origine de blessure* est indiscutable, car c'est cette pièce qui servira de base pour la discussion de la nature du traumatisme s'il y a lieu, pour le départ de l'indemnité temporaire, etc.

Il y aurait donc intérêt à ce que cette pièce soit rédigée avec le plus grand soin par le médecin appelé à la délivrer, lequel ne devrait pas se borner à dire simplement comme cela se produit la plupart du temps qu'il s'agit « d'une plaie contuse de l'index gauche, douze jours de repos », ou « d'un panaris sous-unguéal de l'index droit, quinze jours de repos ».

Ce certificat, ne l'oublions pas, doit contribuer à prouver l'accident de travail ! Est-ce avec un certificat ainsi rédigé que le patron sera suffisamment renseigné sur la nature de la lésion et ses conséquences, s'il est indécis et ne sait s'il se trouve en présence d'un accident de travail comme le prétend l'ouvrier ? Il ne pourra prendre aucune décision car le certificat médical ainsi libellé ne dit rien, ne prouve rien de précis.

La loi du 9 avril 1898 dans l'article 11 que nous avons pris la liberté de critiquer tout à l'heure mentionne bien que le certificat du médecin doit indiquer « l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître les résultats définitifs ».

Cependant ce texte est incomplet. A quoi cela servira-t-il d'indiquer l'état de la victime si on ne décrit pas cet état et surtout si l'on n'indique pas la cause et la nature de la lésion ?

Il nous semble, en effet, qu'un médecin puisse indiquer la cause d'une lésion de même que sa nature et en faire la description. S'agit-il d'un panaris ? Le médecin peut dire s'il est ancien ou récent. S'agit-il d'une tumeur ? Le médecin doit pouvoir reconnaître s'il s'agit d'une tumeur tuberculeuse ou d'une tumeur qui est la conséquence d'une piqûre septique.

Ce que font journellement les médecins légistes pour éclairer la justice, les médecins appelés à soigner un accident du travail doivent également essayer de le faire pour éclairer le patron.

Le patron ainsi renseigné pourrait prendre une décision et peut-être que bien des contestations et des procès seraient évités.

CHAPITRE II

Du choix du médecin

L'accident de travail doit être constaté par un certificat médical, et nous apercevons par suite immédiatement l'importance du rôle du médecin dans une législation sur les accidents de travail.

Mais une question se pose aussitôt, c'est celle de savoir si le blessé a le libre choix de son médecin. Cette question vivement discutée n'est pas encore résolue. L'ouvrier peut-il appeler près de lui, pour le soigner, le médecin qui lui convient, ou doit-il recevoir les soins du praticien que le patron lui délègue comme cela se fait en Allemagne, où seul le médecin de la corporation décide du traitement, seul soigne le blessé malgré ce que dit l'article 69 *in fine*. En effet, cet article s'exprime ainsi :

« Lorsqu'en vertu d'un certificat médical l'octroi
« d'une indemnité doit être refusé ou lorsque la
« pension à déterminer ne doit être que partielle, le
« médecin qui soigne le blessé doit être préalable-
« ment entendu.

« Lorsque le médecin sera lié à la corporation
« par un contrat, un autre médecin doit être entendu
« si la demande en est faite. » L'article 6 *a* de la loi
du 10 avril 1892 sur l'assurance maladie qui joue
pendant les 13 premières semaines déclare en par-
lant des caisses communales :

«... Les communes ont le droit de décider que les
« secours médicaux, la fourniture des médicaments,
« les soins et le traitement ne doivent être donnés
« que par des médecins, des pharmaciens et des hô-
« pitaux déterminés et que le paiement de frais ré-
« sultant du recours à d'autres médecins peut être
« refusé sauf urgence. »

Et l'article 26 *a* 22 contient des dispositions ana-
logues pour les caisses locales.

La loi ne prévoit de dérogation à ces principes
que si la demande en est faite par au moins trente
assurés (article 56 *a*).

Il y a des arguments en faveur de l'une et de l'au-
tre opinion qui, d'ailleurs, ont été soutenus avec as-
sez d'éloquence par les partis en présence.

Au premier abord, il semblerait assez logique que
le patron ait le droit de faire soigner le blessé par
un médecin de son choix, puisque c'est lui qui, en
fin de traitement, devra payer le montant des hono-
raires médicaux.

D'un autre côté, on fait remarquer que l'ouvrier
n'a aucune crainte à avoir si le choix du médecin est

laissé au patron, car celui-ci a intérêt à ce que le médecin qu'il envoie auprès du blessé soit un médecin sérieux, consciencieux, soignant le blessé avec dévouement, de façon que la durée de l'incapacité de travail soit réduite au minimum et que l'ouvrier soit guéri sans infirmité.

En sens inverse on prétend que le patron cherchera à faire des économies sur les honoraires, qu'il restreindra les visites et que le médecin, étant dans la dépendance du patron, abrégera à tort la durée du repos nécessaire.

Mais en outre une complication peut se produire :

Voici un accident contesté par le patron, celui-ci n'envoie donc pas son médecin et l'ouvrier appelle le sien. Mais après enquête, le patron est amené à reconnaître qu'il y a bien eu accident de travail ! Qui continuera à soigner le blessé ? Sera-ce le médecin de celui-ci ou le médecin du patron ?

Cette question du choix du médecin est très complexe. C'est une question de sentiments et il est difficile pour ne pas dire impossible de donner une solution juste.

Voici ce que dit le Dr Chevalot dans une étude sur la loi du 9 avril 1898 : « Le principe du libre
« choix est une question de sentiments bien à sa
« place quand il s'agit d'une maladie ; il est cer-
« tain qu'un malade sera mieux réconforté, voire
« même guéri plus rapidement par le médecin en

« qui il a mis sa confiance. Mais ce principe est
« discutable quand il s'agit d'un accident de travail.
« En quoi importe-t-il à un ouvrier ayant une frac-
« ture du crâne ou de la commotion cérébrale et qui
« se trouve dans le coma que ce soit le D^r X... ou
« le D^r Y... qui le soigne ? Que lui importe que sa
« jambe fracturée soit réduite par tel ou tel méde-
« cin, voire même par le rebouteur, la sœur des
« malades ou le curé de l'endroit comme cela ar-
« rive souvent ! »

Paroles étranges ! est-ce que la victime d'un accident du travail souffre moins qu'un malade ordinaire ? est-ce qu'elle n'a pas besoin d'être réconfortée, elle aussi, de recevoir des paroles d'ami ? Pourquoi un accidenté du travail ne se préoccuperait-il pas de savoir qui lui réduira sa fracture et n'a-t-il pas le droit d'avoir une préférence entre le rebouteur de la localité et le médecin de la ville voisine. ?

D'autre part, le D^r Chevalot oublie-t-il les causes et les conséquences de l'hystérotraumatisme ?

Voici un sujet nerveux, son patron lui envoie son médecin, instinctivement sans savoir pourquoi, il se méfiera de lui, n'osera pas lui parler à cœur ouvert, comme à un ami. Il craindra que ce médecin patronal, délégué par la compagnie d'assurances, ne soit partial et n'ait qu'un désir, celui de plaire à la compagnie qui le paie !

Cet ouvrier sera inquiet, tourmenté et la fièvre

qui est la conséquence de ses blessures aura encore tendance à augmenter !

La méfiance qu'ont ainsi certains ouvriers se justifie par certaines pratiques des compagnies d'assurances, dont la principale consiste dans le système du forfait

Des médecins désireux d'avoir un revenu relativement fixe et étant au début de leur clientèle ou n'ayant que peu de clientèle, s'adressent aux compagnies et sollicitent d'elles un poste de médecin. Les compagnies, si elles accèdent à ces demandes, font signer au médecin qu'elles agréent un contrat d'après lequel le dit médecin s'engage à soigner chaque blessé, quelle que soit l'importance du sinistre, pour une somme fixée à forfait, infime (8 ou 10 francs). Comment admettre dès lors qu'un ouvrier un peu sérieusement blessé puisse être soigné convenablement par un médecin choisi dans ces conditions ?

Nous ne doutons pas du dévouement du corps médical pour les malades, mais tout a des limites ! Il est certain qu'un médecin ne s'astreindra pas à visiter tous les jours un blessé, à le panser pendant quinze jours ou un mois sachant qu'il ne touchera pour les soins donnés ainsi que dix francs.

C'est le raisonnement que s'est fait l'ouvrier et qui l'a amené à délaisser les médecins indiqués par les compagnies sur des listes remises au patron.

D'ailleurs les compagnies renoncent de plus en

plus à ce système du forfait car la pratique en a montré les graves inconvénients : ou ce sont de jeunes médecins consciencieux mais inexpérimentés, ou ce sont des médecins plus expérimentés mais qui ne prodiguent pas à l'ouvrier tous les soins qui lui sont nécessaires.

D'autre part un ouvrier, quoique blessé dans son travail, conserve sa qualité d'homme libre, il n'appartient pas au patron et il doit avoir le droit de se faire soigner par le médecin en qui il a mis sa confiance, car il s'agit de son corps, de sa santé et aussi de l'avenir de sa famille. Il est seul juge de la question. En outre, en raison de ce que nous disions plus haut, à savoir que c'est à l'ouvrier à prouver son accident de travail, à en fournir la constatation officielle par un certificat médical, il lui appartient donc d'administrer cette preuve de la façon qu'il croira la plus conforme à ses intérêts et pour cela de s'adresser au médecin de son choix, qui, en la circonstance, lui servira d'avocat.

C'est donc avec raison que le législateur de 1898 dans la loi du 9 avril a formulé le principe suivant (article 11, alinéa 2) :

« La victime peut toujours faire choix elle-même
« de son médecin et de son pharmacien... »

Il ne faut pas oublier non plus que la loi sur les accidents de travail est une loi philanthropique et humanitaire, il faut donc être logique et en accepter

toutes les conséquences, si elles sont justes et ne portent pas préjudice aux intérêts patronaux.

De même qu'il est juste que le patron vienne au secours de son ouvrier blessé en service et ne le laisse pas sans soins, de même il est juste aussi que la victime puisse réclamer les soins du médecin qui la connaît, qui pourra l'aider à supporter ses souffrances par des paroles affectueuses et consolantes. Il n'y a pas lieu de savoir par qui seront payés les honoraires! Il y a là une question d'humanité qui doit primer toutes les autres, car pour rappeler une parole du professeur Brouardel « imposer un médecin à un malade, c'est lui refuser ce médicament tout puissant et parfois unique qui s'appelle la confiance ».

Malheureusement le libre choix du médecin par l'ouvrier a donné lieu à certains abus qui ont paru justifier les craintes des adversaires du libre choix.

En effet la loi sur les accidents de travail a donné naissance à une catégorie de médecins spécialistes qui ont ouvert des cliniques réservées aux seuls accidentés du travail! Ces cliniques sont nombreuses à Paris et dans les environs, elles font une réclame insensée et distribuent à foison aux ouvriers des prospectus où il est dit que les soins sont gratuits! Agréable ironie! Car, s'il est vrai qu'il n'est rien demandé aux ouvriers blessés, les notes qui sont adressées ensuite au patron sont élevées et permettent

d'aider à payer toute la réclame qui a été faite ? Certains médecins spécialistes allaient même jusqu'à posséder des racoleurs qui offraient de l'argent aux blessés qui consentaient à les suivre ! Une campagne de presse fut même engagée contre ces médecins dénommés « marrons », mais sans grand résultat, ils sont plus prudents, mais existent toujours !

Ces médecins ne se limitent pas à leur rôle médical qui est de soigner et d'aider le blessé à souffrir en le réconfortant par de bonnes paroles, mais ils entreprennent de donner des conseils à l'ouvrier et flattent ses passions. La plupart de ces cliniques ont des cabinets juridiques et des hommes d'affaires qui y sont attachés !

Nous ne saurions trop nous élever contre de pareils procédés et contre ces prétendus amis de l'ouvrier qui ne font qu'entretenir la haine dans son cœur et s'enrichir à ses dépens.

En réalité, en effet, ils ne font que du tort à l'ouvrier, celui-ci n'a pas besoin de conseils et s'il a besoin d'être défendu, les juges sauront prendre la défense de ses intérêts !

On comprend facilement l'indignation d'un patron et son peu d'empressement à être agréable ensuite à un ouvrier si, après un accident survenu à celui-ci, il reçoit un avis émanant de la Confédération générale du travail, l'informant que ledit ouvrier se fait soigner rue de la Grange-aux-Belles. L'avis ne dit

rien autre chose et ne donne aucun renseignement sur l'état du blessé.

Si le patron lit attentivement l'avis qui lui est adressé, il remarquera qu'il y est indiqué qu'à la C. G. T. il y a un service judiciaire donnant tous renseignements utiles aux ouvriers blessés.

Il n'y a aucune illusion à se faire sur les conseils qui seront donnés à ceux-ci !

Le libre choix a donc ses inconvénients et ses ennuis, mais le principe demeure entier, car, outre qu'il est facile à l'ouvrier comme au patron de se mettre d'accord sur le choix d'un médecin qui soit agréé par chacun d'eux, on peut et on doit même accorder au patron un droit de contrôle. En effet si le patron a le devoir de faire soigner son ouvrier, de payer les notes du médecin et du pharmacien, il possède aussi un droit, c'est celui de contrôler et de ne payer que ce qu'il doit, c'est-à-dire de ne consentir au paiement qui lui est réclamé que s'il a la preuve que l'ouvrier a été réellement bien soigné et que les soins donnés étaient utiles.

Tout en laissant à l'ouvrier la liberté de se faire soigner par le médecin de son choix, il faut donc accorder au patron un droit de contrôle, et il est nécessaire pour que ce contrôle soit efficace, qu'il puisse s'exercer en toute liberté.

C'est d'ailleurs ce qui a été prévu par le législateur

français, mais ainsi que nous l'analyserons plus loin, le contrôle accordé au patron n'est pas suffisant.

Cependant la loi du 9 avril 1898 est la plus libérale et c'est elle, malgré ses imperfections, que seule la pratique peut révéler, qui ménage le plus les intérêts de l'ouvrier blessé.

En effet que font nos voisins ? En Allemagne c'est le médecin de la corporation qui soigne le blessé et qui prend toutes les mesures qu'il juge utiles. Le blessé n'a aucun désir à exprimer et il demeure l'esclave obéissant et soumis de la corporation à laquelle il appartient.

Dans le royaume des Pays-Bas, c'est un système analogue et c'est la Banque royale d'assurances qui recourt au médecin appelé par le patron. Il est vrai cependant que le blessé peut parfois faire choix de son médecin, mais il ne peut choisir que l'un des médecins inscrits pour le domicile ou la résidence du blessé, et si le blessé demande à recevoir les soins d'un médecin non inscrit, la Direction de la Banque peut répondre par un refus. Bien plus lorsque cela lui paraît nécessaire, la Banque peut désigner elle-même le médecin ou faire hospitaliser le blessé. (Loi du 2 janvier 1901, art. 19 et Règlement du 14 juillet 1902.)

En Belgique, d'après l'article 5 de la loi du 24 décembre 1903, le blessé ne peut choisir son médecin que si le chef d'entreprise n'a aucun service médical

assuré, ou si les parties n'ont pas convenu par une stipulation spéciale au contrat de travail que le service médical est institué par le patron.

En Espagne, d'après la loi du 30 juin 1900, le service médical se fait sous la direction du chef d'entreprise.

Quant à l'Angleterre, M. Bellom décrit ainsi l'organisation du service médical et il démontre ainsi que l'exercice du libre choix est bien limité (Loi de 1897).

« L'ouvrier qui a donné avis d'un accident doit,
« sur la requête du patron, se soumettre à l'examen
« d'un médecin expert désigné et rétribué par le pa-
« tron sous peine de suspension de tout droit à une
« indemnité.

« L'obligation de cet examen médical est égale-
« ment imposée de temps à autre sur la requête du
« patron ou du débiteur de l'indemnité au bénéficiaire
« d'une allocation hebdomadaire. Si ce dernier refuse
« de se soumettre à l'examen du médecin choisi par
« le patron ou par le débiteur de l'indemnité, ou s'il
« n'est point satisfait du certificat à lui communiqué
« que ce médecin a formulé au sujet de son état il
« peut provoquer l'examen de l'un des médecins
« désignés pour l'application de la loi.

« Le certificat de ce dernier médecin remis au patron
« et à l'ouvrier est considéré comme probant. »

La loi de 1906 contient des dispositions analogues (cédula 1, art. XV).

Ce système accorde au patron un droit de contrôle réel, qui permet d'arrêter des abus s'il s'en produit, ce système a donc de sérieux avantages car, ainsi que nous le disions précédemment, s'il est juste de laisser au blessé le droit de se faire soigner, il est non moins juste d'accorder au patron un droit de contrôle et nous verrons plus tard combien le contrôle accordé au patron par le législateur français est faible comparé au contrôle concédé au patron anglais.

CHAPITRE III

Du traumatisme

Avant d'aller plus avant dans notre étude il importe, afin de préciser le rôle du médecin, de définir exactement les caractères auxquels on reconnaît qu'il y a eu accident de travail ou traumatisme.

En effet, il y a certains cas où l'ouvrier est d'autant plus gêné pour faire la preuve de l'accident de travail, qu'il ne s'agit pas seulement pour lui de prouver que la lésion dont il se plaint a été contractée au cours ou à l'occasion du travail, mais encore de prouver que cette lésion constitue bien un traumatisme.

L'auxiliaire le plus précieux de l'ouvrier, aussi bien que du patron, est ici le médecin, qui, seul, peut définir la nature exacte de la lésion.

Là encore il y a urgence et nécessité à ce que la nature de la lésion soit définie immédiatement ; en effet l'incapacité n'est souvent que temporaire et ce n'est pas lorsque l'ouvrier sera guéri et aura repris ses occupations qu'il pourra faire une réclamation

alors qu'une constatation médicale sérieuse sera devenue impossible.

Quels sont donc les caractères du traumatisme constituant l'accident de travail ?

Plusieurs définitions ont été données : il y a traumatisme, dit-on généralement, lorsqu'il y a eu un choc brusque et violent par opposition aux affections qui ne se révèlent qu'à la longue sous l'influence d'une cause morbide.

Malheureusement cette définition est trop étroite, car elle exclurait de nombreux cas qui doivent être considérés comme des accidents de travail, bien qu'il n'y ait pas eu de choc brusque et violent et qu'il n'y ait pas de lésion apparente : tels sont par exemple les cas d'asphyxie, de lésions internes, etc.

Parmi les autres définitions qui ont encore été données nous citerons celle du professeur Thoinot :
« Sont accidents de travail toute blessure externe,
« toute lésion médicale, tout trouble nerveux ou psy-
« chique résultant de l'action soudaine, d'une violence
« extérieure intervenant pendant le travail ou à l'oc-
« casion du travail, et toute lésion interne détermi-
« née par un effort violent. »

Cette définition serait assez exacte, mais elle a le défaut d'être trop longue et trop complexe.

Nous citerons encore la définition de M. Paulet, pour lequel l'accident de travail est le résultat d'une action soudaine et extérieure ; la définition de M. Léon

Bourgeois qui déclare que c'est un événement soudain et violent.

D'autre part, le Garde des Sceaux, dans une circulaire du 10 juin 1899 adressée aux Procureurs généraux, s'exprime ainsi : « L'accident tel qu'il faut l'entendre dans notre matière, consiste dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure. »

Le Garde des Sceaux répète la même chose dans sa circulaire du 22 août 1901, en ajoutant toutefois qu'« un avis du Comité consultatif du 28 novembre 1900 a complété cette interprétation en décidant que l'accident le plus léger survenu par le fait ou à l'occasion du travail entraîne l'application de la loi de 1898, quelque aggravation que subisse cet accident initial, notamment du fait de l'insalubrité ou de l'infection de l'industrie. »

Cette définition du Garde des Sceaux est assez précise et fixe un peu les idées ; cependant nous nous rallierons avec M. Sachet à la définition de Marestaing qui est plus complète et plus précise.

Dans son livre sur « les accidents de travail à l'étranger », Marestaing déclare qu'il y a accident de travail lorsqu'il y a « atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ». Cette formule nous semble très heureuse, car en parlant d'une atteinte au corps humain, M. Marestaing comprend toutes les lésions de quelque

nature que ce soit, affectant l'organisme d'un individu pourvu qu'elles soient la conséquence d'une action à la fois soudaine et violente provenant d'une force extérieure.

C'est ainsi que pourront être considérés comme des accidents de travail, non seulement les blessures apparentes, mais encore les lésions internes se révélant au bout de plusieurs jours, les cas d'empoisonnement, d'asphyxie subits, etc.

M. Sachet, tout en reconnaissant que la question est délicate, va même jusqu'à dire qu'il faut admettre qu'il y a accident de travail si l'action de la force extérieure produit son effet par contre-coup en déterminant sur l'esprit une impression profonde qui aura ensuite son retentissement sur l'organisme.

Et M. Sachet cite l'exemple suivant : « La chaudière d'une usine fait explosion, plusieurs ouvriers atteints par des éclats de fer ou des débris de matériaux, deviennent invalides à divers degrés. Pour ceux-là pas de difficultés, ils sont, sans conteste, victimes d'un accident de travail. Un de leurs camarades qui se trouve au milieu d'eux, paraît tout d'abord avoir été plus heureux ; il est épargné comme par miracle ; aucun projectile ne le toucha. Cependant cette catastrophe produit sur son esprit une impression si forte, que son esprit en est modifié. Après avoir été quelque temps sombre et taciturne, il finit par perdre la raison. Les méde-

« cins consultés s'accordent à dire que le dérangement de ses facultés est dû à l'émotion qu'il a éprouvée. »

M. Sachet affirme que cette folie doit être considérée comme un accident de travail : l'altération du cerveau devant être considérée comme un traumatisme au même titre que la rupture d'un muscle, et ce n'est pas parce que la transmission de la cause à l'effet échappe à la perception de nos sens que le lien qui les rattache n'existe pas.

Si l'on peut se rallier à la théorie de M. Sachet dans l'exemple qu'il décrit, nous estimons cependant que le principe qu'il émet dans les lignes précédentes est très dangereux et peut donner lieu à beaucoup de difficultés et d'abus. Il faut que les tribunaux l'appliquent avec beaucoup de prudence et une très grande réserve.

A l'appui de la thèse de M. Sachet, nous trouvons un arrêt de la Cour de Paris du 7 novembre 1902 publié dans le *Recueil de documents sur les accidents de travail* recueillis par le Ministère du Travail.

S'il s'agit d'une aliénation mentale absolue, de troubles cérébraux manifestes, il sera sans doute possible d'en rechercher la cause et de déterminer si ces troubles ont pu être ressentis à la suite de l'émotion violente causée par un accident et considérer qu'on se trouve en présence d'un accident de travail ayant entraîné une incapacité permanente de travail, bien

qu'à notre avis ces troubles ne doivent se produire que chez des prédisposés.

Mais que dire et quelle solution donner si à la suite d'un accident survenant dans un atelier ou dans un chantier, la rupture d'un échafaudage par exemple, un ouvrier qui échappe à l'accident prétend avoir ressenti une commotion telle qu'il a besoin de se soigner pendant quelques jours ?

Comment pourra-t-on déterminer si cette commotion est réelle, ou si, au contraire, il n'y a pas feinte de la part de l'ouvrier qui désire prendre quelques jours de repos à demi-solde. La simulation sera très facile !

Le rôle du médecin sera par contre ici très difficile, car comment pourra-t-il reconnaître s'il y a eu cette commotion dont se plaint l'ouvrier, comment pourra-t-il même affirmer qu'en cas de troubles cérébraux se manifestant extérieurement, ces troubles sont réels et ne sont pas feints ? Personne n'ignore en effet combien il est délicat de se prononcer sur les cas d'aliénation mentale et le médecin ne pourra guère qu'enregistrer ce qui lui sera dit, mettre l'ouvrier en observation pendant quelques jours au bout desquels il arrive que l'ouvrier sera guéri comme par enchantement !

Si nous insistons ainsi sur l'exemple choisi par M. Sachet c'est que ce que nous disons peut s'appliquer à presque tous les cas de troubles nerveux.

La vérification médicale est très délicate, et si l'on admettait les troubles psychiques ou cérébraux comme des accidents de travail, ce serait créer une source de difficultés sans cesse grandissantes entre le patron et l'ouvrier et laisser la porte ouverte à toutes les prétentions et à tous les abus.

Si les tribunaux peuvent admettre l'accident de travail lorsqu'il est avéré que les troubles cérébraux constituent une infirmité, ils doivent, à moins de rares exceptions, refuser de reconnaître l'accident de travail, s'il n'y a eu qu'une incapacité temporaire de travail !

Par ailleurs, il nous semble que la définition de Marestaing pourrait être complétée de façon à éviter certaines discussions et à insister sur la nécessité d'une atteinte directe provenant d'une force extérieure.

En effet, en spécifiant la nécessité d'une atteinte directe, nous pensons à de nombreuses lésions telles que les sciatiques, les hernies principalement, etc., qui se révèlent fréquemment au cours du travail de l'ouvrier sans qu'il y ait à proprement parler une atteinte directe au corps humain, et où il n'y a, somme toute, que la révélation d'un état morbide.

Supposons, par exemple, le cas d'une hernie : nous pouvons citer le cas d'une ouvrière chocolatière qui, portant dans l'atelier des plateaux de chocolat, se cogne contre une table et ressent immédiatement des

douleurs violentes qui nécessitent son transfert à l'hôpital. Là, on diagnostique une hernie étranglée qu'il faut opérer d'urgence. Au bout d'un mois de soins, l'ouvrière est guérie et revient travailler, mais réclame à son patron le paiement de son indemnité journalière, prétendant avoir été victime d'un accident de travail.

Autre exemple : un mécanicien en soulevant un poids de force moyenne avec d'autres camarades ressent de violentes douleurs dans le bas-ventre et est obligé de cesser son travail. Le médecin, consulté, déclare qu'il s'agit d'une hernie congénitale : l'ouvrier en question avait les anneaux larges, c'était un prédisposé et tôt ou tard il aurait contracté une hernie.

Par contre, il arrivera aussi que sous un effort tout à fait anormal, par exemple, en soulevant une pièce pesant cent kilogrammes un ouvrier contracte une hernie.

Nous nous trouvons ici en présence de cas bien différents, et c'est seulement dans le dernier exemple que nous avons « atteinte directe au corps humain » car il ne s'agit pas de la révélation d'un état morbide, mais c'est au contraire une infirmité qui naît sous l'influence d'un effort anormal. Il y aurait donc lieu de reconnaître qu'il y a bien accident de travail.

C'est d'ailleurs ce que fait la jurisprudence en dis-

tinguant d'une part les hernies congénitales ou de faiblesse, — et les hernies de force qui sont la conséquence d'un traumatisme.

Mais quand faut-il reconnaître à la hernie le caractère d'un accident de travail ? C'est là une question fort délicate, et ainsi que le dit M. le Président Duchaffour : « C'est une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux qui ne peuvent guère s'en rapporter qu'à l'avis des médecins. »

Il est certain, en effet, que seul le médecin pourra déclarer si la formation de la hernie est due soit à un vice congénital ou à une dégénérescence des tissus périphériques de l'abdomen, ou au contraire si la hernie est due à un effort immodéré ou à un choc.

Ici encore nous voyons l'importance de la constatation médicale originelle, car que pourra dire un médecin, lorsque l'ouvrier aura subi, ce qui se fait fréquemment, la cure radicale ?

La jurisprudence a rendu de nombreuses décisions concernant la hernie. M. Duchaffour cite des arrêts de la Cour de cassation (Ch. des Requêtes du 8 juillet 1902) reconnaissant que les Tribunaux peuvent juger en fait qu'une hernie a une cause étrangère au travail bien qu'elle se soit révélée pendant le travail, — et d'autre part (Chambre des requêtes, 23 décembre 1903) jugeant que bien que « la hernie se soit déclarée subitement au cours du travail, les juges du fond

« peuvent déclarer que l'ouvrier n'a pas été victime
« d'un accident s'ils constataient que l'ouvrier psy-
« chologiquement prédisposé à cette infirmité, en se
« relevant après avoir glissé et en se raidissant pour
« éviter une chute a été atteint sans avoir fait pour
« cela un effort considérable ».

En sens contraire, nous trouvons des arrêts de la Cour de Rouen du 14 décembre 1901, de la Cour de Lyon du 22 mai 1902.

D'autre part, le Tribunal de Bourgoin, par un jugement du 29 mars 1901, déclare que « au cas de hernie préexistante, c'est le patron qui doit faire la preuve qu'il n'y a aucune relation entre le travail et la lésion. »

En résumé, ainsi que nous le disions précédemment, la question de la hernie est une question fort délicate que l'on ne peut que laisser à l'appréciation des juges du fond, à la conscience et à la droiture desquels on doit se confier.

Quoi qu'il en soit, s'il est juste de faire une distinction entre la hernie de force et la hernie de faiblesse, et ne pas laisser au patron la charge d'une infirmité qui est la conséquence d'un état pathologique spécial à l'ouvrier, il nous semble non moins juste de mettre à la charge du patron l'incapacité temporaire pendant laquelle l'ouvrier atteint de hernie sera obligé de se soigner, car si le traumatisme n'a fait que révéler une infirmité qui ne se serait révélée que

plus tard, il y a eu néanmoins une atteinte directe, en ce sens que c'est ce traumatisme qui a obligé l'ouvrier à cesser son travail et à être temporairement en état d'incapacité.

En effet, si nous reprenons l'exemple de la chocolatière qui se cogne contre une table, la hernie ne s'est révélée qu'à la suite d'un choc survenu à l'occasion et pendant le travail. Il est évident que si ce choc ne s'était pas produit, la hernie ne serait pas apparue et l'ouvrière aurait pu, sans doute longtemps encore, demeurer sans être atteinte de cette affection.

En tenant compte de cette considération, nous estimons que le risque professionnel doit jouer ici, et, nous rappelant, d'autre part, qu'une législation sur les accidents du travail est une législation humanitaire, nous croyons qu'en réduisant le jeu du risque professionnel à son minimum, on doit accorder à l'ouvrière ainsi atteinte d'une hernie, l'indemnité journalière qui lui évitera la misère.

Cette solution est conforme aux principes d'humanité et répond d'autre part au désir du législateur qui a eu surtout en vue de mettre l'ouvrier à l'abri de la misère lorsque, par suite de son travail, il se trouve momentanément dans l'impossibilité de gagner sa vie !

Et, d'ailleurs, combien le diagnostic de la hernie de force et de la hernie congénitale est délicat à faire !

La solution que nous préconisons est enfin conforme à la jurisprudence et nombreuses sont les décisions de juge de paix accordant à un ouvrier victime d'une hernie l'indemnité journalière pendant la durée de son incapacité temporaire, qu'il s'agisse d'une hernie de force ou de faiblesse.

Les patrons ont, en outre, un moyen très simple de se mettre à l'abri de cette charge éventuelle, c'est de faire passer à leurs ouvriers une visite médicale avant de les embaucher, et de refuser ceux qui seraient indiqués comme ayant des prédispositions à la hernie. C'est ce qui se fait dans plusieurs grandes industries et en particulier à la Compagnie générale des omnibus. C'est ce qui se passe d'autre part en Angleterre, où les patrons font passer un examen médical aux ouvriers qu'ils embauchent pour savoir s'ils sont ou non atteints d'une des maladies professionnelles prévues par la loi du 21 décembre 1901 (*Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des Assurances sociales*, 1908, n° 1).

Que dire, d'autre part, des lumbagos, des sciati-ques, des tours de reins?

Lorsqu'il s'agit d'une hernie, nous nous trouvons en présence d'une affection évidente et que tout le monde peut constater, au contraire, si un ouvrier se prétend atteint d'un lumbago ou d'un tour de reins, comment vérifier si cette assertion est exacte? En dehors de la question de savoir si on se trouve en

présence d'un traumatisme ou d'une affection pathologique pure telle que rhumatismes ou névrites, se pose la question de savoir si l'on a affaire à un simulateur !

Là encore les circonstances de fait aideront le juge à trancher le différend qui se produit entre le patron et l'ouvrier, car ces affections sont toujours refusées comme accidents de travail par les compagnies d'assurances qui, trop souvent, ont affaire à des simulateurs, qui prétendent avoir eu un tour de reins pour pouvoir se reposer à demi-solde à la veille d'un chômage ou à la suite d'un renvoi. Mais, là aussi, le certificat médical aura une importance capitale et pourra être d'une grande utilité au juge, car il pourra spécifier s'il a été constaté des traces de ruptures musculaires qui sont la preuve manifeste d'un effort violent.

Dans les divers cas que nous venons d'examiner, il s'agit d'affections, pour lesquelles le caractère traumatique est incertain. Mais à côté de ces affections il y en a d'autres où l'on ne peut relever aucun traumatisme, mais qui, contractées au cours du travail, mettent cependant l'ouvrier dans l'impossibilité de se livrer à ses occupations.

Nous voulons parler ici des maladies professionnelles, qu'il nous est impossible de passer sous silence, car outre qu'il y a des propositions et des projets de loi pour les assimiler aux accidents de tra-

vail, elles rentrent aussi dans le domaine de notre travail, car ainsi que le disait M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, au ministère du Travail, dans son rapport au congrès international de Vienne en 1905 : « Les incapacités temporaires ne dépassant pas un mois sont incomparablement les plus nombreuses. »

Que faut-il entendre par maladies professionnelles ?

Nous en trouvons une définition officielle dans la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899 lorsqu'indiquant ce que l'on doit considérer comme un accident de travail, il dit ensuite : « La loi ne s'applique pas aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable, telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation de substances vénéneuses, l'absorption de poussières nuisibles à la santé. »

La même définition est donnée par la circulaire du Garde des Sceaux du 22 août 1901.

La caractéristique de la maladie professionnelle est donc une affection dont la cause est lente et durable, par opposition à l'accident de travail qui est caractérisé par l'action soudaine d'une cause extérieure, de telle sorte que l'on doit considérer comme maladies professionnelles non seulement les affections qui sont la conséquence d'une absorption de poussière ou du séjour dans un atelier dont l'air est vicié par la manipulation de produits chimiques, mais encore

l'inflammation d'une bourse séreuse chez un parqueteur (Cour de Nancy, 12 février 1901 ; Cour de cassation, Chambre des requêtes, 23 juillet 1902), l'état variqueux résultant de l'exercice de la profession (Cour de Grenoble, 19 décembre 1902), le durillon forcé, l'eczéma, etc...

Au moment du vote de la loi du 9 avril 1898, il avait été question de comprendre les maladies professionnelles dans la législation sur les accidents de travail.

C'est ainsi qu'à la Chambre des députés, à la séance du 28 juin 1888, M. Camille Raspail en faisant allusion aux cérusiers rappelait que « parmi les ouvriers « exposés à des accidents, il en existe un grand nombre qui sont beaucoup plus à plaindre que les « travailleurs des grandes manufactures. »

M. Faure, en 1893, M. Goujon en 1897, firent des tentatives pour englober les maladies professionnelles dans la législation en cours mais, la Chambre repoussa ces propositions, déclarant « qu'on ne légiférerait qu'après coup sur ces conséquences du travail insalubre. »

Après le vote de la loi du 9 avril 1898, la question se posa donc à nouveau :

M. Vaillant dans la séance du 3 juin 1901 demandait que les maladies professionnelles fussent comprises dans les accidents de travail.

M. Breton, quelques mois plus tard, faisait une pro-

position analogue et demandait à ce que « les emplois »
« sonnements aigus ou chroniques résultant de la
« fabrication ou de l'emploi des substances » soient
assimilés aux accidents de travail.

Mais M. Mirman faisait observer que la Chambre
n'avait aucun élément pour statuer sur une question
aussi délicate et faisait voter à la Chambre la résolution
suivante :

« La Chambre invite le Gouvernement à constituer
« une commission extraparlamentaire composée de
« membres du Parlement, de savants, de représen-
« tants des patrons et des ouvriers, chargée de dres-
« ser : 1° la liste des maladies professionnelles, c'est-à-
« dire de celles dont l'exercice continu de la profes-
« sion est la cause organique exclusive ou essentielle ;
« 2° la liste des professions correspondantes avec
« pour chacune d'elles le coefficient de risque spécial
« d'invalidité ou de morbidité résultant des dites
« maladies. »

C'est à la suite de ce vote et d'un travail exécuté
par M. Leclerc de Pulligny, que le Ministre saisit de
la question, le 17 décembre 1903, le Comité consulta-
tif des assurances contre les accidents de travail.

Dans un rapport fort intéressant au Comité consul-
tatif des assurances, M. Paulet examinait par quels
moyens on pourrait légiférer sur les maladies pro-
fessionnelles.

Après avoir rappelé que les constatations médica-

les révèlent la fréquence des incapacités temporaires, la faible proportion des incapacités permanentes, la rareté des décès, après avoir indiqué, d'autre part, qu'il ne pourrait s'agir que d'une adaptation de la loi de 1898 aux maladies professionnelles, et avoir indiqué en particulier la nécessité de suivre les origines lointaines de la maladie, après avoir insisté sur le rôle du médecin, M. Paulet rappelle que le diagnostic causal est rarement impossible, — et il s'exprime ensuite comme suit :

« Quant à la répartition de la responsabilité patronale des maladies professionnelles entre les différentes exploitations dans lesquelles l'ouvrier a successivement contracté, entretenu ou aggravé ces maladies, il semble téméraire de prétendre l'établir juridiquement sans courir le risque de déterminations arbitraires, de litiges incessants et, en définitive, d'inégalités qui rendraient la réparation aussi injuste pour les patrons qu'aléatoire pour les ouvriers.

« Sans préjuger les résolutions auxquelles le Comité consultatif pourra se trouver conduit, il est loisible de prévoir qu'en cette matière toute spéciale des maladies professionnelles il sera *amené à ménager une solidarité nécessaire entre les employeurs successifs* et à faire jouer cette solidarité dans un cadre déjà utilisé pour la réparation des accidents du travail : le syndicat de garantie.

« Le groupement des industriels assujettis dans des
« syndicats solidaires, par industries insalubres si-
« milaires, aurait en effet l'avantage de substituer la
« responsabilité commune de ces industries aux res-
« ponsabilités individuelles des chefs d'entreprise,
« de prévenir, pour les ouvriers entamés par la
« maladie professionnelle, les congédiements préma-
« turés que pourrait provoquer le jeu de ces respon-
« sabilités individuelles, de permettre l'évaluation
« globale des charges, de laisser aux intéressés eux-
« mêmes le soin délicat de ventiler entre eux ces
« charges d'après leurs risques et leurs dispositions
« préventives, de faciliter enfin et de provoquer
« ainsi par le plus énergique des stimulants, par l'in-
« térêt financier, la propagation efficace et rapide
« de ces dispositions préventives.

« Cette organisation, ou telle autre analogue, pour-
« rait lever les difficultés résultant du départ des res-
« ponsabilités patronales ; il faut reconnaître qu'elle
« laisserait subsister les difficultés relatives au dé-
« part entre les maladies d'origine exclusivement
« professionnelle, principalement professionnelle ou
« partiellement professionnelle.

« Aussi on se demandera si une légitime ap-
« préhension des procès et un juste souci de résér-
« ver toujours à l'ouvrier, dans les exploitations notoi-
« rement insalubres, la réparation de maladies aux-
« quelles il serait bien hardi de déclarer l'industrie

« entièrement étrangère, ne mèneront pas à l'exa-
« men d'une solution plus compréhensive encore,
« qui, faisant abstraction de l'origine médicale des
« maladies survenues dans ces industries, compor-
« terait indistinctement la réparation de toutes ces
« maladies, sauf à faire participer les ouvriers aux
« frais de cette réparation totale, de manière que
« leur participation, qu'il ne serait pas impraticable
« d'arbitrer avec une suffisante exactitude, repré-
« sente alors, à l'exclusion de l'élément profession-
« nel, l'élément banal des maladies dont ils seraient
« victimes : il ne semblerait pas illogique et il serait
« peut-être expédient d'ajouter ce forfait nouveau
« aux forfaits qui font déjà la trame de la loi du
« 9 avril 1898, et sans lesquels ne peut d'ailleurs se
« concevoir la mise en action du risque profession-
« nel. »

L'année suivante, dans son rapport au Congrès de Vienne, M. Paulet précisait les idées contenues dans le rapport que nous venons d'analyser, après avoir rappelé que l'on ne pouvait se borner à étendre purement et simplement aux maladies professionnelles la loi du 9 avril 1898 à cause du triple écueil suivant : 1° multiplication des procès pour arriver à la spécification presque toujours si difficile aux praticiens eux-mêmes, de l'origine professionnelle directe des maladies ; 2° indétermination des responsabilités respectives des employeurs successifs de

l'ouvrier malade ; 3° incitation redoutable aux congédiements prématurés ou au refus d'embauchage que se verraient opposer les ouvriers déjà prédisposés ou entamés.

Néanmoins pour les industries présentant notoirement des menaces de maladie professionnelle, M. Paulet propose un régime partiel et obligatoire d'assurance-maladie « qui envelopperait toutes les entreprises similaires dans une responsabilité indivise » et qui ne laisserait à leur charge exclusive que « les conséquences des maladies professionnelles graves, décès, incapacités permanentes, incapacités temporaires de plus d'un mois. »

Quant aux incapacités temporaires inférieures à un mois, elles seraient indemnisées à frais communs « sans distinction entre l'origine professionnelle et l'origine banale de la maladie », et la ventilation serait faite d'après des statistiques de telle façon que la contribution des ouvriers corresponde à la part présumée de la maladie d'origine banale, celle des patrons à la part présumée de la maladie d'origine professionnelle !

Et dans son exposé oral au Congrès, M. Paulet précisait encore et résumait ainsi l'économie du projet de loi que le Ministre du Commerce avait déposé quelque temps auparavant sur le bureau de la Chambre des députés :

« 1° Déterminer les industries notoirement insalu-

« bres et leur appliquer un régime d'assurance obli-
« gatoire corporative contre la maladie profession-
« nelle ; 2° mettre à la charge collective des patrons
« de ces industries, groupés en syndicats de garantie
« solidaire, la responsabilité des maladies d'origine
« professionnelle reconnue, qui entraînent soit la
« mort, soit une incapacité de travail de plus d'un
« mois ; 3° organiser à part l'assurance des invalidités
« de plus courte durée par des mutualités locales
« obligatoires entre les patrons et les ouvriers, de
« manière à éviter les difficultés et les retards dispo-
« portionnés qu'exigerait la recherche de l'origine
« professionnelle de ces maladies moins graves ; 4° lais-
« ser aux patrons, pour ces dernières maladies, une
« charge approximativement égale à celle qui leur
« incomberait théoriquement, si on pouvait spécifier,
« pour les maladies dont il s'agit, la part de maladie
« incombant directement à l'exercice de la profes-
« sion ; 5° laisser à la charge des ouvriers le surplus,
« c'est-à-dire ce qui correspondrait à la part de ma-
« ladie générale, banale, à laquelle ils se seraient
« trouvés tout aussi exposés dans toute autre profes-
« sion. C'est encore là une de ces solutions moyen-
« nes et transactionnelles qui peuvent au premier
« abord paraître complexes, mais qui cherchent à
« faire état des exigences de la justice et de la pra-
« tique. »

Il était à présumer que ce projet de loi serait voté,

et qu'un régime analogue aux accidents de travail serait appliqué aux maladies professionnelles, mais l'entente ne put se faire sur la solution du problème, et au Congrès de Rome de 1908, M. Paulet était obligé d'annoncer que nous n'avions encore aucune législation sur les maladies professionnelles.

« Ce système s'est heurté aux appréhensions que
« peut soulever tout régime, même partiel, d'obli-
« gation corporative et la tendance parlementaire
« actuelle paraît s'orienter plutôt vers une assimi-
« lation des maladies professionnelles aux accidents
« de travail malgré les difficultés indéniables que
« présente une telle assimilation au regard de la
« détermination des responsabilités patronales.

« On ne saurait s'étonner au surplus que la diffi-
« culté singulière du problème puisse diviser quant
« aux modalités d'application ceux-là mêmes qui sen-
« tent le plus vivement la nécessité de la résoudre. »

Souhaitons cependant qu'un accord puisse se faire rapidement, et que l'ouvrier atteint d'une maladie contractée au cours de son travail ne soit pas abandonné à ses seules ressources et exposé à la misère. Peu importe de savoir chez quel industriel il a contracté l'affection dont il souffre, que ce soit chez X... ou chez Y... ou Z... il n'y a qu'une chose à considérer, c'est que tel ouvrier est atteint de saturnisme, par exemple et qu'il doit être soigné ! Le diagnostic causal des maladies professionnelles peut être complexe,

très difficile même, mais il est possible et le rôle du médecin n'en sera que plus important.

Souhaitons aussi que le législateur ne se montre pas trop sévère pour le règlement des incapacités temporaires : c'est évidemment là que les contestations seraient les plus fréquentes et les plus nombreuses, et que les abus seraient à craindre, mais il ne faut pas oublier non plus que de même que pour les accidents de travail proprement dits, il est préférable qu'un ouvrier se repose pendant une dizaine de jours plutôt que de laisser infecter une plaie, de même pour les maladies professionnelles le meilleur moyen de prévenir les maladies graves et sérieuses, ce sera de donner à l'ouvrier le moyen de se reposer au début du mal, et cela serait d'autant plus facile si l'on acceptait le système préconisé par M. Paulet consistant dans la répartition des incapacités temporaires à frais communs de façon à ce que les patrons en définitive « aient à supporter « intégralement et exclusivement la charge que leur « eût fait subir, si elle eût été pratiquement réalisable, l'application pure et simple de la législation « sur les accidents de travail aux maladies professionnelles ».

D'ailleurs, légiférer sur les maladies professionnelles serait conforme à certaines décisions de jurisprudence qui appliquent la loi de 1898, bien qu'il n'y ait pas à proprement parler d'accident de travail.

(Justice de paix de Paris, 29 août 1900 : durillon forcé reconnu comme accident de travail. — Arrêt de la Cour d'appel de Nancy, du 6 février 1902 : ouvrier ayant eu les mains gelées en transportant de la glace. — Cour d'appel de Nancy, 12 février 1901 : bourse séreuse du genou chez un ouvrier parqueteur. Cet arrêt fut d'ailleurs cassé par arrêt de la Cour de cassation. — Arrêt de la Cour de Paris, du 7 novembre 1902 : traumatisme aggravé par des habitudes éthyliques. — Tribunal civil de Vienne, 24 janvier 1903 : intoxication saturnine. — Arrêt de la Cour de cassation, du 3 novembre 1903 : affection charbonneuse etc... et ainsi que le constate M. Paulet dans son rapport de 1904, la jurisprudence n'a point hésité à ranger dans la catégorie des accidents de travail : 1° les maladies de nature syphilitique déterminées par un traumatisme consécutif à un accident ; 2° l'intoxication éthylique, l'inoculation charbonneuse, l'intoxication saturnine !)

En outre, il n'y aurait là, même en France, aucune innovation, à vrai dire, car la loi du 21 avril 1898 ne s'exprime-t-elle pas ainsi dans son article V :

« Les inscrits maritimes qui sont atteints, ou de
« maladies ayant leur cause directe dans un accident,
« ou un risque de leur profession... ont droit à... »

Enfin, rappelons qu'en Europe, la Suisse possède une législation sur les maladies professionnelles, mais elle a son principe non dans la théorie du risque professionnel, mais dans l'application de la respon-

sabilité civile. C'est la loi du 25 juin 1881, sur la responsabilité civile des fabricants, qui déclare dans son article 3 :

« Dans les industries que le Conseil fédéral, en
« exécution de l'article 5 lettre *d* de la loi sur le tra-
« vail dans les fabriques, désigne comme engendrant
« des maladies graves, le fabricant est en outre res-
« ponsable du dommage causé à un employé ou à
« un ouvrier par une de ces maladies, lorsqu'il est
« constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'ex-
« ploitation de la fabrique. »

Ce qui a été réalisé au delà des Alpes doit être également possible en France, et nous voulons espérer que le législateur français ne tardera plus à accorder à l'ouvrier victime d'une maladie professionnelle, un droit à indemnité.

D'autre part, la loi anglaise du 21 décembre 1906 sur les accidents du travail assimile aux accidents un certain nombre de maladies professionnelles, mentionnées dans la troisième cédula, mais les patrons ont organisé un service médical à l'embauchage et « s'efforcent de maintenir l'examen préliminaire par « leurs médecins comme une condition même de « l'emploi. Ce n'est pas sans difficultés et même « sans grèves que cette réforme s'accomplit, mais les « patrons décidés à ne pas supporter la responsabi-
« lité de toutes ces maladies professionnelles lente-
« ment acquises, contractées chez un autre indus-

« triel et dissimulées lors de l'embauchage, paraissent
« décidés à exercer un contrôle sérieux ». (Maladies
professionnelles. — Le rôle du médecin et l'examen
à l'embauchage. *Bulletin du Comité permanent des
Congrès internationaux des assurances sociales*,
1908-1.)

CHAPITRE IV

Contestation de l'accident de travail

Nous venons de voir ce qui caractérise l'accident de travail, et l'étude que nous avons ainsi faite a démontré quelle est l'importance du rôle du médecin qui seul peut déclarer officiellement si l'on se trouve en présence d'un traumatisme.

Mais nous apercevons aussi immédiatement combien nombreux sont les cas où le patron peut contester qu'il y ait accident de travail, et l'ouvrier prétendre au contraire qu'il est atteint d'un traumatisme.

Or, il arrive souvent que l'ouvrier n'apprend que l'accident est contesté que lorsqu'il se présente chez son patron ou au guichet de la compagnie d'assurances pour toucher le montant de son indemnité journalière. C'est généralement lorsqu'il n'a plus d'argent chez lui que l'ouvrier vient ainsi chercher ce qu'il croit lui être dû.

Mais cet argent sur lequel il compte pour subvenir aux besoins de sa famille, lui est refusé sous prétexte qu'il n'a pas été victime d'un accident de travail —

il a beau insister, on refuse de lui donner satisfaction, et combien avons-nous entendu d'ouvriers dire en pleurant presque qu'ils n'avaient même plus d'argent pour rentrer chez eux. Mais la compagnie d'assurances n'est pas, comme on le dit souvent, une société philanthropique, et elle ne se laisse pas attendre, lorsqu'elle croit être dans son droit.

Le refus de payer peut être fondé, mais il peut aussi être opposé à tort et il faut à tout prix éviter à la victime d'un accident de travail d'être soumise à l'arbitraire d'un patron ou à l'inexpérience ou à l'excès de zèle d'un agent d'assurances.

Il faut donc tâcher d'organiser un système qui protège l'ouvrier contre l'arbitraire de quelque côté qu'il vienne car ce que demande le blessé, c'est le pain pour sa famille et ses enfants.

Les législations étrangères imposent la nécessité d'une déclaration d'accident qui doit être faite soit à la police comme en Allemagne, ou en Espagne, dans les capitales ; à l'inspecteur d'assurance comme en Norvège ou au maire comme en France.

Cette mesure est évidemment utile et bonne, mais elle a été inspirée jusqu'ici aux divers législateurs par le souci des mesures à prendre en vue de prévenir le retour des accidents.

Malheureusement cette mesure purement administrative n'a réellement son utilité qu'en cas d'accidents graves tels que la rupture d'une chaudière, l'éclate-

ment d'un volant, etc. Mais là aucune contestation n'est possible sur la matérialité et le caractère traumatique de l'accident.

Mais nous n'en voyons vraiment pas l'utilité lorsqu'il s'agit d'un accident léger, comme une piqûre septique, une hernie, un durillon forcé. Ce sont des accidents insignifiants, fréquents et pour lesquels on ne peut prendre aucune mesure pour en prévenir le retour.

Dans ce cas, nous allons même jusqu'à dire qu'il est assez curieux de vouloir imposer au patron la charge de faire une déclaration, lorsqu'il conteste qu'il y a eu accident ou même lorsqu'il n'a jamais entendu parler de l'accident !

L'article 11 de la loi du 9 avril 1898 s'exprime ainsi :

« Tout accident ayant occasionné une incapacité
« de travail doit être déclaré dans les quarante-huit
« heures non compris les dimanches et jours fériés
« par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire
« de la commune.

.

« Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si
« la victime n'a pas repris son travail, le chef d'en-
« treprise doit déposer à la mairie..... un certificat
« de médecin indiquant... »

Et la circulaire du 23 mars 1902 du ministre du

Commerce, commentant ces dispositions s'exprime ainsi :

« Le chef d'entreprise a dès lors deux obligations
« distinctes : 1° pour toutes les victimes, quelle que
« soit la durée de l'incapacité du travail résultant de
« l'accident, déclaration à la mairie dans les quarante-
« huit heures ; 2° pour celles de ces victimes qui n'ont
« pas repris leur travail dans les quatre jours de
« l'accident, production d'un certificat médical des-
« tiné à compléter les indications contenues dans la
« déclaration médicale.

.

« Les chefs d'entreprise ne doivent pas perdre de
« vue qu'ils sont responsables de la régularité des
« certificats médicaux. »

Ces dispositions nous paraissent trop dures, car pourquoi imposer au patron la charge de faire une déclaration et de produire un certificat médical lorsque, en réalité, c'est à l'ouvrier à prouver qu'il a été victime d'un accident de travail. Aussi préférons-nous les dispositions de l'article 2 de la loi anglaise de 1906 qui prévoit qu'une déclaration doit être faite au patron !

D'autre part, étant donné que notre loi française accepte le principe du libre choix du médecin, comment le patron pourra-t-il produire un certificat médical : s'il envoie son médecin chez l'ouvrier, celui-ci pourra se refuser à l'examen, il faudra alors que

le patron connaisse le médecin de l'ouvrier, mais il ne pourra le connaître que si le blessé le lui a fait connaître.

La déclaration d'accident telle que la comprend la loi française ne se justifierait que si le patron avait les mêmes droits que la loi anglaise accorde au chef d'entreprise.

« Lorsqu'un ouvrier a donné avis d'un accident, il
« doit se soumettre, sur la requête du patron, à l'exa-
« men d'un médecin expert désigné et rétribué par le
« patron, et, s'il refuse de se soumettre à cet examen
« ou s'il y met obstacle de quelque manière que ce
« soit, son droit à indemnité et son droit d'engager
« ou de poursuivre une action en vertu de la présente
« loi en matière d'indemnité est suspendu jusqu'à
« exécution de l'examen médical. »

(Loi du 21 décembre 1906, cédula 1, article 3.)

Cette disposition était indispensable en Angleterre où l'indemnité journalière n'est pas due après l'accident, et où elle n'est due actuellement qu'à partir de la deuxième semaine. (Cf. Loi du 6 août 1897.)

Un certificat médical sérieux est donc nécessaire pour fixer sur la gravité de l'accident et le chef d'entreprise et l'autorité administrative.

C'est pourquoi nous inspirant de cette disposition de la loi anglaise, nous croyons pouvoir dire que la loi française serait améliorée si la déclaration avait lieu dans les conditions suivantes qui permettraient

à l'autorité administrative d'être renseignée sur un accident, mais qui déchargeraient le patron de la responsabilité de la déclaration telle qu'elle est comprise actuellement et de la production au certificat médical :

Voici un ouvrier qui cesse un jour son travail à l'heure habituelle, mais il ne retourne pas à l'usine le lendemain matin, sous prétexte qu'il a été blessé, et se prétend victime d'un accident de travail.

L'ouvrier prétendant avoir été blessé, son premier soin doit être de prévenir son patron et de lui adresser un certificat médical qui constatera la nature de l'affection dont il est atteint et renseignera le patron. *Onus probandi incumbit ei qui dicit.*

Donec, l'ouvrier doit aviser officiellement son patron de l'accident, et doit lui fournir en même temps un certificat médical comme titre de preuve. (Cf. article 2 de la loi anglaise de 1906.)

Le chef d'entreprise étant ainsi prévenu et renseigné pourra faire ensuite une déclaration à la mairie, mais il devra déclarer d'une façon catégorique s'il reconnaît la matérialité de l'accident ou au contraire s'il la conteste.

Cette adjonction aura un avantage très sérieux, car la loi sur les accidents de travail étant une loi humanitaire prévoyant des allocations permettant à l'ouvrier de ne pas être exposé à la misère pendant son incapacité de travail, il importe de savoir : 1° pour

quelles raisons le patron conteste l'accident ; 2° s'il a raison de le contester.

Le procès-verbal de déclaration indiquant les motifs de la contestation serait transmis d'urgence au juge de paix, qui trancherait la difficulté de telle ou telle façon suivant que le patron dénie à l'affection dont l'ouvrier est atteint un caractère traumatique ou suivant qu'il nie que l'ouvrier ait contracté l'affection dont il se plaint dans ses ateliers.

Ce système est en quelque sorte en usage en Belgique où l'inspecteur du travail fait une enquête, lorsque le patron conteste l'application de la loi.

Si c'est la matérialité de l'accident qui est contestée, le juge de paix provoquerait immédiatement une enquête, au cours de laquelle il entendrait le patron et l'ouvrier dans leurs explications, et les témoins s'il y a lieu, et l'enquête terminée, en une seule audience, le magistrat rendrait son jugement séance tenante.

De cette façon, la contestation serait rapidement résolue, et l'ouvrier n'attendrait pas, comme il arrive parfois, des semaines et même des mois avant de pouvoir toucher le montant de son indemnité journalière.

Si, au contraire, le chef d'entreprise dénie à l'affection dont se plaint l'ouvrier un caractère traumatique, le juge de paix pourra déléguer un médecin qui sera chargé de le renseigner exactement sur la nature

de la lésion dont souffre l'ouvrier, et dès qu'il sera renseigné le juge rendra son jugement.

Et quel empêchement y aurait-il à ce que, pour chaque canton, il y ait un médecin spécialement affecté aux constatations des accidents de travail dont le caractère traumatique est contesté ?

N'avons-nous pas déjà en France des médecins attachés au service de l'Assistance publique ?

Ce médecin certificateur pourrait procéder rapidement, dans les quarante-huit heures au maximum, et ne serait pas surchargé comme le médecin expert proprement dit qui a de nombreux et longs rapports à faire, qui a en outre sa clientèle et qui en général ne dispose pas du temps nécessaire pour pouvoir procéder rapidement à sa mission.

Nous insistons, en effet, beaucoup sur la nécessité qu'il y a à procéder d'urgence au règlement de l'incapacité temporaire, car l'indemnité journalière est indispensable à la vie de l'ouvrier blessé, et si elle lui est due, l'humanité commande de ne pas la lui faire attendre.

Il faudrait donc que les formalités que nous venons d'indiquer aient lieu dans le minimum de temps possible.

Nous ne saurions trop nous élever, en effet, contre les lenteurs de la procédure qui régit actuellement les accidents de travail.

L'ouvrier qui réclame son indemnité journalière

doit d'abord envoyer à son patron un avertissement pour l'audience de conciliation, puis faire citer à l'audience publique. Le juge de paix, après l'exposé des faits, remet l'affaire à une date ultérieure pour l'audition des témoins, — quelquefois même à trois semaines dans les grands centres comme à Paris ! — ou bien désigne un expert. Ce dernier ne convoquera les parties le plus souvent qu'au bout de huit ou dix jours, et ne déposera son rapport que plusieurs jours après, à moins que ne se conformant aux indications de MM. Ollive et Le Meignan, il ne désire revoir le blessé une seconde fois.

Pendant ce temps l'ouvrier attendra patiemment la solution à intervenir, et s'il n'y a plus d'argent chez lui, il s'arrangera comme il pourra pour faire vivre sa famille !

Il y a bien eu des circulaires ministérielles cherchant à remédier à cet état de choses, c'est ainsi que le Ministre du Commerce dans sa circulaire aux Préfets du 3 mai 1905 rappelle quelles sont les attributions des juges de paix et l'obligation où ils sont, d'après la loi, de statuer dans les quinze jours de la demande sur les contestations relatives aux indemnités temporaires. Mais les sanctions manquent, et tout cela est resté lettre morte !

C'est pourquoi, à notre avis, quand il s'agit d'accorder ou de refuser à l'ouvrier l'indemnité journalière, de trancher les contestations relatives à cette

question, il est indispensable de renoncer aux formes habituelles de la procédure et de recourir à une procédure tout à fait sommaire et rapide !

C'est ainsi que l'Allemagne a adopté une procédure spéciale, qui se déroule devant un tribunal spécial, le tribunal arbitral, composé d'ouvriers et de patrons élus, et ayant des attributions très particulières, tant au point de vue de la désignation des médecins experts que des enquêtes au sujet des accidents, lorsqu'une contestation se produit entre la corporation et les assurés, avec appel devant l'Office impérial pour les cas susceptibles de recours, articles 50, 62 et 63 de la loi de 1884.

De même les articles 51, 52 et 53 de cette même loi obligent les patrons à des déclarations d'accidents à la police, mais exigent de cette dernière autorité, qui a reçu la déclaration, une enquête immédiate si l'accident paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité supérieure à treize semaines.

De même la loi norvégienne du 12 juin 1906 exige une déclaration à l'inspecteur compétent ; mais celui-ci en informe le chef d'inspection des fabriques du district et procède à une enquête immédiate, tendant à déterminer :

- 1° Les causes de l'accident et les circonstances qui l'ont entouré ;
- 2° La gravité de l'accident ;
- 3° Les ayants droit ;

4° La rémunération de la victime.

Ainsi, cette enquête qui se fait en France au bout de plusieurs semaines par le juge de paix se fait immédiatement en Norvège et est transmise aussitôt après à l'établissement d'assurance qui, lui, peut faire procéder à une nouvelle enquête judiciaire et faire appeler des experts! (Article 17 de la loi du 12 juin 1906. *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, n° 4 de 1907.)

D'autre part, l'article 18 de la même loi supprime toute discussion en matière de fixation de l'indemnité journalière et permet à l'ouvrier de recevoir dès le début de l'incapacité temporaire une allocation qui lui permettra d'éviter la misère :

« Lorsque l'indemnité ne peut être fixée tout de suite définitivement à raison de la nature même du cas, elle sera fixée à titre provisoire jusqu'à l'expiration du traitement médical. Lorsque celui-ci a pris fin, la fixation définitive a lieu. »

Il nous apparaît donc que notre procédure sur les accidents de travail pourrait être simplifiée, ou tout au moins rendue plus rapide, de façon à supprimer tout malentendu dès le début entre le patron et l'ouvrier. Il faut que dès le début de l'incapacité temporaire, chacun soit fixé sur ses droits et sur ses obligations. Qui ne verrait d'ailleurs l'avantage de constater officiellement dès le début de l'accident, les carac-

tères de la lésion dont se prétend atteint l'ouvrier ! Que d'incapacités temporaires ne durent que quinze jours ou trois semaines ! Que de hernies sont opérées ! Comment aller ensuite constater après la guérison ou une cure radicale s'il y a eu ou non un traumatisme. Ce n'est pas au bout d'un mois ou deux que les constatations médicales doivent être faites, mais à l'origine même de l'incapacité de travail.

A ce sujet nous tenons à rapporter un exemple qui prouvera l'importance de notre théorie :

Il s'agit d'un ouvrier tripier d'Aubervilliers nommé X... Cet ouvrier déclare certain jour à son patron qu'il lui est impossible de faire son service, ayant le poignet enflé et que cette enflure provient d'une piqure qu'il se serait faite deux ou trois jours auparavant aux abattoirs en manipulant des os.

Le patron fait une déclaration à la compagnie d'assurances ; celle-ci, après enquête, estime que l'accident de travail n'est pas établi et refuse à X... son indemnité de demi-salaire, d'autant plus que l'affection dont se plaint le dit ouvrier ne lui paraît pas être la conséquence d'un traumatisme, X... se présente plusieurs fois aux guichets de la compagnie et il se heurte toujours au même refus.

Il demande des explications qu'on lui refuse et on se borne à lui dire qu'il n'y a pas accident de travail ; il se présente chez son patron et obtient la même réponse.

Après un mois de ce manège, X... n'ayant plus d'argent, entre à l'hôpital. A sa sortie de l'hospice, il retourne à la compagnie d'assurances où il se heurte à la même fin de non-recevoir. De guerre lasse, il se décide à assigner pour obtenir le paiement de l'indemnité journalière qu'il croit lui être due !

Le juge désigne un expert, lequel, après examen, déclare que X... est atteint d'une tumeur blanche du poignet (tuberculose) et qu'il n'y a, par conséquent, pas accident de travail.

Ce n'est donc qu'au bout de trois mois, après des formalités multiples, des démarches sans nombre, que ce résultat est obtenu. N'aurait-il pas mieux valu pour les deux parties que X... soit fixé dès le début sur la nature de son affection et sache qu'il n'avait pas à se prévaloir des dispositions de la loi sur les accidents de travail ? D'une part, cela lui aurait évité de se leurrer d'un espoir inutile, et d'escompter à tort le paiement de son demi-salaire ; il aurait pu retourner dans son pays, s'y faire soigner au lieu de faire des dettes à Paris ! D'autre part, ses rapports avec son patron seraient demeurés cordiaux au lieu d'être empreints, forcément à la longue, d'animosité ; et le patron, poussé par un sentiment d'humanité, aurait peut-être fait quelque chose *proprio motu* en faveur de son ouvrier malheureux.

C'est là un exemple entre beaucoup d'autres. Les conséquences de cette affaire ne se seraient proba-

blement pas produites, si le juge de paix avait connu dès le début les raisons pour lesquelles le patron refusait le paiement de l'indemnité journalière, ou si, comme en Angleterre, X... avait été soumis à l'examen d'un médecin expert, ou si, comme en Allemagne, l'affaire avait été portée devant le tribunal arbitral, ou encore si, comme en Norvège, l'inspecteur compétent avait procédé à une enquête, enquête qui aurait été complétée judiciairement ensuite et au cours de laquelle on aurait recueilli l'avis d'experts !

Mais, nous dira-t-on, qu'advient-il s'il est fait appel des décisions rendues ? à quoi cela aura-t-il servi de simplifier la procédure et de la rendre plus rapide ? Aussi en Allemagne, les litiges viennent d'abord devant le Comité de la corporation, ils peuvent aller ensuite devant Tribunal arbitral, et enfin, devant l'Office impérial ! Chaque juridiction peut procéder rapidement, c'est vrai, mais où se trouve l'utilité, s'il faut épuiser trois degrés de juridiction pour avoir des décisions définitives ?

Il est facile de rétorquer cet argument en faisant remarquer que toutes les décisions ne sont pas susceptibles de recours ; c'est ainsi qu'en France le juge de paix est seul compétent et en dernier ressort pour fixer le chiffre de l'indemnité journalière.

En second lieu les décisions rendues peuvent être exécutoires, nonobstant appel ou opposition. C'est ce qui se produit en France sous l'empire de l'article 135

du Code de procédure civile, lequel déclare : « ... l'exécution provisoire pourra être ordonnée avec ou sans caution lorsqu'il s'agira... de pensions ou provisions alimentaires. »

Or l'allocation de l'indemnité journalière a bien un caractère alimentaire puisque c'est elle qui doit permettre à l'ouvrier de vivre pendant la durée de son incapacité temporaire et lui éviter de tomber dans la misère !

D'autre part, il faut bien admettre que si le juge de paix accorde à l'ouvrier son indemnité journalière, c'est qu'il y a eu des motifs graves pour le décider à agir ainsi.

Il n'y a donc pas lieu de permettre que, sous prétexte que le chef d'entreprise fait appel, l'ouvrier attendra l'argent qui lui est nécessaire pour manger pendant plusieurs semaines ou mois.

En effet, que le chef d'entreprise vienne à gagner en appel, il aura évidemment versé à tort des sommes qu'il ne devait pas, mais outre qu'elles ne seront jamais bien importantes, il aura toujours le moyen de les récupérer en opérant ultérieurement des retenues sur les salaires de l'ouvrier, lorsque celui-ci recommencera à travailler ! Au pis-aller, en admettant que le patron éprouve de sérieuses difficultés pour rentrer en possession des sommes remises à tort à un ouvrier ou même qu'il ne puisse pas parvenir à les récupérer, les conséquences ne sont pas

aussi graves pour le patron que pour l'ouvrier qui aurait pu être privé injustement de ce qui lui est indispensable : il ne faut pas oublier que la législation sur les accidents de travail est inspirée par des motifs d'humanité, et que la question d'humanité, de protection de l'ouvrier, doit dominer ici la discussion. Il est préférable qu'une erreur soit profitable à un ouvrier plutôt que de lui être préjudiciable : nous ne voulons pas dire pour cela qu'il faut toujours donner gain de cause à l'ouvrier sans tenir compte du droit et de la justice !

CHAPITRE V

Fixation de l'Indemnité quotidienne

Lorsque la question de savoir s'il y a eu ou non accident de travail est résolue, et qu'il est reconnu qu'il y a bien eu un traumatisme, une autre question se pose : quelle sera l'indemnité quotidienne qui sera allouée au blessé ?

Cette indemnité sera-t-elle fixée d'avance ou bien devra-t-elle être débattue entre les parties ou arbitrée par un juge ? Il n'est pas nécessaire d'insister sur les inconvénients d'un pareil système, ils sont trop évidents : d'une part ou ce serait l'ouvrier qui serait obligé de céder et serait lésé, la plupart du temps, ou ce serait d'autre part des contestations et des procès sans nombre.

Toutes les législations ont donc reconnu la nécessité d'une indemnité forfaitaire, et l'ont inscrite dans la loi.

Voici d'ailleurs comment s'exprimait le ministre du Commerce dans une circulaire du 24 août 1899 sur les caractères de l'indemnité quotidienne :

« Un autre caractère de la nouvelle législation, c'est

« que les indemnités qu'elle assigne sont transac-
« tionnelles et forfaitaires. S'il est fait abstraction ,
« dans la procédure, de la faute qui a pu être com-
« mise, le législateur pourtant en tient compte, dans
« une sorte de compromis, en admettant, au profit
« de l'ouvrier, qu'il sera toujours indemnisé, et, par
« contre, au profit du patron, que, l'indemnité, rame-
« née à une moyenne restera inférieure à la répara-
« tion totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité
« est transactionnelle. Elle est forfaitaire, en ce que
« la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dom-
« mage, le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à
« allouer ; il la détermine selon les conséquences
« possibles des accidents, qu'il classe en quatre caté-
« gories. Transaction et forfait aussi profitables à
« l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un
« de tout accident de travail, en même temps qu'ils
« ménagent à l'autre la possibilité de calculer à
« l'avance sa dette éventuelle, et dès lors, de s'en
« couvrir par l'assurance. »

Les caractères de l'indemnité journalière étant ad-
mis, voyons maintenant quel en doit être le quantum.
Nous trouvons ici les systèmes les plus divers :

Le système allemand est assez compliqué par suite
de la combinaison de l'assurance maladie avec l'as-
surance accident.

La loi du 30 juin 1900 qui modifie celle de 1884,
déclare dans son article 9 :

« En cas de blessure, il est alloué comme indemnité à partir du début de la quatorzième semaine qui suit l'accident :

« 1° La gratuité des soins médicaux...

« 2° Une pension pour la durée de l'incapacité de travail.

« La pension est

« a) En cas d'incapacité de travail totale, pour la durée de l'incapacité, $66 \frac{2}{3}$ % de la rémunération annuelle (pension complète) b) en cas d'incapacité partielle pour la durée de l'incapacité, la fraction de la pension complète qui correspond à la perte de capacité de travail causée par l'accident (pension partielle) » et *in fine*, ce même article ajoute « tant que par suite de l'accident, le blessé est effectivement, et en l'absence de toute faute de sa part privé de travail, le comité directeur de la corporation peut, à titre temporaire, porter la pension partielle au taux de la pension complète. »

D'autre part, l'article 12 s'exprime ainsi : « A partir du début de la cinquième semaine qui suit l'accident jusqu'à l'expiration de la treizième semaine, le secours pécuniaire de maladie qui est alloué en vertu de la loi sur l'assurance contre la maladie aux personnes blessées dans un accident du travail, doit atteindre une valeur au moins égale aux deux tiers du salaire pris pour base dans le calcul de ce secours. »

En effet, d'après la loi d'assurance contre la maladie du 10 avril 1892, il est alloué à partir du troisième jour, *pour chaque jour ouvrable*, un secours pécuniaire égal à 50 % du salaire moyen des manouvriers de la localité (caisses communales) ou à 50 % du salaire moyen des ouvriers de la même catégorie que l'assuré avec un maximum de 3 marks (art. 6, art. 20).

Et M. Bellom qui a commenté cette loi explique que « si le secours pécuniaire exigible de l'établissement d'assurance contre la maladie est inférieur à ce minimum, l'excédent du second sur le premier doit être remboursé par l'entrepreneur à l'établissement d'assurance contre la maladie. »

Enfin l'article 13 de la même loi décide que si « le droit au secours pécuniaire de maladie... a cessé avant l'expiration de la période de treize semaines qui suit l'accident, mais que le blessé ait conservé une réduction de sa capacité de travail qui se prolonge au delà de la treizième semaine, la corporation doit allouer au blessé la pension d'accident (art. 9, § 2), dès le jour où cesse le droit au secours pécuniaire de maladie. »

La législation allemande sur la matière est la plus compliquée, mais elle est peut-être, il est vrai, celle qui a organisé le plus complètement la surveillance et le règlement des accidents de travail avec ses Comités de corporations, ses tribunaux arbitraux et l'Office impérial.

Les autres législations sont plus simples : nous voyons, par exemple, la législation belge, qui décide que, lorsque l'incapacité temporaire est absolue, l'ouvrier touche 50 % de son salaire quotidien à partir du jour qui suit l'accident, tandis que si l'incapacité n'est que partielle, il ne touche que 50 % de la différence entre son salaire antérieurement à l'accident et celui qu'il gagnera avant d'être complètement rétabli (loi du 24 décembre 1903, art. 4).

De même la loi italienne du 29 juin 1903 portant modification de la loi du 17 mars 1898 déclare dans son article 9, 3° et 4° :

« 3° En cas d'incapacité temporaire totale, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié du « salaire que l'ouvrier gagnait lors de l'accident et « devra être payée pour toute la durée de l'incapacité. »

« 4° En cas d'incapacité temporaire partielle, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié de la « réduction que le salaire gagné par l'ouvrier lors de « l'accident devra subir par l'effet de cette incapacité, et elle devra être payée pour toute la durée « de l'incapacité. »

De même, la loi norvégienne du 12 juin 1906 indique, dans son article 4, qu'une indemnité sera payée à la victime dans les conditions suivantes : « En cas « de dommage corporel, l'établissement d'assurance « est tenu d'allouer à l'expiration de la quatrième « semaine après l'accident :

« 1.

« 2. Une indemnité en argent à la victime.

« Cette indemnité s'élève :

« a) En cas d'incapacité totale, aussi longtemps que
« dure celle-ci à 60 % du salaire de la victime et en
« aucun cas, à moins de 50 öre par jour ouvrable ou
« de 150 couronnes par an.

« b) En cas d'incapacité partielle, aussi longtemps
« que dure celle-ci à une fraction de la réparation
« fixée, *sub littera a*, calculée d'après le degré d'in-
« capacité. L'incapacité partielle ne donne cependant
« pas droit à réparation lorsqu'elle n'entraîne pas
« pour le blessé une réduction d'au moins 5 % du
« salaire.

« Si la victime est assurée contre la maladie, les
« obligations de la caisse que la chose concerne pren-
« nent fin à partir du commencement de la cinquième
« semaine. »

Mais, par ailleurs, la loi norvégienne déclare dans son article 9 que si le blessé n'est pas assuré à la caisse maladie, l'entrepreneur devra lui verser des secours pendant les quatre premières semaines et que ces secours devront s'élever à 50 % du salaire de la victime.

D'autre part, la loi anglaise du 6 août 1897 modifiée par celle du 21 décembre 1906 déclare qu'en cas d'incapacité de travail totale ou partielle, l'ouvrier touchera pendant la durée de l'incapacité une indem-

nité hebdomadaire, jusqu'à concurrence de 50 % de son salaire hebdomadaire moyen, sans que cette indemnité puisse excéder une livre sterling !

Et l'article 2 de la première cédula précise en disant
« qu'en cas d'incapacité partielle, le versement hebdomadaire n'excédera, en aucun cas, la différence
« entre le montant du salaire hebdomadaire moyen
« gagné par l'ouvrier avant l'accident et le montant
« du salaire hebdomadaire moyen qu'il gagne ou est
« capable de gagner, après l'accident, dans quelque
« emploi convenable ou dans quelque industrie, mais
« ce versement hebdomadaire comportera, avec le
« montant de cette différence, telles proportions qui
« paraîtront équitables d'après les circonstances du
« cas particulier. »

Enfin, la loi espagnole du 30 juin 1900 accorde une indemnité journalière égale à la moitié du salaire en cas d'incapacité temporaire.

En présence de ces diverses législations, quel est le système de la loi française de 1898 ?

L'article 3 s'exprime ainsi :

« Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou
« employé a droit :

« Pour l'incapacité temporaire... à une indemnité
« journalière égale à la moitié du salaire touché au
« moment de l'accident. »

La législation ne fait aucune distinction suivant que l'incapacité de travail est totale ou partielle, et

n'a pas voulu suivre en cela l'exemple de l'Allemagne et de la Norvège, de la Belgique et de l'Angleterre.

Cette façon est peut-être plus simple, et évite des contestations entre patrons et employés pour savoir s'il y a ou non état d'incapacité absolue, mais ce système est-il conforme à la logique et à l'équité ?

En effet, si l'on admet que l'indemnité quotidienne est destinée à permettre à l'ouvrier de vivre pendant le temps qu'il ne peut travailler, à supporter les frais qui sont occasionnés par son état d'incapacité, il faut bien admettre aussi que les besoins et les frais sont plus grands chez un ouvrier en état d'incapacité absolue que chez celui qui, quoique blessé, peut aller et venir et vaquer à diverses occupations.

Ainsi, voici un ouvrier qui se casse la jambe et est par suite condamné à une absolue immobilité pendant quarante jours. Comme il ne peut ni se lever, ni s'occuper de quoi que ce soit, sa femme doit renoncer à son travail pour pouvoir le garder, ou bien, s'il est célibataire, il sera obligé de prendre une garde qui s'occupera de lui et de son ménage. On nous répondra, il est vrai, que ce blessé peut aller à l'hôpital. Cela n'est pas toujours vrai et son transfert à l'hospice est presque impossible quand le blessé se trouve à plusieurs kilomètres d'un centre urbain possédant un hôpital.

La situation de cet ouvrier est donc bien plus triste

que celle de l'ouvrier qui s'est simplement fait une coupure au doigt, qui peut vaquer à de multiples occupations, et qui pourrait même continuer à travailler.

Ce second ouvrier ne devrait donc pas toucher la même indemnité que son camarade et puisqu'il y a incapacité partielle, il ne devrait toucher qu'une partie de l'indemnité accordée au premier ouvrier.

La différence entre les deux situations n'est pas toujours aussi nette que dans les deux exemples que nous venons de prendre, mais dans les cas où il y aura doute, ce sera le médecin traitant, et, le cas échéant, le médecin expert qui tranchera la difficulté, et déclarera si l'ouvrier est ou non en état d'incapacité temporaire absolue.

Le système allemand a bien établi deux systèmes d'indemnités, mais il a le tort, à notre avis, de se placer surtout au point de vue de la durée du traitement : Si l'incapacité de travail dure plus de quatre semaines, l'ouvrier a droit aux deux tiers de son salaire. Or il peut arriver que l'ouvrier ait droit à ces deux tiers de son salaire au moment où son incapacité de travail va commencer à n'être plus que partielle et cette incapacité de travail pouvant se prolonger longtemps, cet ouvrier se trouvera dans une situation privilégiée. Il serait au contraire beaucoup plus logique que l'ouvrier ait son complément d'indemnité pendant la durée de l'incapacité absolue,

jusqu'au moment où l'incapacité ne sera plus que relative.

Le complément d'indemnité sera donc ainsi destiné à compenser pour l'ouvrier les frais tout à fait exceptionnels qu'il est obligé de supporter par suite de l'impossibilité où il se trouve de faire quoi que ce soit.

Aussi préférons-nous au système allemand les systèmes italien et norvégien et surtout le système belge.

En effet la loi distingue d'une façon très nette l'incapacité absolue et l'incapacité partielle. C'est donc au médecin qu'il appartiendra de dire si le blessé est réellement dans l'impossibilité de se livrer au moindre travail. Au contraire si le blessé peut faire quelque chose, le médecin doit le faire savoir au patron, et celui-ci ne devra plus qu'une partie de l'indemnité, et cette partie représentera la moitié de la différence existant entre le salaire gagné avant l'accident et le salaire gagné pendant l'incapacité partielle.

Ce système a en outre l'avantage énorme d'éviter que des ouvriers ne fassent traîner en longueur leur incapacité de travail, et ne prennent goût à se reposer à demi-solde, et sous le régime des législations étrangères, l'ouvrier qui se trouve seulement en état d'incapacité partielle, recommence à travailler. Cela a en outre l'avantage de diminuer les charges de l'industrie.

D'ailleurs, en France, les compagnies d'assurances ont une tendance très marquée pour faire reprendre le travail partiellement aux blessés, de façon à éviter le paiement intégral du demi-salaire. Les médecins aident même les compagnies dans cette voie, et certains experts conseillent aux blessés de reprendre leur travail et de faire ce qu'ils pourront, et ce n'est qu'après avoir vu ce que les blessés peuvent faire, que les dits experts concluent sur le degré de l'incapacité.

La question de l'indemnité journalière étant déterminée pour les cas d'incapacité totale et d'incapacité temporaire partielle, il reste à étudier quels sont les éléments qui servent à établir le montant de cette indemnité journalière, c'est-à-dire quelle sera la base de cette allocation journalière.

Dans certains pays comme en Allemagne, en Belgique, en Norvège, on prend comme base le salaire gagné par la victime pendant l'année qu'on évalue être de trois cents ou trois cent soixante-cinq jours. En Angleterre on prend comme base le salaire hebdomadaire.

Au contraire, notre loi française concernant les ouvriers adultes prend comme base le salaire effectif touché au moment de l'accident ; l'ouvrier a droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident (loi du 9 avril 1898, art. 3).

Et par « salaire touché au moment de l'accident »,

il faut comprendre le salaire touché la veille de l'accident, si le salaire est fixe, ou, si le salaire est variable, « l'indemnité est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident ».

Nous pensons que le législateur français a vu juste en fixant ainsi la base du salaire quotidien. En effet, si l'on prend comme base le salaire annuel, cela se comprend lorsqu'il s'agit de faire la rente qu'accorde la loi à l'ouvrier atteint d'une infirmité permanente, puisque cette réduction de capacité occasionnera pour l'avenir une réduction de salaire qui frappera la totalité du salaire de l'ouvrier au cours de l'année. Au contraire, en cas d'incapacité temporaire, la réduction de capacité de travail n'entraîne une diminution du salaire que pendant la durée de la dite incapacité et il est donc juste de prendre comme base le salaire gagné à cette époque, si l'on ne veut léser ni le patron, ni l'ouvrier. •

Un exemple dont nous avons eu à nous occuper récemment précisera notre pensée.

Il s'agit d'un ouvrier couvreur à Évreux. Cet ouvrier tombe et se casse le bras. La fracture est mal réduite et il conserve une infirmité partielle et permanente. Il y a donc lieu de faire une rente.

Au moment de l'accident, le blessé travaillait douze heures par jour à 0 fr. 60 et gagnait par conséquent 7 fr. 20 par jour.

Le relevé de son salaire annuel a donné, pour environ 250 journées de travail 1.300 francs, et cela s'explique si l'on admet que les couvreurs ne travaillent pas tous les jours par suite du mauvais temps et qu'en hiver les journées ne sont guère que de six ou huit heures.

Il est donc équitable de calculer la rente due à cet ouvrier sur la base du salaire qu'il est susceptible de gagner au cours d'une année. Mais faudra-t-il lui payer son indemnité quotidienne sur la même base, c'est-à-dire sur la base de 5 fr. 20 par jour, alors qu'au moment de l'accident il gagnait 7 fr. 20 par jour, et pouvait espérer faire d'aussi bonnes journées pendant un mois ou deux ? Ainsi que nous le disions plus haut, les indemnités de la loi de 1898 sont des indemnités transactionnelles ; mais il ne faut pas que la transaction porte préjudice à l'ouvrier.

Il ne faut pas davantage que la transaction porte préjudice au patron, et c'est ce qui se produirait si pendant la mauvaise saison, le patron devait payer l'indemnité quotidienne sur la base d'un salaire journalier de 5 fr. 20, alors que le blessé ne gagnait par exemple que 4 francs.

De même, en prenant comme base le salaire hebdomadaire comme en Angleterre, on arrive à un résultat portant préjudice à l'ouvrier ; en effet, si au point de vue du calcul de l'indemnité, le salaire hebdomadaire peut donner quelque chose de précis, il

n'en est pas moins vrai que dans certains cas l'allocation attribuée à l'ouvrier ne sera plus une allocation journalière : voici par exemple les blanchisseuses qui ne travaillent que trois jours chez le même patron pendant la semaine, et trois jours chez un autre, si l'on prend comme base de l'indemnité journalière le salaire hebdomadaire touché chez le patron, chez lequel s'est produit l'accident, l'ouvrière blessée ne touchera qu'une indemnité minime, tout à fait insuffisante.

A ce sujet, voici comment s'exprimait M. Paulet au Congrès international de Paris de 1900 : « En vérité, ce que la loi a voulu attribuer à la victime d'accident, ce n'est pas la correspondance d'une moyenne fictive de salaire entre les jours ouverts et les jours chômés ; c'est une indemnité journalière, permettant d'attendre la reprise du travail, et cette indemnité, elle l'a fixée sur la base qui prêtait le moins à discussion, sur le salaire effectif de la journée de travail précédant la journée de l'accident. Si par exemple, un ouvrier attaché à une industrie en chômage partiel ne travaillait avant l'accident que deux jours par semaine, à raison de 3 fr. 50 par jour, on ne peut dire en tenant compte des cinq jours chômés que ce salaire hebdomadaire de 7 francs ne donnera lieu à l'indemnité de demi-salaire, soit 1 fr. 75, que deux jours par semaine, sous prétexte que la victime ne touchait

« un salaire que deux jours par semaine. On ne peut
« davantage prétendre, ce qui reviendrait exacte-
« ment au même, que la victime n'a droit qu'à une
« indemnité journalière de 0 fr. 50 (moitié de 7 fr. di-
« visée par 7 jours). L'indemnité doit égaler la moi-
« tié du salaire touché au moment de l'accident, soit
« dans l'espèce 1 fr. 75, et cette indemnité doit être
« sans exception journalière. »

Ce qui aggrave encore les dispositions de la loi anglaise c'est qu'elle fixe un maximum à l'indemnité journalière allouée à l'ouvrier. Ce maximum est fixé à 25 francs, de telle sorte que la victime, si elle gagne 60 francs par semaine ou plus, comme cela arrive dans certains corps de métier, n'a plus droit à la moitié de son salaire hebdomadaire ! Cela peut être avantageux pour les patrons et éviter certaines discussions, c'est possible ; mais pourquoi cela se fait-il au détriment de l'ouvrier ou de l'employé ?

Nous comprenons mieux — du moment que le législateur fixe un chiffre d'indemnité — les dispositions de la loi norvégienne qui prévoit dans son article 4 qu'en cas d'incapacité totale l'indemnité journalière ne sera jamais inférieure à 50 öre. On nous objectera, il est vrai, que c'est le patron qui se trouve lésé, mais ne faut-il pas aussi que la victime soit assurée de recevoir un minimum d'indemnité qui lui permette de vivre !

Le système français a donc la supériorité, — de

même d'ailleurs que les systèmes belge et espagnol, — de fixer une base équitable et rationnelle pour le calcul de l'allocation journalière.

Cependant la loi française contient une lacune : elle n'indique pas les éléments qui doivent entrer dans la composition du salaire : par salaire faut-il seulement comprendre les espèces que reçoit l'ouvrier, ou faut-il également comprendre les pourboires, les rémunérations en nature, etc... ?

La loi allemande du 30 juin 1900 a été plus explicite. Nous y lisons :

« Sont considérées comme traitement ou salaire, au
« sens de la présente loi, les rémunérations en na-
« ture et les autres rémunérations qui sont allouées
« aux assurés, ne fût-ce que par le résultat d'un usage,
« et qui remplacent en tout ou partie le traitement
« ou le salaire. La valeur des rémunérations en na-
« ture doit entrer en compte d'après les prix moyens
« de la localité. Ceux-ci sont fixés par l'autorité ad-
« ministrative inférieure. »

En France, c'est la jurisprudence qui résout la question et il y a des jugements qui déclarent par exemple que les pourboires doivent être pris en considération dans l'évaluation des salaires, tandis qu'il y en a d'autres déclarant qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte sous prétexte qu'ils n'ont aucun caractère de stabilité.

Nous croyons que le système allemand est ici pré-

férable. Outre qu'il supprime toute discussion, il est conforme à la plus stricte équité. Ainsi, voici un camionneur dont le métier est certainement pénible ; son patron l'a embauché au prix de 5 francs par jour, n'ignorant certainement pas que grâce aux pourboires ce camionneur se fera une journée bien supérieure. Cet ouvrier vient à être blessé : faudra-t-il lui donner son indemnité sur la base d'un salaire quotidien de 5 francs ?

A priori cela semble exact : il y a un contrat de travail conclu à raison de 5 francs par jour et les pourboires ne regardent en rien le patron qui y est complètement étranger. Mais si nous approfondissons les choses, il n'en est pas moins vrai cependant que le patron n'aurait pu se borner à offrir 5 francs par jour à son camionneur et que celui-ci n'aurait pu accepter ce salaire relativement minime si l'on n'avait pas, par un accord tacite, escompté les pourboires.

Il est donc juste, en cas d'accident, de tenir compte des pourboires dans l'évaluation des salaires, et si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur l'estimation des dits pourboires, ce sera au juge de paix à en arbitrer le quantum.

Il est une autre disposition de notre loi de 1898 qui peut prêter à discussion : c'est celle contenue dans l'article 8 et qui rappelle celle contenue d'ailleurs dans l'avant-dernier alinéa de l'article 10 de la loi allemande du 30 juin 1900 :

« Le salaire qui servira de base à la fixation de
« l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize
« ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera
« pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers
« valides de la même catégorie occupés dans l'en-
« treprise.

« Toutefois, dans le cas d'incapacité tempo-
« raire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de
« seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son
« salaire. »

En ce qui concerne l'ouvrier mineur de seize ans, la loi a pris la précaution de déclarer que l'allocation journalière ne saurait dépasser le salaire effectif, tandis qu'au contraire il n'y a aucune limitation en ce qui concerne l'apprenti. Le Garde des Sceaux dans sa circulaire du 10 juin 1899 en donne l'explication suivante :

« Toutefois l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins
« de seize ans ne peut dépasser le montant de son
« salaire. L'apprenti ne saurait être soumis à cette
« limitation puisqu'il n'est pas payé ; il touchera donc
« quelquefois une indemnité supérieure à celle de
« l'ouvrier mineur de moins de seize ans. »

Cette disposition s'explique en cas de constitution de rente pour infirmité permanente car la réduction de capacité actuelle de l'apprenti portera ultérieurement sur le salaire qu'il gagnera étant ouvrier, mais

en matière d'incapacité temporaire on arrive à des résultats vraiment étranges.

Nous citerons l'exemple d'un apprenti qui s'était brûlé assez sérieusement au bras. Il avait dû être transporté à l'hôpital et l'on avait payé comme frais de traitement une somme de 500 francs.

Au moment de reprendre son travail il refusa, prétendant qu'il avait encore besoin de repos, et assigna ensuite son patron en paiement de son demi-salaire bien qu'il n'eût jamais été payé à l'atelier.

Le patron fut condamné à payer 2 fr. 50 par jour comme indemnité journalière.

Il est évident que les parents avaient tout intérêt à ce que leur fils demeurât le plus longtemps possible à ne rien faire et, s'ils n'étaient pas consciencieux, ils devaient trouver le moyen d'avoir des certificats médicaux, dans certaines cliniques *ad hoc*, pour déclarer que le jeune apprenti avait encore besoin de soins.

D'autre part, M. Sachet reconnaît « qu'il en résultera cette étrange conséquence qu'un jeune ouvrier et un apprenti atteints d'une blessure identique recevront des indemnités inégales en ce sens que celle de l'apprenti sera trois ou quatre fois supérieure à celle du jeune ouvrier. Le législateur n'a pas pu tout prévoir. »

Nous ne pouvons que déplorer une pareille disposition qui donne lieu à de nombreux abus tant de la

part des apprentis blessés que — nous devons le dire — de certains médecins !

Combien plus avisé a été le législateur dans la loi du 12 juin 1906, en Norvège lorsqu'il déclare dans son article 6 :

« En ce qui concerne les apprentis et autres ouvriers qui, en raison de leur formation professionnelle incomplète, reçoivent un salaire incomplet ou ne reçoivent aucun salaire de même que les autres ouvriers travaillent temporairement pour une rémunération relativement trop faible, le salaire est calculé sur une base d'une couronne 50 öre par jour pour les hommes et d'une couronne pour les femmes par jour.

« Si l'indemnité calculée de la sorte excède le salaire effectif de la victime, elle est réduite au taux de ce salaire effectif, en tant et aussi longtemps que la victime a moins de 20 ans, et tenant compte du minimum fixé par le § 4 n° 2 *sublittera a.* »
Ce minimum est fixé, rappelons-le, à 50 öre par jour.

Et cela n'est que juste, car le patron payant les soins médicaux et les frais pharmaceutiques, il est choquant qu'un blessé puisse ensuite tirer profit d'un accident.

La loi anglaise est moins précise et ne parle que d'un ouvrier mineur de 21 ans dont le salaire serait inférieur à vingt shillings par semaine, pour lequel

l'allocation hebdomadaire pourrait atteindre 100 % mais sans jamais excéder dix shillings !

Ainsi que nous venons de le voir, la fixation du chiffre de l'indemnité quotidienne peut être assez délicate dans certains cas, lorsqu'il y a une distinction entre l'incapacité totale et l'incapacité partielle. Le rôle du médecin sera important, car il pourra indiquer quel travail la victime peut faire et pourra donner un renseignement sur le degré de réduction de capacité temporaire que subit le blessé.

C'est pourquoi, alors qu'en France la fixation de l'indemnité journalière se fait très simplement par le juge de paix, s'il y a contestation entre le patron et l'ouvrier, nous remarquons plus de complexité à l'étranger pour la fixation de la dite indemnité.

C'est ainsi qu'en Allemagne, le montant de l'indemnité est fixé d'office par le Comité de section ou par le Comité de la corporation avec recours éventuel devant le tribunal arbitral, statuant en dernier ressort.

En Angleterre, le versement hebdomadaire peut être révisé soit à la demande du patron, soit à la demande de l'ouvrier et le montant du versement sera, à défaut d'accord amiable, fixé par voie d'arbitrage, en conformité de la présente loi (cédule 1, art. XVI, loi du 21 déc. 1906).

CHAPITRE VI

Païement de l'indemnité quotidienne

Une autre difficulté se présente dans le règlement de l'incapacité temporaire, c'est celle de savoir si l'indemnité est due dès le lendemain de l'incapacité pour tous les accidents.

La loi allemande n'accorde la « pension » qu'à partir de la quatorzième semaine, mais il est vrai de dire que pendant les treize premières semaines, c'est l'assurance-maladie qui fonctionne.

Dans les Pays-Bas, l'indemnité journalière, d'après la loi de 1901 (art. 20), n'est payée qu'à partir du troisième jour et jusqu'au quarante-troisième jour seulement et à l'exception des dimanches et jours fériés.

La loi norvégienne déclare que l'indemnité quotidienne doit être versée pendant toute la durée de l'incapacité, à l'expiration de la quatrième semaine.

La nouvelle loi anglaise du 21 décembre 1906 déclare que « si l'incapacité dure moins de deux semaines, aucune indemnité ne sera due pour la première

« semaine et d'autre part, l'article XVII de la cédula 1
« déclare que : lorsqu'un versement hebdomadaire a
« été continué pendant une période de six mois au
« moins, l'obligation de ce versement peut sur la
« demande adressée par le patron ou au nom de
« celui-ci être rachetée par le paiement d'une somme
« unique. »

La loi belge n'accorde l'indemnité journalière à partir du lendemain de l'accident que si l'incapacité a duré plus d'une semaine.

Le législateur français a voulu, lui aussi mettre les chefs d'entreprise à l'abri des abus possibles pouvant provenir des petits accidents, et le texte primitif exclut les quatre premiers jours. « Cette disposition
« qui a été motivée par l'appréhension peut être ex-
« gérée d'abus possibles... ».(circulaire du Ministre du Commerce du 24 août 1899). Mais cette exclusion avait lieu dans tous les cas, même si l'incapacité durait deux ou trois mois. Il y avait là une anomalie que le législateur de 1905 a corrigée et tel est désormais le nouveau texte :

« L'indemnité est due à partir du cinquième jour
« après l'accident, toutefois elle est due à partir du
« premier jour si l'incapacité de travail a duré plus
« de dix jours. »

« Le Sénat, dit le Ministre du Commerce dans sa
« circulaire du 3 mai 1905, a estimé que lorsqu'un
« accident occasionne une incapacité de plus de dix

« jours, il est par lui-même assez grave et la gêne
« qu'il peut entraîner assez pénible pour qu'il donne
« lieu à une indemnité dès l'origine et pour que la
« crainte d'abus possibles ne prive pas d'une équita-
« ble réparation les ouvriers qui ne pourraient vrai-
« ment pas reprendre leur travail avant l'expira-
« tion du dixième jour après l'accident. »

La correction apportée à la loi du 9 avril 1898 par celle du 31 mars 1905 était nécessaire, mais elle a créé néanmoins un nouvel état de choses très critiquable et nous aurions préféré que le Sénat décidât que l'indemnité journalière serait dans tous les cas payable dès le lendemain de l'accident.

En effet, un ouvrier se blesse très légèrement, se fait par exemple une minime contusion. Le rôle du médecin sera de faire reprendre son travail à cet ouvrier si la lésion ne nécessite pas absolument un repos ; au contraire si le médecin estime qu'un repos de deux ou quatre jours est nécessaire, pour éviter des complications, il l'indiquera, mais veillera à ce qu'au bout de ce laps de temps le travail soit repris. Le patron aura, il est vrai, à payer une indemnité quotidienne pendant deux ou quatre jours ; mais ces cas même se répétant fréquemment ne seront pas si onéreux pour le patron que ce qui se produit actuellement.

Actuellement, pour que le blessé ait droit à son indemnité dès le lendemain de l'accident, il faut que

l'incapacité de travail ait duré plus de dix jours. Or, que de fois un accident ayant nécessité un certain repos se trouve être sans suite au bout de huit jours !

L'ouvrier, s'il est sérieux, reprendra son travail mais éprouvera une surprise fort désagréable, lorsqu'on lui défalquera les quatre premiers jours, car ayant été consciencieux, il sera plus maltraité que s'il avait prolongé son incapacité jusqu'au onzième jour.

Or qu'arrive-t-il maintenant ? C'est que l'on ne voit plus d'incapacités de travail de huit jours, et que tous les ouvriers, du moment qu'ils sont obligés de cesser leur travail, ne consentent à le reprendre qu'au bout d'une douzaine de jours. Les médecins eux-mêmes hésitent à mettre sur leurs certificats que le blessé pourra reprendre son travail au bout de huit jours ! et instruits par l'expérience, craignant les récriminations de leurs clients ouvriers, ils prolongent un peu l'incapacité et accordent régulièrement sur les certificats qu'ils délivrent dix à quinze jours de repos.

C'est la formule usuelle désormais : incapacité prévue : dix à quinze jours.

Et pour le mal le plus insignifiant, le patron doit payer au moins l'indemnité journalière pendant une douzaine de jours.

Que peuvent les médecins ? rien, absolument rien dans ce cas.

Du moment que le législateur voulait exclure du bénéfice de la loi les petits sinistres, il n'aurait pas dû considérer comme « petits sinistres » ceux durant déjà une dizaine de jours. L'ouvrier qui doit cesser son travail pendant dix jours n'a pas eu un accident insignifiant.

Que dire du système anglais qui exige quinze jours d'incapacité pour payer l'indemnité à partir du lendemain ?

Le législateur belge a été plus prudent, et ne repousse que les accidents ayant duré une semaine.

La loi du 31 mars 1905 a encore modifié heureusement le texte de la loi de 1898, en déclarant que l'indemnité journalière est due tous les jours « sans distinction entre les jours ouvrables et les jours « fériés » ».

En l'absence de ce texte précis, la question a été fort discutée et l'on s'était demandé si le demi-salaire devait être payé le dimanche, puisque en général ce jour-là l'ouvrier ne travaille pas. Mais la jurisprudence s'était prononcée pour l'affirmative et de nombreuses décisions avaient été rendues dans ce sens, en particulier un arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1901. Déjà, dès le 24 août 1899, le Ministre du Commerce s'exprimait ainsi :

« Il n'est pas douteux par contre qu'au regard de « cet article les dimanches et jours fériés doivent « être mis absolument sur le même pied que les jours

« ouvrables. Ainsi, pour un accident survenu la veille
« de Pâques, le dimanche et le lundi entrent dans
« le calcul des quatre premiers jours pendant lesquels
« le droit à l'indemnité ne court point encore ; d'au-
« tre part, à partir du cinquième jour, l'indemnité
« est due aussi bien pour les dimanches et jours fé-
« riés que pour les autres jours. »

D'autre part, M. Paulet, au Congrès international de 1900, développant ce que disait le Ministre, s'exprimait ainsi et justifiait le paiement de l'indemnité journalière tous les jours :

« Des contestations assez nombreuses au contraire
« se sont fait jour à propos du paiement de l'indem-
« nité de demi-salaire les dimanches et jours fériés.
« Partant de ce postulat que l'indemnité journalière
« devrait correspondre au salaire en périodicité
« comme en quotité, d'aucuns ont soutenu et même
« quelques tribunaux ont jugé que l'indemnité jour-
« nalière ne serait pas due pour les dimanches et
« jours fériés tout au moins lorsque l'ouvrier, ce qui
« est le cas assez général, ne travaillait point ces jours-
« là avant l'accident. »

« Cette interprétation ne paraît pas tenir compte des
« difficultés avec lesquelles elle mettrait aux prises
« les victimes d'accidents. Supposons un accident sur-
« venu dans le mois dernier, le 29 mai 1900. Le 29 mai,
« pour la dernière fois la victime avait touché son sa-
« laire. Le 30 mai, le 31 mai, le 1^{er} juin, le 2 juin, délai

« de carence : plus de salaire et pas encore d'indem-
« nité. Le 3 juin, cinquième jour après l'accident, l'in-
« demnité devait commencer à courir ; mais c'était un
« dimanche, pas d'indemnité dans la thèse invoquée.
« Le 4 juin, sixième jour, était le lundi de la Pente-
« côte, jour férié, d'après la législation civile, pas d'in-
« demnité. Dans cette théorie, l'ouvrier privé de salaire
« depuis l'accident, le plus souvent d'ailleurs sans
« avance et sans ressources, devrait vivre, et faire
« vivre les siens pendant six jours sans avoir droit à
« une allocation. Cette conséquence jugerait le sys-
« tème, s'il ne se trouvait déjà en opposition littérale
« avec le texte légal. »

D'autre part, M. Serre, pour justifier le paiement du demi-salaire les dimanches et les jours fériés, rappelle ce que disait le rapporteur de la loi du 31 mars 1905 :

« Le demi-salaire journalier est le minimum indis-
« pensable à l'ouvrier pour subvenir à ses besoins et
« à ceux de sa famille. C'est une véritable indemnité
« alimentaire ; or il faut vivre le dimanche et les jours
« fériés comme les jours ouvrables et si l'ouvrier,
« avec la plénitude de son salaire, a souvent de la
« peine à faire face aux dépenses de son ménage, et
« il est hors de doute que, pendant les six jours ou-
« vrables de la semaine, il sera dans l'impossibilité
« de faire avec son demi-salaire d'indemnité les éco-
« nomies nécessaires pour couvrir les dépenses affé-
« rentes au dimanche ou aux jours fériés. »

Et M. Serre de conclure ainsi :

« Comparable de tous points à l'indemnité journalière que donnent à leurs sociétaires malades les sociétés de secours mutuels, l'indemnité du demi-salaire allouée pour incapacité de travail temporaire doit être payée comme elle tous les jours sans aucune distinction. »

Nous partageons, volontiers, cette manière de voir tout en étant cependant moins affirmatifs : en effet, pourquoi l'ouvrier qui toucherait comme demi-salaire 5 francs par jour, ne pourrait-il pas faire pour le dimanche les mêmes économies que fait l'ouvrier valide qui a, comme salaire entier, la même somme de 5 francs ? Tout est donc assez relatif.

D'autre part, si le demi-salaire est le minimum indispensable à l'ouvrier pour lui permettre de vivre, pourquoi, lorsque l'incapacité ne dure pas plus de dix jours, supprime-t-on toute allocation pendant les quatre premiers jours ?

Il y a là évidemment une contradiction. Enfin la loi du 31 mars 1905 a encore modifié la loi du 9 avril 1898 en indiquant que :

« L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paie usités dans l'entreprise sans que l'intervalle puisse excéder seize jours. »

La première exception à ce principe c'est que le patron a le droit de ne payer le demi-salaire qu'au bout de trente, quarante ou quatre-vingt-dix jours,

s'il a affilié ses ouvriers à une société de secours mutuels.

A part cette exception, il est juste et tout naturel que l'ouvrier reçoive le montant de son indemnité journalière aux époques auxquelles il avait l'habitude de toucher son salaire, mais que dire de l'obligation qui lui est imposée d'aller toucher son demi-salaire au lieu de paie habituel ? Il y a en effet des cas où l'ouvrier sera dans l'impossibilité absolue d'aller chercher son salaire ou de le faire quérir par un tiers : voici un ouvrier qui n'a pas de famille et qui est à l'hôpital ? Comment fera-t-il pour toucher ce qui lui est dû ? Faudra-t-il qu'il attende d'être guéri pour toucher le montant de son indemnité ?

Il y a donc là une lacune et le législateur aurait dû indiquer qu'en cas d'incapacité absolue de se déplacer, constatée par un certificat médical, l'ouvrier aurait le droit de réclamer le paiement de son demi-salaire, soit chez lui, soit à l'hôpital.

En effet, qu'arrive-t-il fréquemment ? C'est que le patron, ou du moins la compagnie d'assurances qui n'a pas le temps de revoir sans cesse tous ses dossiers, ne s'inquiète pas d'un blessé qui est à l'hôpital et lorsque celui-ci en sort, il se trouve sans argent. Et s'il se présente ensuite une difficulté quelconque pour le paiement de l'indemnité journalière, qu'il y ait une contestation quelconque, il se trouvera pris au dépourvu et que deviendra-t-il ?

CHAPITRE VII

Frais médicaux et frais pharmaceutiques

En dehors de l'indemnité quotidienne que le patron doit verser à son ouvrier blessé, il y a les frais médicaux et pharmaceutiques qui logiquement doivent être également mis à sa charge.

En effet on ne comprendrait pas que le patron soit tenu à donner une indemnité à son ouvrier pour lui permettre de subvenir à ses besoins et que par contre il lui refuse les soins qui lui sont nécessaires pour se guérir !

Mais dans quelle mesure le patron doit-il intervenir pour le paiement des dits frais médicaux et pharmaceutiques ? Cette question est importante car la pratique a révélé que souvent, dans les cas d'incapacité temporaire, le montant de ces frais était hors de proportion avec le montant de l'indemnité payée au blessé. C'est ainsi que récemment nous avons un sinistre pour lequel une somme de 36 francs avait été payée au blessé, alors que le médecin réclamait 122 francs.

Mais deux points de vue sont à envisager :

1° *Le blessé est soigné par le médecin du patron.*

— La solution est aisée. Il est hors de doute que l'ouvrier n'a pas à s'occuper des honoraires qui seront réclamés par le médecin et que cette question concerne uniquement le patron, qui a délégué son médecin, et qui, dans certains cas, l'a peut-être même imposé.

C'est le système allemand, où le médecin de la corporation soigne, dresse les différents rapports et où la corporation règle.

C'est évidemment le système le plus avantageux pour le patron qui, ayant un médecin attitré auquel il procure une clientèle assurée, aura des prix de « faveur ».

Mais ce système présente de sérieux inconvénients et nombreux sont ceux qui, en Allemagne, préconisent le libre choix du médecin par l'ouvrier.

« Il est indéniable que l'assurance-maladie (rappe-
« lons que l'assurance-maladie fonctionne pendant
« les treize premières semaines de l'accident et liquide
« 80 % des cas) a été d'un très réel profit pour le
« corps médical. Elle a augmenté énormément la de-
« mande des secours médicaux et les honoraires eux-
« mêmes sont devenus plus sûrs. L'assurance-mala-
« die ne peut être rendue responsable de l'encombred
« ment actuel du corps médical.

« Mais il faut aussi reconnaître que l'assurance-mala-
« die pouvait avoir quelques conséquences fâcheuses.

« La liberté de mouvements des médecins peut être
« diminuée lorsque de grands groupes de clients éven-
« tuels sont soustraits à la libre concurrence médicale.

« L'institution des « médecins de caisse » (méde-
« cins nommés et spécialement appointés par les
« caisses) a pu y contribuer. On se plaint que ces
« médecins soient soumis à l'arbitraire des directeurs
« de caisses et que les honoraires soient réduits à
« l'excès (Projet de code des assurances sociales en
« Allemagne. *Bulletin des assurances sociales*, 1909).»

En effet, en France, bien que le principe du libre choix soit admis, les compagnies d'assurances ont leurs médecins qu'elles tâchent de faire agréer par les blessés, mais ces médecins sont liés aux compagnies par des traités assez durs : les honoraires sont fixés à un chiffre très bas, et c'est ainsi que le taux varie de 8 à 10 francs par sinistre, quel que soit le nombre des visites faites, de telle sorte qu'un médecin peut arriver à toucher 1 franc ou même 0 fr. 50 par visite et même moins.

Outre que ces mœurs entachent la dignité du corps médical, elles ont un gros inconvénient que nous avons signalé plus haut et qui a été un de nos arguments pour nous prononcer pour le libre choix du médecin, c'est que le praticien ainsi rémunéré, aussi consciencieux soit-il, ne peut faire son service sérieusement et y consacrer le temps désirable.

Les compagnies d'assurances procèdent également

d'une autre façon, principalement à Paris. Elles organisent des dispensaires auxquels sont attachés plusieurs médecins recevant des appointements relativement élevés. Ces médecins sont en quelque sorte des médecins de cliniques privées, ils conservent leur indépendance, ils ont un service à assurer, mais cela fait, ils recouvrent leur liberté.

Ce système est acceptable, car la compagnie a ici le moyen de contrôler effectivement les soins donnés aux blessés, et comme elle a intérêt à ce que les sinistrés soient soignés vite et bien, elle veillera à ce que les soins soient ce qu'ils doivent être. D'autre part, ces médecins auxquels une certaine situation est faite, sans atteindre cependant 20.000 ou 25.000 fr. comme à la société Powell-Dufferyn en Angleterre, tiendront à cette situation et ne négligeront rien pour faire leur service consciencieusement.

Cette organisation a donc de réels avantages, d'autant plus que la plupart du temps les médecins ainsi choisis par les compagnies sont des médecins sérieux, en général au début de leur carrière, qui veillent à leur réputation et qui ont d'autant plus d'intérêt à soigner les blessés avec soin, que les certificats qu'ils rédigent servent de base pour le règlement du sinistre et sont fréquemment soumis à des experts.

2° *Le blessé est soigné par son médecin.* — Le patron devra-t-il solder, dans ce cas, tous les frais faits par son ouvrier sans aucune discussion? Il est hors de

doute qu'un pareil système serait impraticable et laisserait la porte ouverte à tous les abus.

Qui empêcherait un ouvrier d'aller consulter, sans raison, une sommité médicale, de se faire soigner par un des maîtres de la science, et ensuite d'envoyer la note à payer à son patron ?

Ou bien qui empêcherait un médecin peu consciencieux ayant comme client un ouvrier de faire un nombre exagéré de visites, de compter des prix exorbitants pour les soins qu'il aura donnés, sachant que derrière l'ouvrier blessé il y a un patron responsable qui est tenu de par la loi au paiement des frais médicaux ?

« N'ayant pas à se préoccuper de la note à payer
« le blessé pouvait appeler près de lui un médecin
« éloigné ou une sommité médicale, faire multiplier
« les visites et augmenter ainsi hors de toute proportion les charges du patron » (Ollive et Le Meignen).

D'autre part, dans l'exposé des motifs du projet de Code des assurances sociales en Allemagne, publié par le *Bulletin des assurances sociales*, il est dit :

« Il (le libre choix) favorise la simulation et accroît
« à l'excès les dépenses des caisses, car il pousse les
« malades à préférer les médecins qui se montrent
« les plus généreux en visites, en prescriptions de
« médicaments et fortifiants et en attestations de maladies. En outre le contrôle des malades est rendu
« plus difficile par l'incessant changement des méde-

« cins. Au surplus il n'assure pas aux médecins la
« libre concurrence. Il substitue au risque de dépen-
« dre d'administrations de caisses, la dépendance de
« l'assuré, et le choix du médecin dépend trop sou-
« vent d'influences tout à fait étrangères. »

Il y a donc nécessité à imposer une limitation aux exagérations des blessés ou des médecins.

Un premier système serait de déclarer que le patron serait tenu au paiement de la moitié des frais comme il est tenu au paiement de la moitié du salaire.

Ce système aurait pour inconvénient d'être une source de dépense pour l'ouvrier et de lui causer un préjudice tandis que la base d'une législation sur les accidents de travail doit être non de créer un préjudice à un ouvrier en lui créant une source de dépense, mais au contraire de compenser autant que possible le préjudice que peut subir un ouvrier par la perte de son salaire et l'état d'incapacité où il se trouve. Le système aurait cependant un avantage, ce serait de rendre l'ouvrier circonspect, l'empêcher d'abuser des visites inutiles et l'inciter à prendre toutes les précautions voulues pour hâter son rétablissement. Car l'ouvrier, sachant qu'il participera au paiement des frais médicaux, fera tous ses efforts pour que ces frais soient aussi minimes que possible.

Un autre système consisterait à fixer une somme à forfait que l'on mettrait à la disposition du blessé et qui varierait suivant la nature de la lésion : mais

cette détermination serait très délicate car telle lésion sera rapidement guérie chez celui-ci alors que chez celui-là elle sera très lente ; ou bien fixer un maximum d'allocation pour les frais médicaux comme pour les frais funéraires ainsi que cela avait été proposé dans un premier projet, mais cette idée fut abandonnée sur la réflexion que « certaines opérations chirurgicales, « ainsi que les soins à des malades éloignés de tout « centre, seraient insuffisamment rétribués par ce « forfait » (Ollive et Le Meignan).

Une autre solution était d'instituer un tarif médical spécial pour les accidents du travail et de déclarer que le patron ne serait tenu au paiement des frais médicaux que jusqu'à concurrence des sommes arbitrées par ce tarif.

C'est ce qu'a fait la loi belge du 24 décembre 1903, article 3, dans le cas où le blessé a le libre choix de son médecin, c'est-à-dire lorsque le patron n'a pas institué un service médical. « L'administration hospitalière qui s'est chargée de fournir des soins ne « peut réclamer à l'assureur le remboursement des « frais de traitement que dans la mesure des sommes fixées à forfait par le tarif annexé à l'arrêté « royal du 30 août 1904. »

Le législateur de 1898 s'était en France inspiré de la même idée en déclarant que : « Si la victime a fait le choix d'un médecin, le chef de l'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme

fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés, dans chaque département pour l'assurance médicale gratuite. »

C'était en même temps une invitation aux médecins à se conformer au dit tarif lorsqu'ils donneraient leurs soins à un accidenté du travail car du moment que le chef d'entreprise n'était tenu au paiement des frais médicaux que jusqu'à concurrence dudit tarif, tout recours pour le surplus contre l'ouvrier serait illusoire !

« Mais cette disposition de la loi de 1898 ne donna pas les résultats qu'on attendait et la loi du 31 mars 1905 dut la modifier et décider que les frais médicaux ne sont dus que « jusqu'à concurrence de la « somme fixée par le juge de paix du canton... conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du « Ministre du Commerce. »

Le Ministre du Commerce, dans une circulaire du 6 novembre 1905, s'exprime ainsi :

« L'application de ce texte (ancien article 4) donne « lieu, dans la pratique, à diverses difficultés ; dans « certains départements, le service de l'assistance « médicale n'était pas organisé ; dans d'autres, les « conseils généraux usant de la faculté que leur accorde l'article 4 de la loi du 15 juillet 1893 avaient « préféré au système du tarif celui de l'abonnement, « dans les départements mêmes où les tarifs avaient « été élaborés il fallait tenir compte des lacunes de

« leurs fixations surtout au point de vue chirurgical
« et de leurs divergences très sensibles d'un départe-
« tement à l'autre : enfin les praticiens se plaignent
« non sans raison que certains de ces tarifs ne leur
« réservaient que des honoraires manifestement in-
« suffisants..... »

« Le texte nouveau issu de ces discussions a subs-
« titué aux tarifs départementaux d'assurance médi-
« cale gratuite un tarif uniforme nouveau, à établir
« par arrêté du Ministre du Commerce, après avis
« d'une Commission spéciale comprenant des repré-
« sentants des différents intérêts en jeu (médecins,
« pharmaciens, ouvriers, patrons, assureurs) et qui
« ne pourra être ensuite modifié qu'à intervalle de
« deux ans. »

Ce tarif actuellement en vigueur porte le nom de tarif Dubief, et s'il a simplifié le calcul des honoraires médicaux, il n'a point pour cela supprimé les abus, et certains médecins ont vu dans ce tarif un moyen de gagner facilement de l'argent en se spécialisant dans les accidents du travail et en se tenant dans la légalité.

Nombreux sont, hélas ! les médecins qui se servent de racoleurs chargés de recruter des blessés et de les amener à leur consultation.

Il est alors facile au médecin de flatter les goûts et les aspirations de son client, de se faire son conseil et son ami. L'ouvrier se laisse persuader et est un instrument docile entre les mains du médecin qui

s'en sert pour exploiter, sinon le patron lui-même, du moins la compagnie d'assurances.

Pour attirer le blessé, le médecin « marron » lui persuade qu'il est exploité, qu'il a des droits qu'il doit défendre, et il lui donne des indications pour attaquer le patron en justice de paix.

Et certains médecins vont même à donner de l'argent aux blessés pour les attirer chez eux.

Ces sentiments d'humanité ne sont pas désintéressés et on peut le constater en recevant les notes qui sont établies dans des conditions vraiment exagérées — où pour des lésions insignifiantes on voit des incapacités de vingt jours et plus — des visites et des pansements tous les jours !

Que l'on vienne à critiquer ces notes, il est répondu parfois même par un magistrat, que l'ouvrier a besoin d'être mieux soigné qu'un bourgeois !

Cela est peut-être vrai, si l'on tient compte des conditions d'hygiène défectueuses dans lesquelles se trouvent assez souvent les ouvriers. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il est scandaleux de voir un ouvrier, s'il est victime d'un accident de travail, abuser des visites chez le médecin, et recevoir des soins souvent inutiles qu'une personne dans l'aisance hésiterait à se faire donner. Et tout cela sous prétexte que le patron est là qui paiera.

Mais le vrai coupable, c'est non pas l'ouvrier mais le médecin qui l'oblige à venir à sa consultation.

Comment combattre ces abus, c'est difficile à dire !

En effet ces médecins « marrons » semblent se tenir dans la légalité. Ils font leurs notes en appliquant le tarif Dubief, on y remarque qu'un pansement est marqué au prix du tarif, qu'une consultation est marquée au prix du tarif ; mais ce qui frappe dans ces notes d'honoraires, c'est l'abus de visites et de pansements.

C'est ainsi que sur certaines notes on voit un pansement et une visite chaque jour, même pour des lésions insignifiantes. De même, on voit des pansements comptés 4 francs jusqu'au jour même où le médecin signe le certificat de guérison. Ceci est vraiment inadmissible.

Et parfois il arrive que des médecins après discussion consentent à réduire des notes d'honoraires de 150 à 200 francs. Cela est stupéfiant car de deux choses l'une : ou les soins ont été donnés et le médecin ne doit pas accepter de réduction, ou les soins n'ont pas été donnés ; alors pourquoi avoir compté ces soins ?

C'est là un spectacle navrant, car le médecin devrait toujours être entouré de considération et l'on ne devrait pas être obligé de suspecter sa bonne foi et de discuter ses notes comme celle de n'importe quel commerçant.

Il y a donc des abus, des excès qui d'ailleurs ont été officiellement dénoncés par M. Paulet au Congrès

International de Rome en 1908 : Parlant des incapacités temporaires prolongées indûment il s'exprime ainsi : « Il faut ajouter au surplus, que ceux-là mêmes qui ont mené récemment contre de tels abus les campagnes les plus vives en ont moins encore imputé la responsabilité aux ouvriers qui élevaient des prétentions à des indemnités abusives qu'aux médecins qui les mettaient en nécessité ou en tentation de le faire.

« Que des collusions soient possibles, que quelques-unes soient certaines entre des ouvriers qui ont tendance à prolonger une inaction salariée et des médecins qui ont un intérêt évident à prolonger leurs soins et à grossir leurs honoraires, inutile de le contester et ce peut être dans certains cas une cause d'aggravation financière des suites d'accident.

.

« Une tendance assez compréhensible à laisser croître sans nécessité impérieuse la fréquence des visites et la multiplicité des soins et un désir inavoué de voir les honoraires croître en proportion, ne serait après tout pas invraisemblable, et cette vraisemblance paraît bien près de trouver une confirmation dans les chiffres, si l'on rapproche de l'augmentation des accidents précédemment relevée, l'augmentation autrement rapide des frais médicaux et pharmaceutiques. »

Pour lutter contre ces abus, les patrons, ou du moins les compagnies d'assurances réclament fréquemment des expertises médicales.

Ces expertises ne peuvent donner des résultats très satisfaisants : en effet, il est malaisé de prétendre devant l'expert que les soins n'ont pas été donnés ou qu'ils étaient inutiles, lorsque la blessure est guérie.

D'autre part un médecin chargé de la mission de contrôler un de ses confrères, de lui infliger au besoin un blâme est dans une situation beaucoup trop délicate !

M. Paulet reconnaît lui aussi la nécessité de lutter contre de pareils abus : « Il est nécessaire, dit-il, que
« l'impartiale intervention des pouvoirs publics
« prenne, dans l'intérêt de tous, quelques sûretés
« légitimes, comme il est désirable aussi que les par-
« ties en jeu se ménagent elles-mêmes par des orga-
« nisations arbitrales professionnelles des moyens
« extra-judiciaires, de mettre de concert une barrière
« aux abus, d'où qu'ils viennent. »

Cet appel a été entendu, et sous les auspices d'une de nos grandes compagnies d'assurances il vient de se créer une Commission permanente d'arbitrage composée d'assureurs et de médecins. Les résultats du fonctionnement de cette Commission ne peuvent encore être connus mais nous ne voulons pas douter qu'ils ne doivent être excellents.

D'autre part, il est une autre question à résoudre :

Les frais médicaux comprennent-ils les frais d'hospitalisation ? Cette question fut assez vivement controversée en France jusqu'à la loi du 31 mars 1905 car le texte primitif de 1898 n'y fait point allusion.

Voilà ce que disait le Ministre de l'Intérieur dans une circulaire du 10 août 1901 :

« Les patrons et les compagnies d'assurances ont
« parfois refusé de payer intégralement ce prix de
« journée pour les ouvriers dont le traitement leur
« incombait... Cette prétention n'a pas été admise en
« général par la jurisprudence ; les juges de paix qui
« ont compétence aux termes de l'article 15 de la loi
« de 1898 pour statuer sur les litiges de l'espèce ont
« décidé le plus souvent que le patron était obligé
« de payer intégralement le prix d'hospitalisation
« sans distinction entre les éléments du prix de jour-
« née, sans ventilation entre les frais médicaux et
« pharmaceutiques proprement dits et les frais de
« nourriture et de logement. »

La solution donnée par la jurisprudence est confirmée par le législateur de 1905 dans la nouvelle rédaction de l'article 4 :

« Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les
« cas en outre des obligations contenues dans l'ar-
« ticle 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris... » Ainsi donc le patron est tenu non seulement à payer les frais d'hôpital, mais encore l'indemnité de demi-salaire.

Malgré l'opinion si autorisée de M. Paulet qui au Congrès International de Paris en 1900 s'exprimait ainsi : « Pour ce qui est de l'hospitalisation on a pu
« prétendre que le prix de journée réclamé par les
« hôpitaux pour traitement des ouvriers blessés com-
« prenait à la fois le prix des soins chirurgicaux,
« médicaux, pharmaceutiques que devait le chef d'en-
« treprise et des frais accessoires de logement et de
« nourriture qu'il ne devait point. Une étude appro-
« fondie de la question a conduit à penser qu'en réa-
« lité l'hospitalisation est, en même temps que la
« meilleure sauvegarde de la vie et de la guérison
« de la victime, le plus sûr moyen pour le patron
« ou son assureur d'accélérer la guérison et de con-
« jurer les suites coûteuses de blessures insuffisam-
« ment traitées ; que le départ entre les frais médi-
« caux et les frais d'entretien est presque toujours
« irréalisable, les premiers pour un malade se con-
« fondant presque toujours avec les seconds ; que le
« traitement du blessé à l'hôpital ne le dispense pas
« de l'entretien de sa famille, pour laquelle l'indem-
« nité du demi-salaire n'est pas surabondante... »
nous estimons que lorsque le chef d'entreprise paie
et les frais d'hospitalisation régulièrement chaque
jour et de plus une allocation journalière, il paie
trop.

En effet, nous admettons bien que la délimitation
pour les journées d'hôpital, en ce qui concerne le

traitement, soit assez délicate à faire, bien qu'un pareil système existe en Belgique sous le régime de la loi du 24 décembre 1903 et comme le dit M. Théate :

« L'administration hospitalière, qui s'est chargée de
« fournir les soins, ne peut réclamer à l'assureur le
« remboursement des frais de traitement que dans
« la mesure des sommes fixées à forfait par le tarif
« annexé à l'arrêté royal du 30 août 1904.

« Si les débours effectués étaient supérieurs et si
« d'ailleurs la victime n'était pas reconnue indigente,
« il pourrait se faire qu'un recours restât ouvert con-
« tre celle-ci à concurrence de la partie des frais non
« récupérable à charge de l'assureur. »

D'autre part il y a lieu de remarquer que le séjour à l'hôpital, aussi nécessaire et aussi bon soit-il, se fait en dehors du consentement du patron puisque l'ouvrier a le libre choix de son médecin ! Or à l'hôpital le blessé est nourri et logé, et l'allocation journalière qu'il reçoit devient pour lui un bénéfice net s'il est célibataire et n'a personne à sa charge. S'il est marié, il est encore exact que le versement de l'intégrité de l'allocation journalière est exagéré puisque sa famille n'a pas à se préoccuper de lui qui reçoit à l'hôpital tout ce qui lui est nécessaire. Par conséquent, puisqu'il est assez difficile de faire la délimitation des différents frais dans le prix d'une journée d'hôpital il y aurait lieu de réduire l'allocation journalière de la victime de l'accident ou même de

la supprimer complètement si l'ouvrier est célibataire et n'a personne à sa charge.

En effet quel est le but de la législation sur les accidents du travail, c'est de venir en aide à l'ouvrier blessé, de subvenir à ses besoins et de lui éviter la misère.

Lorsque ce résultat est atteint, il ne doit plus être rien dû au dit ouvrier.

C'est sans doute s'inspirant de ces idées que la loi allemande du 30 juin 1900 déclare dans son article 22:

« Au lieu des allocations prescrites aux articles 9
« et 12, la corporation peut accorder la gratuité des
« soins et de séjour dans un établissement thérapeu-
« tique...

« Les ayants droit du blessé ont pour la durée du
« séjour de celui-ci dans l'établissement thérapeuti-
« que droit à la pension en tant qu'ils pourraient y
« avoir droit en cas de décès du blessé. »

De même l'article 13 de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 déclare : « Les prestations détermi-
« nées par l'article 6 peuvent être remplacées jus-
« qu'à complète guérison par le traitement et les soins
« gratuitement fournis dans un hôpital... Pendant la
« durée du traitement du blessé à l'hôpital, les mem-
« bres de sa famille n'ont d'autre droit à la rente que
« celui qu'ils pourraient faire valoir en cas de décès
« de la victime. »

De même encore la loi norvégienne du 12 juin

1906 présente des dispositions tout à fait analogues.

Les frais médicaux, les frais d'hospitalisation sont-ils dus indéfiniment, ou ne sont-ils dus, comme le dit la loi italienne, qu'au début seulement, « le chef ou « l'exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la « construction, est tenu de supporter les frais de l'al- « location immédiate des premiers secours médicaux « et pharmaceutiques et les frais de certificat médi- « cal » (loi du 29 juin 1903), ou pendant une période déterminée pendant six mois par exemple comme en Belgique ?

Ces systèmes sont insuffisants, car le traitement médical est indispensable pour que l'ouvrier parvienne à se guérir; or, que recherche-t-on sinon la guérison de l'ouvrier ? Il faut donc que les frais de traitement soient dus tant qu'ils sont nécessaires, car, ainsi que le dit M. Furster : « Ils doivent tendre non « seulement à la guérison anatomique de la lésion, « mais à la guérison fonctionnelle du membre blessé « de telle sorte que la victime puisse recouvrer sa « capacité primitive de travail. »

Et n'est-ce pas là d'ailleurs l'intérêt du patron qui doit désirer que son ouvrier soit soigné le mieux possible afin qu'il guérisse rapidement et complètement ?

Or les soins sont nécessaires tant que l'état du blessé n'est pas définitif, c'est-à-dire tant que son état est susceptible d'amélioration et n'est pas « consolidé ».

Il serait donc inexact de dire que les soins médicaux ne sont dus que jusqu'à la reprise du travail, car il arrive fréquemment qu'un ouvrier, ainsi que nous le disions précédemment, reprenne partiellement son travail sans être tout à fait guéri ; pendant cet essai de reprise du travail l'ouvrier aura encore besoin de soins et ce seront précisément ces soins qui, combinés avec le travail, accéléreront la guérison et la rendront peut-être complète.

En ce qui concerne les frais pharmaceutiques, il ne saurait s'élever à leur sujet aucune difficulté, car il est universellement reconnu que le patron ne doit le paiement des produits pharmaceutiques que s'ils ont été fournis au vu d'une ordonnance du médecin et s'ils concernent bien le traumatisme subi.

Toutefois, une certaine question se pose en ce qui concerne les appareils. Bien que ces appareils consistent surtout en jambes, bras articulés et concernent surtout les cas d'infirmité, il peut arriver qu'un blessé en état d'incapacité temporaire ait besoin de béquilles.

Ces béquilles sont-elles dues ?

Bien que la loi ne dise rien à ce sujet, et bien que les appareils de prothèse soient généralement refusés, nous croyons qu'ils sont dus, car la plupart du temps ils garantissent et hâtent la sûreté du traitement médical.

Cette charge doit donc incomber au patron et c'est

done avec raison que la loi allemande, pour éviter toute discussion, a inscrit dans son article 9 que le patron doit :

« La gratuité des soins médicaux, des médicaments
« et autres moyens thérapeutiques, ainsi que des
« secours (tels que béquilles, appareils de soutien),
« nécessaires pour garantir le succès du traitement
« et atténuer les conséquences de la blessure. »

CHAPITRE VIII

Contrôle et surveillance Prolongation de l'incapacité temporaire

Nous avons vu précédemment que tout accident de travail devait être constaté immédiatement et qu'un certificat médical dit d'origine de blessure devait être aussitôt rédigé.

Nous avons vu aussi quelle était l'importance de ce certificat, car c'était lui qui permettait de fixer la nature de la lésion et d'apprécier s'il y avait ou non traumatisme.

Mais ce certificat médical a d'autres avantages en ce qu'il permet au patron d'être fixé sur la durée probable de l'incapacité du travail et d'évaluer le montant approximatif du débours qu'il aura à faire tant au point de vue de l'allocation journalière que des frais médicaux et pharmaceutiques. Ce certificat enfin sera la base de la procédure sur laquelle on s'appuiera forcément en cas de contestation, quelle qu'elle soit, soit que le patron conteste ultérieurement la nature

du traumatisme, soit qu'il s'oppose à une prolongation d'incapacité de travail.

Ce certificat doit être rédigé avec le plus grand soin, car le médecin doit prévoir sans cependant compromettre l'avenir.

« Après avoir examiné le blessé d'une manière
« méthodique et approfondie, il ne faut pas craindre
« dans la rédaction du certificat d'entrer dans les plus
« petits détails, de signaler des choses peu importan-
« tes en apparence.

« Il faut faire deux parts bien distinctes : d'un côté
« les signes objectifs faciles à constater, d'un autre
« côté faire état des sensations accusées par le sujet.

« Sur les autres points, suites probables de l'acci-
« dent, durée de l'incapacité, une réponse précise
« est évidemment plus difficile mais une indication
« peut être donnée, tirée précisément des constata-
« tions sérieuses faites précédemment. »

Voici un projet de certificat médical donné par M. le professeur Rémy et qui est signalé par MM. Ollive et Le Meignen :

« Je soussigné... certifie avoir examiné ce jour
« M. X..., âgé de... demeurant à... ouvrier de M... se
« disant victime d'un accident de travail arrivé le...
« à... heures (matin, soir) et avoir fait sur lui les
« constatations suivantes : M. X... est un homme de
« constitution (robuste, faible, lymphatique), il y a à
« noter dans son état de santé... (indiquer les mala-

« dies qu'on a pu dépister, ou celles qui ont été avouées
« par le blessé), il présente en outre... (indiquer les
« reliquats de blessures antérieures, fractures, cicat-
« trices, etc...) La blessure dont l'accident a été l'ori-
« gine consiste en... elle peut être attribuée à..., elle
« est ou n'est pas aggravée...

« Les suites probables de l'accident seront... ou
« bien : il est impossible pour le moment de dire quel
« sera le résultat définitif de la blessure. On ne
« pourra le connaître... »

Nous sommes loin de ces certificats dont nous parlions plus haut où le médecin se borne à mettre le nom de l'affection et à prévoir quinze ou vingt jours de repos.

Cependant les énonciations indiquées par le D^r Rémy sont des plus utiles s'il survient des complications ultérieures, et si une contestation vient à se produire, comme dans l'exemple suivant :

Il s'agit d'un ouvrier couvreur aux environs de Vernon. Un jour, en descendant d'un échafaudage, une branche vient le frapper à l'œil et lui occasionne une très légère plaie de la cornée.

Le médecin ne prévoit que quelques jours d'incapacité.

Mais le blessé ne guérit pas, la lésion de l'œil s'aggrave et trois mois après l'accident l'ouvrier n'avait pas encore repris son travail.

La compagnie d'assurances se fâche et croit avoir

affaire à un simulateur quelconque car, se basant sur le certificat du début, le blessé aurait dû reprendre son travail au bout d'une dizaine de jours.

On arrête le paiement du demi-salaire, on procède à des enquêtes, on recourt à l'examen d'un spécialiste et finalement on reconnaît que l'ouvrier en question est atteint de diabète !

Si le premier médecin avait examiné le blessé attentivement, et avait reconnu cette affection, que de malentendus auraient été évités et quel traitement plus sérieux aurait été suivi pour hâter la guérison !

Il semble donc que le patron devrait avoir le droit de diriger le traitement ou du moins d'exercer sur celui-ci un contrôle sérieux, car il est intéressé au premier chef à ce qu'un traitement sérieux soit imposé : — d'une part le blessé peut simuler une aggravation qu'il n'a pas ou chercher à prolonger son incapacité, — d'autre part un médecin peu scrupuleux peut chercher à entretenir une affection en ne prodiguant pas les soins voulus, et cela se traduit finalement pour le patron par des frais énormes.

A ce sujet, voici ce que dit M. Bégasse à propos du traitement des blessés en Belgique lorsqu'il signale les défauts du régime curatif adopté dans ce pays :

« En effet les expériences faites en Allemagne de-
« puis une longue série d'années ont démontré d'une
« façon absolument décisive : 1° Qu'il est d'une im-

« portance capitale d'adopter dès le début un traitement aussi intensif et aussi sérieux que possible
« afin de rétablir dans la plus large mesure possible
« la capacité de travail du blessé ;

« 2° Qu'à l'effet de prévenir et de réprimer la simulation qui est le fléau de l'assurance contre les
« accidents, des mesures de contrôle médical sont
« indispensables.

« Il est d'autant plus inexplicable que la législation belge n'ait tenu aucun compte de ces utiles
« enseignements... » (*Bulletin des assurances sociales* 1907.)

D'autre part M. Fürster, au sujet de la réforme projetée de la loi italienne, s'exprime ainsi en s'en rapportant à l'exposé des motifs :

« On ne peut raisonnablement admettre que l'ouvrier se soustraie par caprice à ces traitements ou
« à tous autres similaires de nature à faire cesser ou
« tout au moins à atténuer les conséquences de l'accident.

« Quelles conclusions tirer de l'examen des législations étrangères ? Dans quelques pays la loi s'est
« bornée à édicter des dispositions organisant les secours médicaux et pharmaceutiques ainsi que les
« visites destinées au contrôle et à l'estimation des
« conséquences de la blessure. Mais d'autres législations, en Allemagne, en Autriche, en Danemark,
« en Hollande, en Norvège, ont édicté pour l'ouvrier

« l'obligation de se soumettre, bien entendu sous
« certaines réserves et garanties au traitement médi-
« cal de nature à atténuer les effets de l'accident.

« L'expérience de ces derniers Etats, mais aussi
« notre expérience propre, nous ont contraints à
« proposer les dispositions de l'article 22 du projet.

« On a vu fréquemment des ouvriers s'opposer dé-
« libérément en attendant la liquidation de leur in-
« demnité à l'essai de certains modes de traitement,
« convaincus qu'ils étaient qu'en réduisant le degré
« de leur incapacité ce traitement aurait pour effet
« de réduire aussi le montant de l'indemnité... »

La loi allemande du 30 juin 1900 s'exprime ainsi
dans son article 22 : « Au lieu des allocations présen-
« tes aux articles 9 et 12, la corporation peut accorder
« la gratuité des soins et du séjour dans un établis-
« sement thérapeutique, savoir :

« 1° Pour les blessés qui sont mariés et qui ont un
« ménage ou qui vivent en ménage avec leur famille,
« avec leur consentement. Le consentement n'est pas
« nécessaire si la nature de la blessure exige un traite-
« ment ou des soins qui ne peuvent être obtenus dans
« la famille, ou si le médecin officiellement désigné
« pour la résidence du blessé certifie que l'état ou la
« conduite du blessé exige une surveillance continue.

« 2° Pour les autres blessés, dans tous les cas. »

La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 dans son
article 13 contient des dispositions analogues.

Ces dispositions impératives se comprennent aisément, lorsque l'ouvrier n'a pas le libre choix de son médecin et est soumis à l'examen du médecin de la corporation, mais lorsque l'ouvrier a, d'après la loi, le libre choix de son médecin, comment lui imposer le séjour à l'hôpital, ce serait arriver à supprimer le principe, car dès qu'un médecin ne plairait pas au patron, celui-ci n'aurait qu'à faire entrer le blessé à l'hôpital.

Il importe cependant que le patron puisse exercer un contrôle sérieux, surveiller et éviter que celui-ci ne prolonge son incapacité. Il y a des abus, en effet, contre lesquels il faut se défendre, MM. Ollive et Le Meignen citent l'exemple suivant :

« Prenons le cas d'un blessé atteint d'une plaie à
« la main par exemple : il se présentera à certains
« jours chez son médecin, se fera faire des pansements,
« qui s'espaceront peu à peu. Un jour viendra où les
« pansements cesseront d'être utiles, mais cependant
« la cicatrice ne sera pas encore assez solide pour per-
« mettre le maniement de l'outil. Le médecin fixera la
« consultation suivante à huit jours, mais il ne rece-
« vra la visite de son client que le douzième ou le
« quinzième jour. Sa conviction sera que la reprise
« du travail aurait pu avoir lieu plus tôt : il ne pourra
« rien en dire et son certificat sera ainsi conçu : « X...
« peut reprendre son travail à la date de ce jour. »

Que peut faire le patron vis-à-vis de cette situation ?

Le principe du libre choix s'oppose à ce que le patron force en quelque sorte la porte du blessé et le fasse examiner par son médecin. D'ailleurs le résultat serait minime. Le médecin du patron n'aurait aucun moyen pour contraindre l'ouvrier à reprendre son travail.

Au contraire, le blessé a intérêt, du moins l'ouvrier paresseux, à attendre le plus possible pour reprendre son travail, il négligera d'aller voir son médecin pour réclamer son certificat de guérison, et pendant ce temps le patron continuera à payer l'indemnité journalière.

Il est donc indispensable qu'il y ait un régime légal donnant accès au médecin patronal auprès du blessé.

C'est une chose qui devrait se faire sans aucune difficulté et l'ouvrier devrait de lui-même solliciter cet examen qui permettrait d'éviter toute contestation et toute animosité dans les règlements de sinistres.

Malheureusement, la pratique démontre chaque jour que tel n'est point le cas, et les ouvriers refusent de plus en plus, conseillés par des hommes d'affaires, de se laisser examiner par le « médecin de l'assurance » qu'on leur montre comme étant leur plus impitoyable ennemi.

La raison d'une pareille façon de faire, c'est que l'ouvrier peu scrupuleux et paresseux a tout à y gagner et ne risque rien, car plus il prolongera son

incapacité de travail, plus il a de chance de se reposer tout en ayant de quoi vivre. En effet, lorsque son affaire viendra en expertise, il sera très délicat, pour ne pas dire impossible, au médecin expert de faire remonter la guérison à huit ou quinze jours auparavant.

Or malgré les instructions ministérielles pour hâter la procédure, celle-ci est très lente, et si l'article 4 de la loi française modifiée en 1905 paraît donner au patron un droit de contrôle sérieux, la pratique révèle que ce contrôle est à peu près nul (*Moniteur du Commerce et de l'Industrie*, 16 fév. 1910).

Le législateur s'exprime ainsi :

« Au cours du traitement, le chef d'entreprise
« pourra désigner au juge de paix un médecin chargé
« de le renseigner sur l'état de la victime. Cette dési-
« gnation, dûment visée par le juge de paix, donnera
« au dit médecin accès hebdomadaire auprès de la
« victime, en présence du médecin traitant, prévenu
« deux jours à l'avance par lettre recommandée.

« Faute par la victime de se prêter à cette visite, le
« paiement de l'indemnité journalière sera suspendu
« par décision du juge de paix qui convoquera la
« victime par simple lettre recommandée. »

Il n'y a qu'à louer le législateur d'avoir reconnu au patron un droit de contrôle mais pourquoi n'avoir pas accordé sans restriction ce contrôle, et ne l'avoir pas donné vraiment efficace ?

En effet si le patron est autorisé à se renseigner sur l'état de la victime, il lui faut tout d'abord faire signer une ordonnance du juge de paix pour avoir accès auprès du blessé.

Quelle est l'utilité de l'intervention du juge de paix ? Ce n'est qu'une complication inutile qui paralyse l'action du patron et qui retarde la solution de l'affaire.

En effet, la plupart du temps le juge de paix auquel on remet une requête en désignation de médecin, ignore ce qu'est le médecin et ce que sont le patron et l'ouvrier. Cela se voit journellement dans les grandes villes. Cependant bien qu'ignorant le premier mot de l'affaire, ce juge de paix signe l'ordonnance qui lui est soumise et désigne un médecin qu'il ne connaît pas pour examiner un blessé qu'il ne connaît pas davantage.

Voici un modèle de requête dont se servent fréquemment les compagnies d'assurances et qui indique tous les éléments nécessaires pour avoir la faculté de faire examiner le blessé :

Requête en désignation de médecin.

A Monsieur le juge de paix

Monsieur le juge de paix,

M... a l'honneur de vous exposer que M..., a été victime d'un accident du travail à son service le... et

que conformément aux dispositions de l'article 4, 5^e alinéa de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 31 mars 1905 il a désigné M. le D^r X... demeurant à... pour visiter chaque semaine M... et le renseigner sur son état jusqu'à l'époque de la guérison.

Il vous prie, monsieur le juge de paix, de bien vouloir viser la présente désignation de M. le D^r X...

Le.....

Nous, juge de paix de...

Vu la requête qui précède et les dispositions précitées de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, donnons acte à M... de la désignation qu'il a faite de M. le D^r... pour visiter chaque semaine M...

Fait à..... le.....

Comme on peut le voir, l'accomplissement de cette formalité compliquée encore de celle de l'enregistrement demandera au moins deux ou trois jours, car il faudra parvenir à rencontrer le juge de paix ou lui écrire.

Il faut ensuite que le chef d'entreprise prévienne le médecin traitant deux jours à l'avance par lettre recommandée avant de pouvoir envoyer son docteur.

Il se passe donc une semaine avant que le blessé puisse être examiné par le médecin du patron et encore en admettant que le patron connaisse et le nom et l'adresse du médecin du blessé.

Ces lenteurs sont inconcevables, car les droits du patron sont gravement lésés lorsqu'il s'agit par exemple d'une constatation à faire d'urgence, comme par exemple une hernie de force. Que peut en effet constater un médecin délégué par le patron lorsque l'opération vient d'avoir lieu ?

Dans la pratique les résultats d'application de l'article 4 sont encore plus déplorables :

Nombreux sont, hélas ! les médecins qui se disant les « amis » de l'ouvrier, faisant même partie de la Confédération Générale du Travail, aident l'ouvrier dans la lutte que celui-ci croit devoir engager contre son patron. C'est ainsi que ces médecins ne répondent pas aux lettres qui leur sont adressées par le patron, et lorsque le médecin délégué par celui-ci se présente au domicile du blessé, il trouve ce dernier seul, refusant obstinément de se laisser examiner en dehors de la présence de son médecin ! C'est une nouvelle démarche à faire et il arrive que le blessé n'est parfois examiné qu'à la troisième ou quatrième démarche.

Pendant ce temps l'indemnité journalière continue à courir, le médecin traitant continue ses visites et à faire des pansements aux frais du patron !

La loi de 1898 prévoit bien le cas où l'ouvrier se refuserait à l'examen médical réclamé par le médecin et déclare que le juge de paix pourra suspendre le paiement du demi-salaire, mais pour cela il faut un

refus formel de l'ouvrier. Or dans l'exemple que nous prenons, l'ouvrier ne refuse pas de se laisser examiner, mais demande seulement à être visité en présence de son médecin.

D'autre part, quel sera pour le patron l'intérêt que le paiement du demi-salaire soit suspendu s'il est obligé de le payer ultérieurement, et comme le signale un rapport de la Chambre de commerce de Liège du 8 novembre 1902 au sujet d'une disposition analogue que l'on devait insérer dans la loi belge :

« Sans doute l'introduction de cette disposition
« empruntée aux lois anglaise et danoise est très heu-
« reuse, ce contrôle est indispensable. Mais il nous
« paraît insuffisant, car il laisse le patron responsa-
« ble des suites de l'accident, entièrement désarmé
« vis-à-vis d'un blessé qui ne se soignerait pas con-
« venablement. »

Le système anglais depuis la loi de 1906 a un avantage énorme sur le système français en ce sens que la procédure est simplifiée et que le juge du district n'intervient pas pour autoriser la désignation du médecin patronal, et que ce n'est pas seulement au cours du traitement, mais dès le début que le médecin patronal a droit d'accès auprès du blessé. La loi anglaise fait en outre une obligation au blessé de se soumettre à cet examen et la seule restriction qu'elle apporte c'est que l'ouvrier ne sera jamais tenu de subir ces examens médicaux à des intervalles plus

fréquents que ceux qui seront indiqués par un règlement du secrétaire d'Etat. Voici d'ailleurs le texte :

« Lorsqu'un ouvrier a donné avis d'un accident, il
« doit se soumettre sur la requête du patron à l'exa-
« men d'un médecin expert désigné et rétribué par
« le patron, et s'il refuse de se soumettre à cet exa-
« men, ou s'il y fait obstacle de quelque manière, son
« droit à indemnité et son droit de poursuivre ou
« d'engager une action en vertu du présent article
« relativement à une demande d'indemnité seront
« suspendus jusqu'à exécution de l'examen médical. »
(Loi du 21 décembre 1906, cédule 1, art. IV.)

« Un ouvrier, bénéficiaire d'un versement hebdo-
« madaire conformément à la présente loi, se sou-
« mettra de temps en temps sur la requête du patron
« à l'examen d'un médecin expert désigné et rétri-
« bué par le patron.

« Si l'ouvrier refuse de se soumettre à un tel exa-
« men ou s'il y met obstacle de quelque manière,
« son droit à l'allocation hebdomadaire sera sus-
« pendu jusqu'à exécution de l'examen médical. »
(Loi du 21 déc. 1906, cédule 1, art. XIV.)

Enfin le contrôle accordé au patron peut être sérieux, efficace, et il n'y a pas à craindre que l'ouvrier cherche à s'y soustraire grâce à la sanction énergique que le législateur a eu l'utile précaution d'insérer dans la loi :

« Dans le cas prévu par la présente cédule où le

« droit à indemnité serait suspendu, aucune indemnité ne sera payée pour la période correspondant à cette suspension. » (Loi du 21 décembre 1906, cédula 1, art. XX.)

Nous trouvons des dispositions analogues dans la loi hollandaise du 2 janvier 1901, article 29, aux termes duquel la Banque royale a le droit de faire examiner aussi souvent qu'elle le voudra le blessé par des experts.

En outre la loi anglaise obligeant le blessé à se soumettre à l'examen du médecin patronal, sans aucune restriction à ce droit accordé au patron, sauf en ce qui concerne la fréquence des visites, l'habitude fera forcément que le blessé ne sera pas froissé par cet examen, car le patron ne fait qu'user de son droit de même que lui use de son droit en faisant choix de son médecin, tandis qu'en France, bien qu'il n'y ait pas d'instance engagée, le fait seul que le patron est obligé de s'adresser au juge de paix pour obtenir le droit d'accès chez l'ouvrier enlève à l'examen médical par le patron le caractère amiable qu'il aurait dû toujours conserver, car souvent le médecin délégué par le chef d'entreprise ne se présente chez le blessé qu'au bout d'un certain temps, lorsque le patron est obligé de forcer l'ouvrier à le recevoir, et il n'y vient qu'avec l'intention trop visible de contrôler, de critiquer, au lieu de se renseigner simplement et de prendre en quelque sorte des nouvelles.

C'est pourquoi cette disposition de notre loi ne devrait pas exister. Que le patron ait le droit d'envoyer son médecin chez le blessé, que celui-ci ait l'obligation de se soumettre à cet examen comme en Angleterre et les principes de déontologie seront ensuite assez forts pour régler les rapports entre le médecin traitant et le médecin patronal !

En effet, voici un ouvrier qui vient d'être victime d'un accident de travail, il fait appel, pour le soigner, au médecin de son choix, mais quel inconvénient y aurait-il à ce qu'en même temps le patron envoie son médecin pour constater que l'ouvrier est bien dans l'impossibilité de travailler par suite de sa blessure ? Nous ne croyons pas qu'il y aurait là atteinte au droit de l'ouvrier de choisir un médecin, puisque le patron ne chercherait qu'à se renseigner et à savoir dans quel état se trouve son ouvrier. Au lieu de conseiller à l'ouvrier de se refuser à cet examen, sous prétexte qu'il n'est pas indiqué dans la loi, il faudrait au contraire l'engager à l'accepter, au même titre que si la loi, comme en Angleterre, en avait fait une obligation à l'ouvrier qui réclame une indemnité.

L'ouvrier — ou du moins ceux qui prétendent le conseiller — ne devrait pas oublier que s'il a des droits, il a des obligations, qui en découlent, et que le patron, s'il a des obligations, il a par contre certains droits qu'il lui appartient de faire valoir.

« Il semble d'ailleurs, disent MM. Ollivier et Le

« Meignen, qu'entre confrères le conflit n'aurait pas
« dû prendre le caractère d'acuité que nous avons
« constaté. La simple déontologie, la délicatesse la
« plus élémentaire jointe à l'admission du principe
« que les malades ne sont pas une propriété person-
« nelle, eussent dû suffire à aplanir toutes les diffi-
« cultés, à éviter tous les froissements. La solution
« est bien facile. Elle a été proposée par M. Dever-
« neresse. C'est que le médecin de la compagnie et le
« médecin traitant prennent rendez-vous auprès du
« blessé et l'examinent : s'ils ne se mettent pas d'ac-
« cord, alors seulement il y a lieu d'avoir recours
« à l'expertise. »

Cette solution aurait, en particulier l'avantage que le médecin patronal se rencontrerait avec le médecin choisi par le blessé au chevet de celui-ci, et que tous deux pourraient rédiger ensemble le certificat d'origine de blessure.

Ce serait non pas un certificat banal, mais un certificat détaillé décrivant exactement la nature de la lésion, indiquant les conséquences probables et la durée approximative de la lésion.

Le patron serait ainsi immédiatement renseigné et d'une façon d'autant plus précise et plus exacte qu'il n'y aurait pas lieu pour lui de suspecter la bonne foi d'un certificat qui serait signé et par le médecin délégué par lui et par le médecin du blessé.

Ainsi dès le début un accord interviendrait entre

le patron et l'ouvrier, ou si l'on préfère entre les médecins des deux parties, et rien n'empêcherait que cet accord subsistât pendant toute la durée de l'incapacité de travail.

Qui ne verrait l'avantage d'un pareil système qui permettrait au médecin patronal de discuter avec son confrère au cours des visites faites, simultanément, à des époques périodiques, des conditions du traitement, des soins à donner qui paraissent utiles, etc...

Que de contestations seraient évitées, tant au point de vue de la prolongation de l'incapacité temporaire, qu'au point de vue du règlement des honoraires médicaux ou autres puisque le médecin traitant serait d'accord avec le médecin délégué par le patron.

Nous voulons espérer que les rapports qui ont été à certains moments assez tendus entre les deux camps finiront par devenir plus cordiaux, et qu'un certain « *modus vivendi* » utile aussi bien au patron qu'à l'ouvrier pourra être adopté.

Il y a évidemment des cas où les médecins des deux parties ne seront pas du même avis, soit qu'il s'agisse de la nature de la lésion, soit qu'il s'agisse de la date de la guérison ou de consolidation de la blessure ; rien ne sera plus facile que de provoquer la nomination d'un médecin expert qui tranchera la question.

CHAPITRE IX

Des Expertises

Quel que soit le système adopté pour surveiller le traitement du blessé ou pour contrôler l'état de « l'accidenté », il y aura des cas où l'accord ne pourra se faire et où une expertise sera nécessaire, soit que l'un estime que le blessé est guéri, alors que l'autre estime que ce blessé est encore en état d'incapacité de travail, ou du moins qu'il conservera une infirmité permanente, ce qui rend nécessaire, d'après notre loi, une enquête du juge de paix, soit que les deux médecins ne soient pas d'accord sur la nature de l'affection dont souffre l'ouvrier.

C'est ainsi qu'il arrive qu'un ouvrier est atteint de hernie. Le cas est grave et intéressant pour le patron : ce dernier en effet, outre le règlement de l'incapacité temporaire, devra constituer une rente. Ou bien il s'agit d'une affection tuberculeuse, la guérison sera longue à obtenir et nombreuses seront les journées de l'incapacité de travail pour lesquelles

le patron sera tenu au paiement de l'indemnité journalière.

Souvent la nature de ces lésions est mal définie : se trouve-t-on réellement en présence d'une hernie congénitale, de faiblesse ou d'une hernie de force ? Y a-t-il réellement tuberculose, et celle-ci doit-elle être considérée comme la conséquence d'un traumatisme ?

Il est hors de doute que dans des cas aussi délicats, en présence des conséquences très graves qui peuvent en résulter, aussi bien pour le patron que pour l'ouvrier, il sera très difficile que les médecins puissent se mettre d'accord, tout en demeurant consciencieux et scrupuleusement honnêtes. L'un aura tendance à voir une hernie de faiblesse, là où son confrère tâchera de trouver les signes d'une hernie de force.

D'autre part, lorsque la blessure survenue à la suite d'un accident évolue vers la guérison, l'affaire entre dans une nouvelle phase au cours de laquelle des désaccords nombreux peuvent se produire : voici une lésion à la suite de laquelle le blessé conservera certainement une incapacité partielle et permanente. Quoi de plus délicat que de fixer la date de la consolidation de la blessure ? l'ouvrier a un intérêt évident à ce que la date soit aussi reculée que possible, car l'indemnité journalière qu'il reçoit est certainement supérieure à la rente qui lui est allouée ;

au contraire le médecin du patron, c'est-à-dire celui de la compagnie d'assurances, cherchera à fixer la consolidation le plus tôt possible, les compagnies préfèrent en effet payer de bonne heure la rente, fût-ce même une rente élevée, car outre le paiement de l'allocation quotidienne, elles sont tenues au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la consolidation. Si la rente est trop élevée pour le degré de l'infirmité, n'y aura-t-il pas ensuite la procédure de revision ?

Il y a donc là, à côté de la question médicale pure, une question d'intérêts si grave, que l'on ne peut reprocher à un médecin d'en tenir compte.

Une expertise est donc indispensable.

Il arrive même fréquemment que cette expertise est rendue d'autant plus utile que le blessé ou l'ouvrier qui se prétend atteint d'un traumatisme, refuse d'écouter les conseils de son propre médecin et de reprendre son travail.

En Norvège, c'est à la suite d'une enquête faite par l'inspecteur des fabriques et le Président de la Caisse de maladie — et au cours de laquelle « des experts peuvent être appelés en cas de besoin » — que l'établissement d'assurances prend « une décision quant à l'allocation de l'indemnité que l'accident paraît devoir justifier. » (Art. 18 et 19 de la loi du 12 juin 1906.)

Cette décision peut être portée devant une com-

mission ayant son siège à Christiania, comprenant sept membres dont un médecin. « La commission peut, dans des cas spéciaux, faire appel à des experts. »

En Hollande, comme nous l'avons vu, la Banque royale peut faire examiner, chaque fois qu'elle le désire le blessé par des médecins experts; mais le blessé peut réclamer une contre-expertise.

En Allemagne, c'est le Comité de la corporation qui fixe l'indemnité, mais « lorsque, en vertu d'un certificat médical l'octroi d'une indemnité doit être refusé ou lorsque la pension à déterminer ne doit être que partielle, le médecin qui soigne le blessé doit être préalablement entendu. Lorsque ce médecin est lié par un contrat à la corporation, un autre médecin doit être entendu si la demande en est faite. » (Loi du 30 juin 1900, art. 69.)

Appel de la décision du Comité de la corporation peut être fait devant le tribunal arbitral ou même devant l'Office impérial des assurances, et c'est au cours de cette procédure que les experts sont entendus, experts nommés dans des conditions spéciales.

En Angleterre, en dehors des cas prévus par la cédula 1, on procède par voie d'arbitrage soit devant un comité représentant le patron et ses ouvriers, soit devant un arbitre unique agréé par les parties, soit à défaut d'accord devant le juge de la Cour de comté, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, ali-

née 3 de la loi du 21 décembre 1906, et cédule 2, articles 1 et 2.

Il est procédé alors comme suit :

« Un juge de la Cour de comté peut, s'il le croit
« utile, convoquer un médecin expert pour siéger au-
« près de lui en qualité d'assesseur. » (Art. 6, cédule 2.)

D'autre part :

« Un Comité, un arbitre ou un juge peut, confor-
« mément aux règlements établis par le secrétaire
« d'État et la trésorerie, soumettre à un médecin ex-
« pert, qui établira un rapport sur le sujet, toute ques-
« tion qui semblerait essentielle dans une affaire sou-
« mise à l'arbitrage. » (Art. XV, cédule 2.)

Mais cette procédure ne devra certainement pas avoir lieu lorsque à la suite des examens médicaux prévus par les articles 4 et 14 de la cédule 1, aucun accord n'ayant pu se faire, les parties ont demandé, conformément à l'article XV, que la Cour de comté désigne un médecin expert dont les conclusions seront probantes.

En France la loi du 9 avril 1898 prévoit trois cas bien distincts où, en dehors d'une instance judiciaire engagée, il peut y avoir lieu à nomination d'un médecin expert.

L'article 4 *in fine* s'exprime ainsi :

« Si le médecin (délégué par le patron) certifie que
« la victime est en état de reprendre son travail et
« que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut,

« lorsqu'il s'agit d'une incapacité temporaire, requé-
« rir du juge de paix une expertise médicale qui de-
« vra avoir lieu dans les cinq jours. »

L'article 13, alinéa 4, dit encore :

« Il (le juge de paix) peut aussi commettre un ex-
« pert pour l'assister dans l'enquête. »

Enfin l'article 16, alinéa 1 *in fine*, déclare que :

« Il (le président du tribunal) peut du consente-
« ment des parties commettre un expert dont le rap-
« port doit être déposé dans le délai de huitaine. »

Ces deux derniers cas ne s'appliquent que lorsque le blessé doit conserver une infirmité permanente et que le juge de paix procède à l'enquête spéciale prévue par la loi ou que le président du tribunal est appelé à homologuer un accord intervenu au sujet de la constitution de la rente. Nous n'avons donc à nous occuper que du premier cas.

Ce qui nous frappe tout d'abord dans les dispositions de la loi française, c'est la condition à laquelle est subordonnée l'expertise que peut demander le patron : en effet, d'après la première partie de l'article 4, il faut, ainsi que nous l'avons vu précédemment, que le médecin du patron examine le blessé en présence du médecin traitant, mais nous avons vu que cet examen pouvait être retardé indéfiniment ou même ne pas avoir lieu du tout.

Alors que deviendra l'expertise ? Quand aura-t-elle lieu ?

Le patron se trouve en effet désarmé vis-à-vis de l'ouvrier, et il est contraint d'attendre que celui-ci veuille bien lui faire un procès en paiement de l'indemnité journalière qui lui est refusée, procès au cours duquel le patron sollicitera une expertise médicale conformément aux règles du droit commun.

Mais ce procès et par suite cette expertise auront parfois lieu au bout d'un ou deux mois.

Le droit accordé au patron de faire contrôler par son médecin l'état du blessé, est à peu près insignifiant dans la pratique, et l'expertise médicale qui peut être demandée par le patron est subordonnée à l'exercice du droit de contrôle!!

Il y a là une anomalie, une complication que nous ne pouvons pas nous expliquer !

Le législateur a évidemment voulu sauvegarder les droits de l'ouvrier blessé et ne pas l'obliger à des visites médicales, sur l'ordre du patron, aussi fréquentes qu'elles peuvent l'être en Hollande d'après l'article 29 de la loi du 2 janvier 1901. « La Direction de la Banque royale d'assurances a le droit, « aussi souvent qu'elle le juge nécessaire, de convoquer l'assuré victime d'un accident... et de le faire « examiner par des experts désignés à cet effet par la « Direction. »

Il y a là certes, une exagération, car le blessé n'est plus qu'une chose entre les mains du patron, et s'il

a le droit de choisir en principe son médecin, ce droit est dès lors réduit à rien.

Le système anglais, qui régleme la fréquence des expertises, paraît au contraire donner toute satisfaction car il sauvegarde ainsi les intérêts de l'ouvrier, et en même temps ceux du patron, grâce surtout à la sanction prévue par l'article XX de la première cédula.

Nous insistons en effet sur l'utilité de cette sanction, car si notre loi française dit bien aussi que le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu lorsque le blessé aura refusé de se soumettre à l'examen du médecin patronal, elle ne dit pas qu'aucune indemnité ne sera payée pour la période correspondant à cette suspension.

Or, qui empêche dans la pratique l'ouvrier d'entretenir sa plaie ? Qui l'oblige à suivre un traitement sérieux ? et lorsqu'il y aura expertise au bout d'un mois ou deux, combien il sera difficile pour le médecin expert à moins de cas de simulation bien déterminé, de faire remonter la guérison à une date bien antérieure à son examen.

Le Ministre du Commerce précise d'ailleurs comme suit, dans une circulaire du 3 mai 1905, les termes de la loi du 31 mars 1905 modifiant celle du 9 avril 1898 :

« Ce texte précise suffisamment que le médecin « ainsi désigné n'a pas le caractère d'un médecin-
« expert, qu'il ne peut s'immiscer dans les soins don-

« nés à l'ouvrier par le médecin de son choix ou par
« les médecins traitants de l'hôpital, et que ses hono-
« raires restent en toute hypothèse à la charge du
« patron qui l'a désigné. Le législateur a d'ailleurs
« pris soin de subordonner ces visites au visa préalable du juge de paix... de manière que l'ouvrier,
« fort de la présence de son propre médecin, puisse
« toujours se trouver à l'abri de toute ingérence dans
« son traitement comme de toute intimidation volontaire ou involontaire sur son esprit.

« C'est seulement pour le cas où, toutes ces conditions remplies et toutes ces garanties assurées,
« l'ouvrier se refuserait à la visite médicale admise
« par la loi, que l'article 4 prévoit, comme sanction, la
« suspension du paiement de l'indemnité journalière ;
« encore faut-il prendre garde que le patron ou son
« assureur ne saurait alors réaliser cette suspension
« sans violer la loi et s'exposer à des dommages-intérêts. Il ne peut que saisir le juge de paix qui, seul,
« a qualité pour statuer après avoir convoqué la victime par simple lettre recommandée.

« Le chef d'entreprise qui peut avoir intérêt immédiat à faire établir les suites de l'accident, a du reste,
« s'il s'agit d'incapacité temporaire, la faculté de requérir du juge de paix une expertise médicale qui
« devra avoir lieu dans les cinq jours. »

Le législateur ne s'est pas aperçu qu'il protégeait trop l'ouvrier et qu'il ne permettait pas assez au pa-

tron de se défendre contre les abus auxquels pouvait donner lieu dans la pratique l'interprétation du nouvel article 4.

C'est pourquoi, en présence des abus que nous signalons plus haut et dans le chapitre précédent, en présence des lenteurs que nécessite l'application de la loi, nous croyons qu'il y aurait intérêt à adopter le système anglais, légèrement modifié cependant, en accordant au patron sans aucune restriction et sans condition le droit de requérir du juge de paix une expertise, soit que le médecin patronal et le médecin traitant s'étant rencontrés au chevet de l'ouvrier ne soient pas d'accord, soit que le blessé ait refusé de se laisser examiner par le médecin du patron, et en évitant au blessé la tentation de se soustraire à cet examen par l'application d'une sanction analogue à celle de la loi anglaise.

Il pourra également se produire qu'un patron ait refusé à tort ou à raison le paiement de l'allocation journalière, qu'il se soit borné à ce refus et n'ait fait procéder à aucune expertise amiable de telle sorte que l'ouvrier, pour obtenir son dû, est obligé d'assigner son patron.

Ce cas est prévu par la loi anglaise sous le nom d'« arbitrage », cédule II. Mais alors que le juge de la Cour de comté fait convoquer un médecin expert pour siéger auprès de lui comme assesseur, ce qui simplifie beaucoup les choses et active la solution à

intervenir, nous ne voyons aucune disposition analogue dans notre loi, et le juge de paix, saisi d'un litige par une citation régulière, ne peut que procéder à la nomination d'un expert dans les termes du droit commun. Ce sont alors toutes les lenteurs de la procédure : nomination de l'expert, premier rendez-vous chez ledit expert, deuxième rendez-vous, dépôt du rapport, citation en ouverture de rapport, etc., etc., et il se passe ainsi au moins un mois avant qu'une solution intervienne !

Quoi qu'il en soit, que l'expert soit nommé, soit par voie de requête du patron, soit au cours d'une instance engagée, l'importance de son rôle est la même, et sa mission est aussi sérieuse puisque ce sont ses conclusions qui permettent une solution.

C'est le médecin expert qui devra dire, en effet, s'il y a eu traumatisme, ou, au contraire, s'il ne s'agit que d'une affection morbide ou même de simulation ; c'est lui qui dira s'il y a lieu de continuer le paiement de l'indemnité journalière, ou si au contraire le blessé est guéri et depuis quelle date.

De sérieuses qualités doivent donc être exigées du médecin expert.

Il faut, en premier lieu, qu'il soit impartial et qu'il puisse examiner le différend sans parti pris. Le médecin expert doit donc être neutre : c'est-à-dire qu'il ne doit avoir aucune attache soit avec le patron ou l'assureur, soit avec le blessé.

« Toutes les fois qu'une expertise médicale sera
« ordonnée soit par le juge de paix, soit par le tri-
« bunal ou par la Cour d'appel, l'expert ne pourra
« être le médecin qui a soigné le blessé, ni un mé-
« decin attaché à l'entreprise ou à la société d'assu-
« rances à laquelle le chef d'entreprise est affilié. »
(Loi du 9 avril 1898, art. 17 *in fine*.)

A Paris, cependant, ainsi que le signalent MM. Olive et Le Meignan, « on est même plus sévère que la loi et une circulaire de M. Ditte, président du tribunal civil de la Seine, adressée aux médecins experts ordinaires de ce tribunal, est ainsi conçue :

« Je suis informé que quelques-uns des médecins
« experts de la Seine seraient habituellement em-
« ployés par des compagnies d'assurances contre les
« accidents.

« Je suis d'accord avec M. le premier président de
« la Cour d'appel et avec M. le Procureur général pour
« considérer que cette situation ne peut se concilier
« avec les fonctions d'expert, et je prie ceux d'entre
« vous qui seraient investis de la double qualité
« de me faire connaître celle qu'ils désirent con-
« server. »

Cette mesure était, en effet, utile ; car, comment admettre qu'un médecin d'une compagnie d'assurances puisse être impartial, alors que, par ses occupations habituelles il est instinctivement amené à suspecter la bonne foi des blessés et à craindre qu'ils ne

veuillent tirer parti de la situation et prolonger leur incapacité de travail.

De même, il est impossible d'admettre qu'un médecin expert puisse être impartial, alors qu'étant député, ayant un programme nettement révolutionnaire, il est nommé comme expert dans sa propre circonscription pour trancher un litige entre un patron et un ouvrier, alors que, quelque temps auparavant, dans ses affiches, il attaquait avec la dernière violence les patrons et les capitalistes !

Il faut, d'autre part, que l'expert désigné soit compétent. Il ne suffit pas, en effet, qu'il soit médecin ; il faut encore qu'il ait de sérieuses capacités professionnelles et qu'il ait fait ses preuves.

C'est pourquoi nous n'adoptons pas la manière de voir du Garde des Sceaux qui, dans sa circulaire du 29 août 1905, disait :

« Il sera procédé à l'opération comme il est dit à l'article 42 du Code de procédure civile. »

En effet, nous croyons qu'en raison de la matière spéciale dont il s'agit, étant donné surtout que la procédure des accidents du travail ne s'arrête pas à la justice de paix, qu'il peut être fait état ensuite d'un rapport d'expertise rendu en matière d'incapacité temporaire, il importe que les expertises soient faites par les médecins-experts spécialement accrédités, ayant l'habitude de ces opérations et ayant une connaissance de la médecine légale. Il existe chaque

année une liste dressée par les soins des tribunaux, approuvée par le Procureur général près la Cour d'appel; pourquoi ne pas obliger les juges de paix à choisir les experts sur cette liste, au lieu de leur laisser la liberté de désigner leurs amis? Il s'agit d'une procédure spéciale, qui exige nécessairement des règles spéciales.

Voici, d'après ce que dit M. Bellom, comment les choses se passent en Allemagne :

« Au début de chaque année, le tribunal arbitral
« élit dans sa première audience des médecins ex-
« perts (loi générale du 30 juin 1900, art. 8, § 1). Cette
« élection doit être précédée, en général, d'une con-
« sultation des représentants du corps médical, elle
« doit porter sur les médecins habitant au siège du
« tribunal. La désignation préalable de ces méde-
« cins experts s'inspire du désir d'abrégier la procé-
« dure de chaque espèce; elle ne supprime point,
« d'ailleurs, la faculté pour le tribunal de recourir, en
« outre, ou à la place de l'expert, à un autre médecin,
« notamment un spécialiste. La loi définit en effet
« les médecins experts « ceux qui doivent être, en
« général, convoqués selon les besoins. »

Remarquons, en ce qui nous concerne, l'intérêt et l'importance d'un pareil système, si l'on songe que le tribunal arbitral est un tribunal mixte, composé de patrons et d'ouvriers !

Par ailleurs, le médecin-expert ne doit pas oublier

qu'il a à jouer le rôle de conciliateur, comme le montrent fréquemment les actes de nomination d'expert, qui se terminent par ces mots «... et concilier les parties, si faire se peut... »

Le médecin expert ne devra donc pas se borner à procéder à son examen, mais, connaissant les causes du litige, il devra essayer de trouver un terrain d'entente, en expliquant au patron les raisons pour lesquelles il a tort, par exemple, de refuser le paiement du demi-salaire, ou à l'ouvrier les raisons pour lesquelles il se trompe en prétendant avoir été victime d'un accident du travail.

Ceci nous amène à aborder une autre question : celle de savoir en présence de qui une expertise médicale doit avoir lieu :

En effet, certaines contestations ont eu lieu au sujet du droit qu'auraient les parties de se faire représenter à l'expertise, et nous avons eu l'occasion de nous trouver à ce sujet en conflit avec certains médecins traitants.

L'article 317 du Code de procédure civile s'exprime ainsi : « Le jugement qui aura ordonné le rapport, et les pièces nécessaires seront remis aux experts ; les parties pourront faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenables, et il en sera fait mention dans le rapport... »

Or, malgré ces termes assez précis de la loi, et la jurisprudence de la Cour de cassation, en particulier

un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 juin 1901, le droit des parties, de se faire représenter à l'expertise, a été contesté.

« La Société de médecine légale, disent MM. Ollive
« et Le Meignen, a mis, en 1893, cette question à
« son ordre du jour, et deux jurisconsultes, M. Du-
« brac et M. Constant, l'ont étudiée à fond. La Société
« a été d'avis que l'on devait admettre que les arti-
« cles du Code de procédure civile s'appliquent
« entièrement aux expertises médico-légales. Cepen-
« dant, en présence de certains inconvénients re-
« connus par elle, elle a émis le vœu que la loi ne
« permit dans ces expertises que l'introduction d'un
« mandataire médecin.

« Le patron ou la compagnie d'assurances en
« cause auront donc le droit de faire suivre les opé-
« rations des experts par un médecin, qui pourra
« être celui qui a soigné le blessé ou tel autre qu'ils
« jugeront convenable. Celui-ci aura le droit de faire
« à ses confrères experts toutes les observations
« qu'il jugera nécessaires. Il en serait de même si
« le mandataire du patron était un autre qu'un méde-
« cin, un avoué ou un avocat, par exemple. »

Il est certain qu'une expertise médicale peut parfois présenter certains points délicats, et qu'il serait préférable que l'examen médical n'ait lieu qu'entre médecins. Nous sommes entièrement de cet avis, mais où nous ne partageons pas l'opinion de la

Société de médecine légale, c'est lorsqu'elle émet le vœu que la loi ne permette dans les expertises médicales que l'introduction d'un mandataire médecin !

En effet, l'ouvrier a le droit absolument reconnu de se faire assister à l'expertise par son médecin, pourquoi l'inspecteur de la Compagnie d'assurances n'aurait-il pas un droit analogue ?

Il y a lieu de remarquer qu'à côté de la question purement médicale, il y a une question contentieuse très importante, et que seul l'inspecteur de la compagnie, qui connaît l'affaire à fond, qui l'a suivie depuis le commencement, peut discuter. C'est lui qui pourra expliquer à l'expert comment l'accident s'est produit, dans quelles conditions il a eu lieu ; il fera connaître ensuite à l'expert les raisons pour lesquelles il conteste qu'il y ait, par exemple, traumatisme, ou pour lesquelles il refuse de continuer le paiement du demi-salaire.

Pendant l'examen médical par l'expert, il peut se retirer dans une pièce à côté si cela est nécessaire, pour revenir ensuite et connaître l'opinion de l'expert.

C'est encore l'inspecteur de la compagnie qui pourra accepter de concilier l'affaire à la demande de l'expert, car seul il verra les conséquences plus ou moins lointaines de l'engagement qu'il prendra.

Toutes ces questions ne pourraient évidemment pas être abordées et résolues par le mandataire médecin, et c'est pourquoi nous croyons que, de même

que le blessé a le droit de se faire assister par un médecin, de même ce droit doit être accordé au patron.

D'ailleurs, ainsi que nous allons le voir, une pareille façon de procéder facilitera singulièrement la tâche de l'expert.

CHAPITRE X

Des rapports d'expertises. Leurs conclusions

L'article 323 du Code de procédure civile s'exprime ainsi :

« Les juges ne sont point astreints à suivre l'opinion des experts, si leur conviction s'y oppose. »

Il importe donc que le médecin expert motive ses conclusions, et qu'il en donne une explication telle que le juge ne puisse se refuser à les homologuer.

Le plus souvent les parties acceptent les conclusions de l'expert ; mais il arrive parfois aussi que le rapport est discuté et annulé.

L'expert a donc le devoir de s'entourer de tous les renseignements utiles à la manifestation de la vérité et destinés à l'éclairer : il doit, en conséquence, réclamer la production des divers certificats médicaux qui auront été rédigés, et de toutes les pièces de la procédure.

Ainsi que le disent MM. Ollive et Le Meignan, « lorsqu'il s'agit d'examiner un blessé, l'expert a une tâche beaucoup plus difficile. Il devra se faire racon-

« ter très exactement les circonstances de l'accident,
« les traitements subis, les différentes phases qui ont
« amené le blessé à l'état actuel. Il n'intimidera pas
« le sujet examiné, le laissera exposer tous ses argu-
« ments ; mais, d'autre part, contrôlera tous ses di-
« res dans la mesure du possible.

« L'examen devra être complet, et, pour cela, mé-
« thodique. Il devra porter non seulement sur les
« organes dits malades, mais aussi sur tous les autres.
« Tout se tient dans l'économie du corps humain et
« une lésion observée hors du siège de l'infirmité in-
« voquée pourra, parfois, expliquer bien des troubles.
« De plus, on devra toujours penser à une revision
« possible, et, pour cette cause, il est toujours d'un
« grand intérêt de fixer l'état actuel. »

Il nous semble qu'il n'y a rien à ajouter à ce que disent ces auteurs et qu'ils résument bien ainsi les conditions dans lesquelles un médecin-expert doit effectuer sa mission pour pouvoir ensuite déposer un rapport complet, clair et précis.

Mais d'autre part les conditions dans lesquelles l'expert doit procéder, démontrent la nécessité de la comparution des parties assistées de leurs médecins respectifs.

Les médecins seront là pour donner tous les renseignements médicaux utiles, pour relater ce qu'ils auront pu constater chacun de leur côté et expliquer les motifs qui ont dicté leur opinion ; au contraire,

le patron ou son assureur confirmera la version de l'accident telle que la donnera l'ouvrier ou bien la corrigera.

Il est, en effet, très important pour l'expert de connaître les circonstances précises dans lesquelles un accident s'est produit. Il s'agit, par exemple, d'une hernie : l'expert a intérêt à savoir si l'ouvrier a dû cesser immédiatement son travail, s'il a eu des vomissements, quel était le travail qu'il était en train d'effectuer !

Aussi ne pouvons-nous que critiquer très vivement les conditions dans lesquelles s'effectuent la plupart du temps les expertises : l'ouvrier se présente seul, et souvent la compagnie d'assurances délègue un de ses agents qui ignore l'affaire et ne se présente que par déférence !

Quels renseignements sérieux le médecin expert pourra-t-il recueillir et comment lui sera-t-il possible de conclure en toute connaissance de cause ? Sa tâche est évidemment malaisée. Il arrive même parfois que l'expert, faute d'avoir les renseignements indispensables, est obligé d'ajourner le dépôt de son rapport. Et c'est ainsi que pour une affaire insignifiante on est obligé d'avoir plusieurs rendez-vous dans le cabinet du médecin expert ! Cela amène forcément des lenteurs et ce système est préjudiciable à tout le monde : au patron, au blessé, voire même à l'expert !

Enfin tout s'arrange et le médecin expert parvient à déposer son rapport ! La plupart du temps ses conclusions seront homologuées par le juge, mais il y aura certains cas où l'expert ne pourra pas trancher le conflit par ses conclusions.

En effet, si le médecin expert déclare qu'il n'y a point eu traumatisme ; qu'il s'agit d'une maladie ou que l'on se trouve en présence d'un simulateur, la solution est facile : c'est le débouté de l'ouvrier.

De même, il n'y a aucune difficulté lorsque l'expert, dans un cas simple, n'a qu'à fixer la date de la guérison ou celle de la consolidation s'il subsiste une incapacité partielle et permanente.

Au contraire, il y a des cas plus complexes où les conclusions de l'expert seront forcément moins précises et pourront être plus aisément discutées, comme, par exemple, pour des cas herniaires, ou quand il s'agit d'un sujet tuberculeux ou alcoolique.

Prenons l'exemple suivant : un ouvrier tombe dans un atelier et se fait un peu mal au poignet, mais ne ressentant aucune douleur sur le moment, il continue son travail. Cependant deux ou trois jours après, il constate que son poignet est très enflé, qu'il ne peut plus travailler. Le médecin consulté diagnostique une tumeur blanche.

Le patron, naturellement, refuse le paiement du demi-salaire, faisant observer que si son ouvrier se

trouve en état d'incapacité, c'est moins à cause de la chute insignifiante qu'il a faite qu'à cause de son tempérament. Le juge n'admit pas ce raisonnement et condamna à payer le demi-salaire, malgré un rapport d'expertise, lequel concluait à une tumeur blanche chez un sujet tuberculeux et indiquait bien que la chute faite par l'ouvrier n'avait pu que révéler un état latent !

D'aucuns trouveront cette solution fort dure, car, comme le rapportent MM. Ollive et Le Meignen, « le traumatisme ne crée pas la tuberculose, mais « la révèle le plus souvent, et quelquefois, mais « fort rarement, l'appelle en un point de l'organisme « où elle n'existait pas encore. »

D'autre part, M. Duchauffour relate un arrêt de la Cour de cassation du 27 juillet 1905 (Gauthier c. Compagnie de l'Ouest) d'après lequel la Cour suprême constate que l'ouvrier est mort d'une tuberculose pulmonaire « qui ne peut être considérée comme « une conséquence de l'accident du travail dont il a « été victime », et elle ajoute : « Attendu, il est vrai, « que ledit arrêt reconnaît que l'accident, en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit, « a déterminé une évolution plus rapide de la maladie et hâté un dénouement fatal, mais que cette « reconnaissance elle-même prouve que la mort de « Gauthier n'est pas la suite directe et immédiate de « l'accident. » Et la Cour de cassation rejette le pour-

voit formé contre l'arrêt qui refusait une rente à la veuve de l'ouvrier !

Il est, en effet, logique de refuser une rente dans ce cas, car on ne peut, en toute équité, imposer au patron une pareille charge, lorsqu'il est reconnu que le traumatisme n'a fait que révéler un état latent et hâter un dénouement inévitable. Mais M. Duchauffour, commentant l'arrêt de la Cour de cassation, s'exprime ainsi :

« Si, au contraire, l'arrêt attaqué avait alloué une
« rente à la veuve, après avoir constaté en fait que
« l'accident avait causé l'évolution rapide d'une
« tuberculose à ses débuts et avait ainsi amené à bref
« délai la mort d'un ouvrier qui, sans l'accident, eût
« pu, selon toute probabilité, guérir de sa maladie
« ignorée, ou tout au moins continuer pendant de
« longues années à subvenir par son travail aux be-
« soins de sa famille, que, dans ces conditions, le
« décès était une conséquence directe de l'accident ;
« je doute fort que la Cour suprême eût critiqué un
« tel arrêt. »

Comme nous le voyons, la question est complexe, fort délicate, et il appartient à l'expert de dire dans quelle proportion le traumatisme est la cause de l'état dans lequel se trouve l'ouvrier.

Si en matière de rente, il nous semble possible de tenir compte de cette proportion, cela ne nous paraît

guère possible en matière d'incapacité temporaire, car « si le traumatisme n'a pas créé la tuberculose, « si non seulement il a trouvé un terrain éminem-
« ment propre à la culture du bacille, mais encore a
« trouvé celui-ci endormi et n'a fait que le réveiller,
« il serait pourtant puéril de nier le préjudice qu'il
« a causé, préjudice que le médecin expert aura à
« déterminer » (Ollive et Le Meignen).

C'est pourquoi nous croyons au contraire que le
uge de paix, dans l'exemple que nous citions, a jugé
équitablement en accordant le paiement du demi-
salaire, car, en présence du préjudice incontestable
causé par le traumatisme, la théorie du risque pro-
fessionnel doit s'appliquer, et le minimum auquel
puisse être tenu le patron, c'est le paiement de l'in-
dennité journalière et des frais de traitement pen-
dant une période qui sera arbitrée par le juge sui-
vant les circonstances, le cas particulier, et en se
basant sur les conclusions du rapport d'expertise.
Voici d'ailleurs ce que dit M. Sachet à ce sujet (Sirey,
93. IV. 17, note), rapporté par M. Duchauffour : « Dans
« la vie les événements s'enchevêtrent d'une façon
« si complexe et si inextricable qu'on trouverait dif-
« ficilement un effet ayant une cause unique. Con-
« sidérons deux blessures aussi identiques que pos-
« sible chez des ouvriers différents. Mille éléments,
« abstraction faite du degré de résistance des corps
« blessés, influenceront sur les deux lésions pour en

« atténuer ou en aggraver les conséquences dom-
« mageables : parmi ces éléments on peut citer le
« lieu où l'accident s'est produit, l'arrivée plus ou
« moins rapide des secours, le plus ou moins d'ha-
« bileté, d'expérience ou de dévouement des chirur-
« giens, médecins et gardes-malades, les contacts
« susceptibles de contaminer la plaie, etc. Que de
« complications mortelles sont dues à l'une de ces
« causes ! Personne ne songe à contester que, quelles
« qu'elles soient, elles rentrent dans les prévisions
« du risque professionnel, la loi nouvelle ayant eu
« précisément en vue de mettre un terme à toutes
« les incertitudes et à tous les aléas inhérents aux
« accidents du travail. Si maintenant nous essayons
« d'envisager les modifications que la constitution
« physique de la victime peut produire sur sa bles-
« sure, nous nous trouvons en présence d'une diver-
« sité encore plus grande. Autant d'individus, autant
« de constitutions différentes. Telle plaie, insigni-
« fiante chez Paul, sera très grave, parfois mortelle
« chez Pierre. Les diathèses ou maladies constitu-
« tionnelles ont toutes un retentissement sur la durée
« d'un traitement ou la gravité d'une blessure. Or,
« leur nombre est infini : l'albuminurie, le diabète,
« l'alcoolisme, la tuberculose, le cancer, la syphilis,
« le rhumatisme, l'arthritisme, la scrofule, l'anémie,
« les multiples affections des artères, des veines, du
« cœur, du foie, du cerveau, des centres nerveux, du

« tube digestif, de la vessie, les hernies ou prédispo-
« sitions herniaires, etc.

« Quel est l'homme qui n'a pas ou n'est pas pré-
« disposé à avoir une ou plusieurs de ces maladies ?
« Ne voit-on pas dès lors que la plupart des acci-
« dents offriraient matière à discussion sur l'influence
« des maladies préexistantes ? Les difficultés s'ac-
« croîtraient encore et deviendraient insolubles lors-
« qu'on devrait préciser l'étendue de cette influence
« et en fixer les limites. »

De même, en matière de hernie, nous croyons qu'il serait équitable d'adopter la solution que nous venons d'indiquer en matière de tuberculose : le médecin expert a conclu à une hernie de faiblesse, mais il n'en est pas moins vrai que la hernie s'est révélée au cours du travail et qu'il y a eu un préjudice incontestable ! D'autre part, l'expert peut-il se prononcer d'une façon très exacte sur la nature de l'effort qui a révélé la hernie ? Où commence l'effort tout à fait anormal ? Cela dépendra beaucoup de l'individu.

Que les patrons qui veulent éviter ces contestations ces difficultés, fassent subir un examen médical aux ouvriers qu'ils embauchent et refusent les tuberculeux, les herniaires, les syphilitiques, etc. Mais il nous semble contraire à tout sentiment d'humanité d'abandonner un ouvrier à ses seules ressources, à lui refuser tous soins lorsque, au cours de son service,

il vient à être mis en état d'incapacité de travail : il subsiste presque toujours un doute et ce doute doit lui profiter.

N'oublions pas, en effet, que la loi sur les accidents du travail est une loi de transaction : par conséquent n'est-ce pas une transaction équitable que d'accorder, au cas présent, l'indemnité journalière qui est indispensable à l'ouvrier pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ! Cela donnera lieu, dit-on, à des abus, et nombreux seront les simulateurs ? Le remède serait facile, il suffirait d'accorder au patron une protection plus grande et de réprimer d'autre part énergiquement les abus qui pourraient se produire.

Nous devons d'ailleurs ajouter que, dans la pratique, il se produit fréquemment des arrangements comme ceux que nous indiquons : L'ouvrier a une tendance à ne jamais accepter un refus qui lui est opposé et les compagnies d'assurances préfèrent souvent un arrangement amiable, de manière à éviter une procédure lente, ennuyeuse et coûteuse. Que de démarches et de frais ne faut-il pas faire avant d'arriver à une solution dans des matières aussi complexes ? Or il ne s'agit pas toujours d'une incapacité de travail importante, il ne s'agit souvent que d'une incapacité temporaire de quelques jours, et un règlement immédiat est préférable à un procès quel qu'il soit.

CHAPITRE XI

Conclusion

En résumé, la législation sur les accidents de travail est matière extrêmement complexe, par suite des intérêts qui — bien qu'il s'agisse ici d'une question d'humanité et de justice uniquement — se trouvent en présence. Les charges imposées à l'industrie et au commerce par la loi de 1906 sont énormes et grandissent de jour en jour par suite du développement des accidents légaux donnant droit à une indemnité, développement qui provient de ce que la législation sur les accidents du travail « suscite progressivement des droits jusque-là ignorés ou méconnus ».

L'industrie cherche donc à limiter ses charges et à lutter contre leur développement en combattant les abus qui peuvent se produire de la part de ceux pour qui la loi nouvelle est une source d'intérêt et de profit ; nous voulons parler des ouvriers paresseux et peu scrupuleux qui simulent volontiers un accident ou qui prolongent d'une manière anormale leur inca-

pacité temporaire de travail. « Il n'est point douteux, « dit M. Paulet, que dans cette augmentation comp-
« tent aussi pour leur part deux autres catégories
« d'accidents : les accidents probablement assez rares
« que peut provoquer une imprudence presque vo-
« lontaire ou que contrefait dans leurs conséquen-
« ces une simulation hardie, et surtout les accidents
« dont les suites se prolongent indûment, au gré d'un
« défaut d'énergie ou de probité qui rencontre un
« encouragement pécuniaire à une prolongation de
« repos injustifiée ; au repos motivé, au repos de
« convalescence peut succéder ainsi parfois le repos
« sans cause, et, pour tout dire, l'oisiveté à demi-sa-
« laire. » (Congrès international de Rome, 1908.)

Nous voulons aussi parler des médecins peu cons-
cienzieux qui trouvent dans les accidents du travail
un filon d'or à exploiter, qui comptent des visites,
des pansements à tort et à travers, qui sont même par
suite d'une inconscience inconcevable, jusqu'à comp-
ter, ainsi que nous l'avons signalé au cours d'une
expertise récente, un pansement antiseptique com-
plet le jour de la signature du certificat de guérison
déclarant possible la reprise du travail.

Que de notes d'honoraires fantaisistes nous ont
été ainsi soumises sur lesquelles nous obtenons des
réductions de 50 à 60 % !

Il est donc indispensable que les patrons se garan-
tissent contre ces charges, et se prémunissent contre

le risque d'accidents pouvant se produire nombreux au cours d'une année et qui, entraînant par suite une dépense très forte, les acculeraient à la faillite et à la liquidation.

Ce serait le cas de ces patrons ouvriers qui emploient deux ou trois « compagnons » et qui ne pourraient disposer immédiatement de plusieurs milliers de francs !

D'autre part, il est nécessaire que les ouvriers soient garantis contre l'insolvabilité possible de l'employeur.

Certaines législations ont imposé l'obligation de l'assurance, et « substituent à la dette individuelle du patron responsable la dette collective d'organismes obligatoires ».

M. Paulet, que nous avons eu souvent l'occasion de citer au cours de notre travail, résume ainsi le système français :

« Libre, en droit, de s'assurer ou de couvrir directement ses risques, le patron, à moins qu'il ne dirige une exploitation de très grande importance ou de risque très faible, se trouve moralement contraint à l'assurance. Si sa dette ou celle de son assureur ne peut être immédiatement soldée à l'échéance, l'ouvrier est désintéressé par un fonds de garantie qu'alimente une taxe spéciale sur tous les assujettis patentés. C'est, en réalité, avec la liberté de l'assurance, une réassurance par l'État des insol-

« vabilités patronales et la taxe qui fait les fonds de
« cette réassurance apparaît comme la rançon de la
« liberté même de l'assurance. J'exposais plus lon-
« guement au Congrès de 1900 la théorie de ce sys-
« tème; il me suffit d'en constater aujourd'hui la
« pratique victorieuse, en rappelant que ce régime
« d'assurance libre compte aujourd'hui 43 sociétés en
« activité: 17 sociétés mutuelles, générales ou profes-
« sionnelles; 2 syndicats de garantie, 24 sociétés d'as-
« surances à primes fixes dont 4 sociétés étrangères:
« le libéralisme de cette législation allant jusqu'à
« permettre aux étrangers la réalisation de l'assu-
« rance ouvrière...

« Déjà, elles assurent près de 3 milliards de sa-
« laires, alors que, d'après les statistiques les plus
« récentes sur la population professionnelle bénéfi-
« ciaire de la loi et sur son salaire moyen, le total des
« salaires à assurer, y compris ceux qu'assureront
« toujours directement elles-mêmes quelques grandes
« exploitations, ne paraît pas devoir dépasser 3 mil-
« liards et demi. » (Congrès international de Düssel-
dorf, 1902.)

Or, d'après une statistique plus récente, nous voyons qu'en 1906 les salaires assurés s'élevaient à 3.614.972.820 francs et qu'en 1908 fonctionnaient 55 syndicats ou compagnies à primes fixes!

Ces résultats n'ont rien qui puisse nous surprendre, car n'est-ce pas la compagnie d'assurances qui,

se substituant à l'assuré s'occupe de toutes les démarches, de toutes les formalités, lutte contre les abus, et est mieux à même, grâce à son contentieux parfaitement organisé, de défendre les droits du patron et de les sauvegarder. Enfin n'est-ce pas la compagnie qui paie et qui règle et qui évite ainsi à l'assuré des débours parfois importants au cours d'une même année ? Que de fois nous est-il arrivé de régler des sinistres de 1.500 ou 2.000 francs moyennant le paiement d'une prime de 100 francs, et même inférieure !

Mais, dira-t-on, les compagnies d'assurances élèvent vraiment trop leurs primes et les charges qu'elles imposent sont parfois exagérées.

C'est possible, mais il ne faut pas oublier que de plus en plus les abus se multiplient et que les frais deviennent chaque jour plus grands. Ainsi, à Paris, voici un ouvrier qui refuse de reprendre son travail : la compagnie, après bien des difficultés, parvient à provoquer une expertise. Les frais de celle-ci sont à sa charge et elle doit payer, au minimum, 50 francs d'honoraires à l'expert !

Que l'on accorde au patron un droit de contrôle plus sérieux, plus efficace, plus réel ; il sera alors plus aisé de démasquer les simulateurs, de lutter contre les abus, de quelque côté qu'ils viennent : les frais diminueront et les primes pouvant être abaissées, les

charges de l'industrie et du commerce se trouveront diminuées d'autant !

Cependant nous devons reconnaître que les compagnies à primes fixes, syndicats et mutuelles, leur méthode est la même, présentent un certain inconvénient qui parfois met obstacle à certains arrangements amiables : la compagnie est une société financière dont le but est de pouvoir distribuer à ses actionnaires des dividendes aussi élevés que possible à la fin de l'exercice, ou, si c'est une mutuelle ou un syndicat, de ménager le plus possible les deniers des adhérents, de façon à éviter des rappels de cotisations, de telle sorte que chaque fois qu'elle se croira dans son droit, elle opposera une fin de non-recevoir absolue aux ouvriers, sans se préoccuper si ceux-ci sont dignes d'intérêt ou non et s'il n'y aurait pas lieu de faire une certaine concession bien en rapport, d'ailleurs, avec le caractère général de la loi sur les accidents du travail.

Mais la compagnie ne connaît que son dossier ! Cet inconvénient ne se produirait évidemment pas si le patron pouvait discuter directement avec son employé.

Quoi qu'il en soit, malgré les lacunes que nous avons eu l'occasion de signaler, malgré les imperfections de notre loi sur les accidents du travail, imperfections inévitables dans une matière aussi complexe et aussi délicate, nous ne voulons voir que les résultats d'ensemble qui sont bons et nous ne pouvons que

nous réjouir de ce que, désormais, l'ouvrier blessé dans son travail est à l'abri de la misère, a droit à une indemnité!

Mais outre certaines imperfections à corriger, il y a encore beaucoup à faire, particulièrement en ce qui concerne les maladies professionnelles. Nous voulons espérer que les ouvriers qui y sont exposés seront prochainement garantis, car, ainsi que le dit M. Jay, « on doit affirmer que l'intérêt national sera évidemment et gravement compromis toutes les fois que les conditions du travail mettront en péril l'existence ou la vitalité de la famille ouvrière »!

D'autre part, nous ne voulons pas clore ces pages sans exprimer encore le vœu que, par une nouvelle loi le bénéfice de celle du 9 avril 1898 soit prochainement étendu aux travailleurs des champs et aux domestiques qui jusqu'à présent demeurent en marge du monde des travailleurs !

Vu : le Président de la thèse,

P. CAUWÈS

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

ERRATA

Page 26, 3^e ligne, au lieu de : « 1900 », lire : « 1901 ».

—	30	14 ^e	—	—	« article 26 a 22 », lire : « article 26 a § 2 ».
—	34	23 ^e	—	—	« article 11 », — « article 4 ».
—	52	18 ^e	—	—	« 1901 », — « 1906 ».
—	64	22 ^e	—	—	« sont atteints, ou de... », lire : « sont atteints de <i>blessures</i> , ou de ».
—	72	4 ^e	—	—	« au », lire : « du ».
—	72	14 ^e	—	—	« <i>dicel</i> », — « <i>dicit</i> ».
—	108	24 ^e	—	—	« 24 mars », — « 27 mars ».
—	155	6 ^e	—	—	« art. 6 », — « article 5 ».
—	175	10 ^e	—	—	« <i>uge</i> de paix », — « <i>juge</i> de paix ».

